

Royaume du Maroc



الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري  
ⵎⴰⵔⴰⵏ ⵏ ⵏⵓⵔⵓⵏ ⵏ ⵏⵓⵔⵓⵏ ⵏ ⵏⵓⵔⵓⵏ  
Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle

# Rapport Annuel 2019





*« Le Maroc qui est résolument engagé dans la voie de la modernité et de la démocratie, ne pouvait admettre que son espace audiovisuel puisse être de reste et ne pas accompagner cette évolution d'une façon répondant aux besoins du citoyen qui appelle de ses vœux un espace médiatique alliant modernité et attractivité dans le respect des valeurs constantes et immuables de la Nation. »*

**Extrait du Discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu L'Assiste**



Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu L'Assiste







# Sommaire





## 7 | **Mot de la Présidente**

## 9 | **1. Les activités de la Haute Autorité**

### **1.1. La régulation du paysage audiovisuel national**

1.1.1. Les décisions relatives aux contenus audiovisuels

1.1.2. Le suivi du pluralisme d'expression des courants d'opinion et de pensée

1.1.3. La planification, l'assignation, la coordination et le contrôle des fréquences

### **1.2. La contribution aux stratégies sectorielles de politique publique**

### **1.3. La coopération internationale**

### **1.4. La gouvernance et la vie interne**

09-51

## 53 | **2. L'évolution du secteur audiovisuel national**

### **2.1. L'offre audiovisuelle nationale**

### **2.2. Le marché national de l'audiovisuel**

### **2.3. Les équipements et la consommation des médias**

### **2.4. La production télévisuelle nationale**

53-69

## 71 | **Conclusion**



الهيئة العليا  
للإتصال السمعي البصري

⋅XO⋅L⋅C⋅H⋅>  
I :C<⋅L⋅E ⋅ΘH<Ж<Q

Haute Autorité de la  
Communication Audiovisuelle

# Mot de la Présidente

Mme. Latifa Akharbach





**S**a Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'Assite, a bien voulu donner, le 3 décembre 2018, un nouvel élan à la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle, par la nomination d'une nouvelle équipe dirigeante et de nouveaux membres du Conseil Supérieur de la communication audiovisuelle. Ces nominations sont venues relancer et renforcer la mise en œuvre de la loi n° 11-15 portant réorganisation de la Haute Autorité et élargissant ses attributions.

Tout en capitalisant sur les réalisations et les acquis engrangés par la Haute Autorité depuis sa création en 2004, la nouvelle équipe s'est d'emblée engagée à ce que l'année 2019 puisse ouvrir de nouveaux horizons à l'action du régulateur de la communication audiovisuelle. Pour ce faire trois axes d'action prioritaires ont été identifiés au terme d'un processus de réflexion et de débat mené au sein du CSCA, instance délibérative, et avec la Direction Générale : la dimension économique de la stratégie de développement du secteur de la communication audiovisuelle, la contribution des contenus audiovisuels dans la consolidation des valeurs démocratiques et de la cohésion sociale et enfin, la mise à niveau de la gouvernance interne de la Haute Autorité pour améliorer ses outils de régulation et d'accompagnement des acteurs du secteur.

**C**'est dans ce cadre que la Haute Autorité a lancé un ensemble de chantiers intégrés et de longue haleine dont la finalité est de promouvoir ses compétences en matière de suivi et d'analyse des contenus audiovisuels et d'appréhension de la perception du public des médias. En raison de leur importance sociale et culturelle, la Haute Autorité a priorisé, dans ce cadre, les problématiques liées aux contenus destinés à l'enfant et au jeune public, ainsi que la question de la représentation médiatique des femmes et la violence de genre dans les contenus diffusés par les opérateurs audiovisuels publics et privés. Les choix de ces deux



*... la Haute Autorité a lancé un ensemble de chantiers intégrés et de longue haleine dont la finalité est de promouvoir ses compétences en matière de suivi et d'analyse des contenus audiovisuels et d'appréhension de la perception du public des médias.*



thématiques prioritaires ont été aussi dictés par l'impératif d'améliorer le suivi par la Haute Autorité de l'interaction entre les médias audiovisuels nationaux et les différentes catégories des publics usagers. Une régulation éclairée et effective requiert en effet du régulateur un effort permanent de proximité vis-à-vis du public destinataire des contenus médiatiques des médias.

**D**ans un contexte de transition numérique qui permet déjà de faire le constat de quasi-ruptures dans les habitudes d'édition et de consommation des contenus audiovisuels, la Haute Autorité a lancé une réflexion en interne sur l'impact multiforme de cette transition sur le secteur de la communication audiovisuelle. L'objectif est d'agrèger des données relatives aux changements économiques et aussi, par un travail d'écoute, d'échange et de concertation avec les opérateurs de communication audiovisuelle, de disposer d'une connaissance suffisante des comportements des acteurs, de leurs attentes et contraintes et des opportunités qu'offre l'écosystème médiatique marocain.

**C**es actions structurantes sont menées par la Haute Autorité en appui à l'exercice quotidien des attributions de régulation, impliquant une veille régulière et une réactivité réfléchie aux contenus diffusés, en plus du suivi vigilant de l'usage fait du spectre des fréquences relevant de son autorité.

Enfin, la globalisation de la communication et les multiples répercussions de la convergence technologique sur les médias constituent désormais une préoccupation majeure de la communauté des régulateurs dans le monde entier. C'est dans ce cadre que la Haute Autorité mène une politique de coopération volontariste avec les autorités homologues étrangères en vue d'institutionnaliser les échanges d'expertise et de bonnes pratiques en matière de régulation des médias, particulièrement en Afrique et dans le pourtour méditerranéen.







# 1

## Les activités de la Haute Autorité

### 1.1. La régulation du paysage audiovisuel national

- 1.1.1. Les décisions relatives aux contenus audiovisuels
- 1.1.2. Le suivi du pluralisme d'expression des courants d'opinion et de pensée
- 1.1.3. La planification, l'assignation, la coordination et le contrôle des fréquences

### 1.2. La contribution aux stratégies sectorielles de politique publique

### 1.3. La coopération internationale

### 1.4. La gouvernance et la vie interne

09-51

# 1. Les activités de la Haute Autorité

## 1.1. La régulation du paysage audiovisuel national

Le mandat de la Haute Autorité, en tant qu'instance constitutionnelle de régulation et de gouvernance, est fondé sur deux grandes missions : le développement d'un paysage audiovisuel national pluraliste et diversifié et le suivi des contenus diffusés, à la loi fois pour protéger

les libertés éditoriale et d'expression et veiller au respect, dans les contenus médiatiques, des principes constitutionnels et valeurs démocratiques.



*La Présidente de la HACA, le Directeur Général et les membres du Conseil Supérieur de la Communication Audiovisuelle*



## L'octroi de licences et d'autorisations d'exploitation de services télévisuels et radiophoniques

Le Conseil Supérieur de la Communication Audiovisuelle a accordé, au cours de l'année 2019, deux licences pour l'exploitation et l'établissement de deux services radiophoniques musicaux, dont une radio musicale FM

portée par un nouvel opérateur<sup>1</sup> et un bouquet de onze radios musicales sur le net porté par un opérateur déjà détenteur de licence pour l'édition d'un service radiophonique diffusé par voie hertzienne terrestre<sup>2</sup>.

Le Conseil Supérieur a également accordé une licence pour l'exploitation d'un service télévisuel par satellite, axé sur le divertissement et la culture, et porté par un opérateur qui en assurait la diffusion à partir de l'étranger et qui se trouvait, de ce fait, hors champ de la régulation par la Haute Autorité<sup>3</sup>.



Cérémonie de signature du cahier des charges de U Radio



Cérémonie de signature du cahier des charges de Chada TV

Tenant compte de l'évolution de l'équipement des foyers marocains en écrans connectés, qui a favorisé la consommation des contenus audiovisuels à la demande, le Conseil Supérieur a accordé deux autorisations pour la distribution d'un service audiovisuel à la demande<sup>4</sup>. Le Conseil a par ailleurs, décidé le renouvellement de l'autorisation de commercialisation d'un bouquet à accès conditionnel sur ADSL<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> « U Radio » éditée par la société SolRadio (Décision du CSCA n° 84-19, modifiée par la décision 85-19).

<sup>2</sup> La société Hit Radio (Décision du CSCA n° 30-19).

<sup>3</sup> « Chada TV » éditée par l'opérateur Chada Radio (Décision du CSCA n° 49-19).

<sup>4</sup> Le service « Maroc Telecom Multimedia » distribué par la société Ittissalat Al-Maghrib (Décision du CSCA n° 28-19) et le service « Inwi Video&Music » distribué par la société Wana Corporate (Décision du CSCA n° 35-19).

<sup>5</sup> Bouquet « ADSL Maroc Telecom » distribué par la société Ittissalat Al-Maghrib (Décision n° 32-19).



## 1.1.1. Les décisions relatives aux contenus audiovisuels

### Les principales caractéristiques des décisions prises au cours de l'année 2019

Le suivi des programmes diffusés sur les services de radio et de télévision est l'une des attributions conférées par la loi au Conseil Supérieur de la Communication Audiovisuelle. C'est à ce titre que ce dernier peut, par décision, rappeler la portée des principes et des règles fondamentales de l'exercice de la communication audiovisuelle aux opérateurs ayant enfreint

ces règles. Les décisions du Conseil Supérieur peuvent être prises suite à des plaintes reçues de tiers (individus, gouvernement, associations, partis politiques, organisations syndicales, chambres professionnelles) ou sur auto-saisines concernant des faits relevés par les membres du Conseil Supérieur ou les services internes de la Haute Autorité.



*Le Conseil Supérieur de la Communication Audiovisuelle en réunion plénière*

Le Conseil Supérieur délibère et décide de toutes les plaintes dont il est saisi, quelle que soit la qualité de la partie plaignante ou l'objet de sa plainte. Aucune plainte ne demeure sans réponse.

Pour promouvoir l'accessibilité citoyenne à l'institution du régulateur des médias, la Haute Autorité a mis en place, début 2018 sur son site Internet, une plateforme dédiée au dépôt des plaintes. Après le lancement de cette plateforme, une augmentation significative du nombre des plaintes déposées a été constatée.

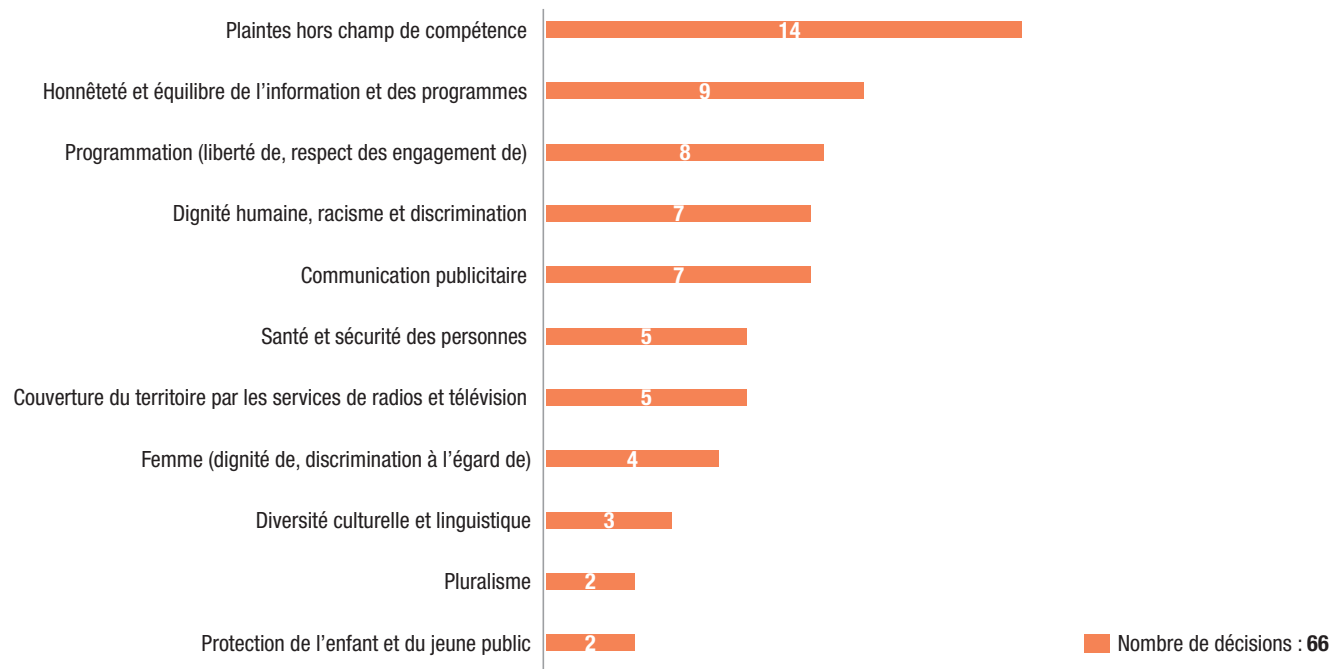
Le Conseil Supérieur a pris, au cours de l'année 2019, soixante-six décisions se rapportant à des images ou des propos diffusés sur les services de communication audiovisuelle, édités aussi bien par les

sociétés nationales de l'audiovisuel public que par les opérateurs privés. A des fins pédagogiques, la quasi-totalité des décisions a été publiée au Bulletin Officiel et sur le site Internet de la Haute Autorité.

Un recoupement multicritères des décisions prises en 2019 par le Conseil Supérieur à l'adresse des opérateurs met en exergue à la fois la multiplicité des manquements relevés dans les contenus médiatiques, la variété des profils des plaignants ainsi que la diversité des décisions.

## Décisions du CSCA au titre de l'année 2019

### Répartition par problématique



## Décisions du CSCA au titre de l'année 2019

Le nombre important de plaintes reçues est un indicateur de confiance et de crédibilité dont jouit la Haute Autorité auprès des citoyens, en tant d'instance de régulation de la communication audiovisuelle.

### Répartition selon la problématique et l'origine de la saisine

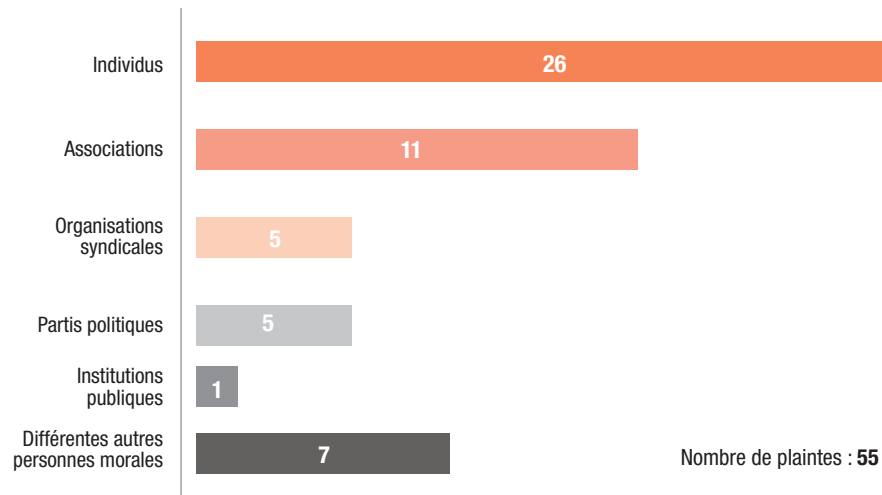


*NB : Par souci de lisibilité du schéma, les plaintes reçues par la HACA portant sur le même objet sont comptabilisées comme une seule plainte.*

Cette figure illustre le nombre des décisions prises par le Conseil Supérieur en 2019 réparties selon les problématiques traitées et l'origine de la saisine (plainte ou auto-saisine). Elle permet de relever les problématiques qui suscitent le plus de saisines du Conseil Supérieur de la part de tiers.

## Décisions du CSCA au titre de l'année 2019

### Répartition des plaintes reçues selon la catégorie des plaignants



*NB : Par souci de lisibilité du schéma, les plaintes portant sur le même objet et parvenant à la HACA de la part d'une même catégorie de plaignants sont comptabilisées comme une seule plainte.*

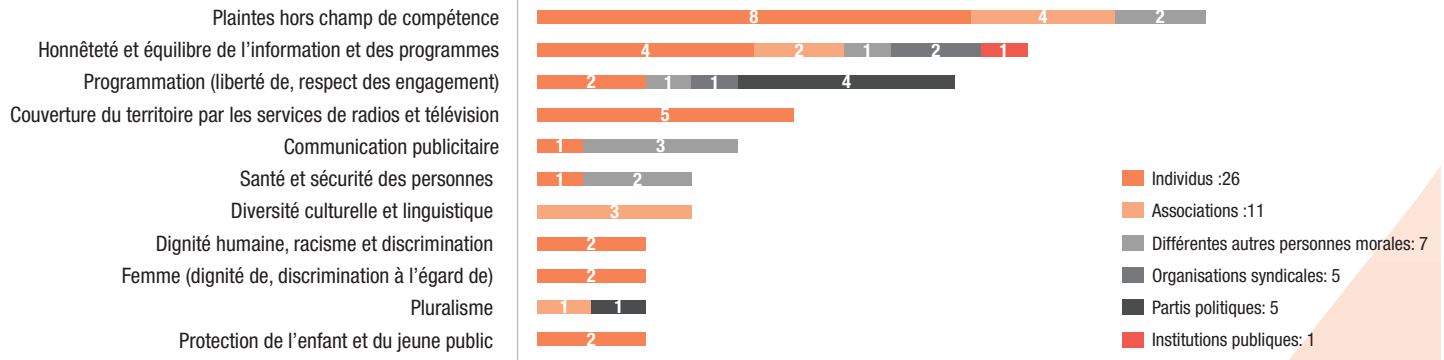
Cette figure récapitule le nombre de plaintes reçues par le Conseil Supérieur de la part de tiers en 2019, réparties selon la catégorie des plaignants. Elle classe les catégories de plaignants selon le dynamisme de leur interaction avec la Haute Autorité et leur proactivité pour dénoncer les propos et/ou images pouvant être qualifiés de manquements aux principes et aux règles édictés par la loi.

Il apparaît ainsi que les individus constituent de très loin la catégorie qui saisit le plus la Haute Autorité au sujet des programmes édités par les services de communication audiovisuelle.



## Décisions du CSCA au titre de l'année 2019

### Répartition selon la problématique et la catégorie des plaignants



**NB :** Par souci de lisibilité du schéma, les plaintes portant sur le même objet et parvenant à la HACA de la part d'une même catégorie de plaignant (personnes physiques, associations, syndicats, partis politiques...) sont comptabilisées comme une seule plainte :

- Concernant la problématique « Honnêteté et équilibre de l'information et des programmes », le CSCA a pris trois décisions en réponse respectivement à 23, 205 et 333 plaintes, chaque groupe portant sur les mêmes faits. Pour le 1<sup>er</sup> groupe, les 23 plaintes ont été déposées par 19 individus, 3 organisations syndicales et une institution publique. Pour les deux autres groupes, les 205 et 333 plaintes ont été déposées exclusivement par des individus.
- Concernant la problématique « Dignité et discrimination à l'égard de la femme », le CSCA a pris une même décision en réponse à 121 plaintes toutes déposées par des individus et portant sur les mêmes faits.
- Concernant la problématique « Liberté et respect des engagements de programmation », le CSCA a pris une même décision en réponse à 23 plaintes toutes déposées par des individus et portant sur les mêmes faits.
- Concernant la problématique « Communication publicitaire », le CSCA a pris une même décision en réponse à 9 plaintes toutes déposées par des individus et portant sur les mêmes faits.

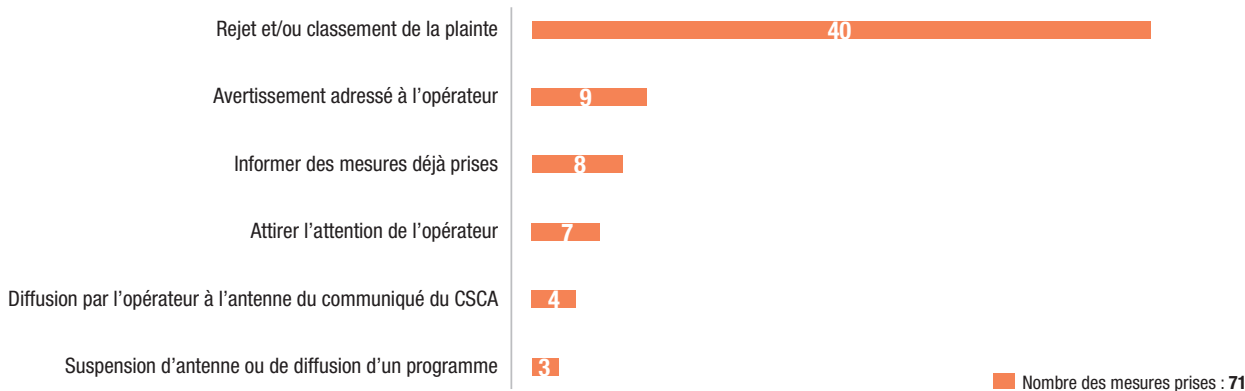
La figure ci-dessus illustre le nombre de décisions prises par le Conseil Supérieur en 2019 réparties selon les problématiques traitées et la catégorie des plaignants. Il permet de relever les questions qui suscitent le plus d'intérêt de la part des différentes catégories de plaignants.

L'analyse des données présentées dans cette figure permet de tirer quelques enseignements significatifs quant au niveau d'appropriation par l'environnement de la Haute Autorité (opérateurs audiovisuels, citoyens, organismes de médiation et de représentation...) des principes et règles régissant la communication audiovisuelle. Parmi les constats que permet cette analyse :

- Les plaintes reçues par la Haute Autorité de la part des organismes de médiation et de représentation et concernant les problématiques de société (dignité humaine, dignité de la femme, protection du jeune public, couverture territoriale...) restent largement minoritaires par rapport à celles reçues de la part des individus concernant les mêmes thématiques ;
- Les plaintes issues des associations portent essentiellement sur la question de la diversité linguistique, en particulier la question de la présence de la langue Amazigh et de certains dialectes dans les programmes audiovisuels ;
- Les plaintes issues des partis politiques portent majoritairement sur la question de la non-couverture des événements qu'ils organisent par les différentes chaînes du service public. Nombre de ces plaintes ont trait également à la politique d'invitation et de prise de parole dans les journaux et magazines d'information appliquées par ces chaînes ;
- La récurrence des plaintes des citoyens concernant le déficit de couverture territoriale renvoie au défaut de déploiement terrestre des services de radio et de télévision, tant publics que privés, particulièrement dans les régions éloignées des centres urbains et ce, malgré les efforts considérables fournis par les opérateurs pour parer à ce problème.

## Décisions du CSCA au titre de l'année 2019

### Répartition des mesures prises



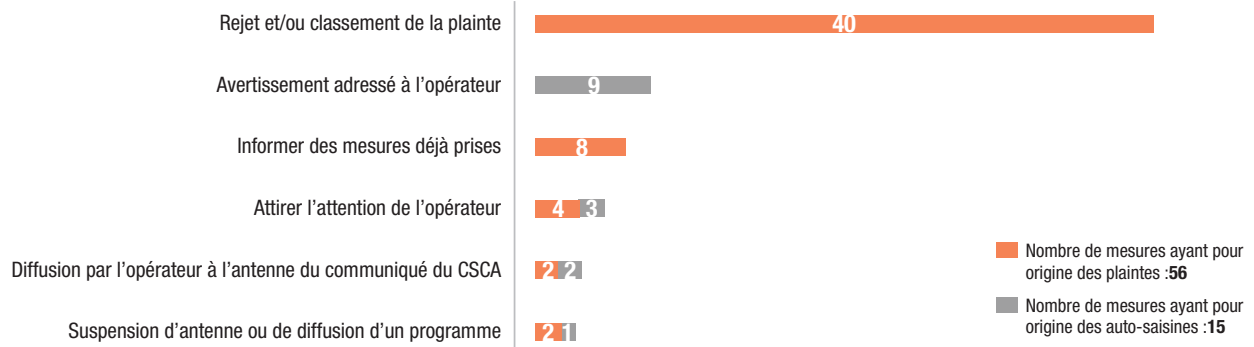
*NB : Une même décision du CSCA peut édicter plusieurs mesures cumulées.*

Cette figure présente les décisions prises en 2019 par le Conseil Supérieur de la Communication Audiovisuelle réparties selon la nature des mesures prises. Cette répartition met en exergue les faits suivants :

- La grande variété des mesures participe du souci du Conseil Supérieur de garantir la proportionnalité des décisions prises à la gravité des manquements relevés, ainsi que la prise en considération des efforts fournis par les opérateurs concernés pour s'approprier les finalités des sanctions et décisions (existence ou non de récidive) et mettre en place des mécanismes d'auto-régulation (renforcement des capacités de maîtrise d'antenne) ;
- La grande proportion de décisions du Conseil Supérieur portant classement et/ou rejet des plaintes dénote d'un déficit de connaissance par les plaignants du champ de compétence de l'instance de régulation. Elle révèle aussi un manque d'appropriation par les différentes catégories de plaignants du cadre légal régissant la nature des interventions de la Haute Autorité, qui sont essentiellement fondées sur les principes de liberté de communication audiovisuelle et de liberté d'expression et auxquelles on ne peut apporter des limites autres que celles découlant des règles d'ordre public. La Haute Autorité est souvent amenée à expliquer et argumenter auprès des plaignants que les considérations afférentes à la qualité artistique ou professionnelle ne peuvent fonder aucune décision susceptible de porter atteinte à la liberté éditoriale des éditeurs de radios et de télévisions ;
- Au-delà de l'effet d'exemplarité recherchée, l'exigence de diffusion à l'antenne par l'opérateur d'un communiqué du Conseil Supérieur dans le cas de certains manquements présente un objectif pédagogique, puisqu'elle permet d'expliquer au public usager des radios et télévisions les fondements des décisions du Conseil et de le sensibiliser aux problématiques importantes de droits humains revêtant un intérêt culturel ou sociétal majeur.

## Décisions du CSCA au titre de l'année 2019

### Répartition des mesures prises selon l'origine de la saisine



*NB : Une même décision du CSCA peut édicter plusieurs mesures cumulées.*

La figure présente les décisions du Conseil Supérieur prises en 2019 réparties selon la nature des mesures édictées. Elle révèle l'importance de la contribution du citoyen dans le processus de régulation des contenus audiovisuels.



*Salle de suivi des programmes audiovisuels*

## La contribution qualitative à la formation du droit de la communication audiovisuelle

Au-delà de l'évaluation quantitative et thématique du corpus des décisions prises par le Conseil Supérieur concernant les contenus médiatiques, le bilan de l'action de la Haute Autorité doit être appréhendé en termes de participation effective à la promotion des standards et pratiques médiatiques audiovisuelles, grâce au cumul des normes induites par les décisions du Conseil Supérieur et à leur appropriation par les opérateurs.

La nature spécifique de la mission de la Haute Autorité s'apprécie aussi par le fait que la garantie de la liberté éditoriale de tous les opérateurs publics et privés et la consécration des droits du public usager des médias constituent les deux piliers fondamentaux de l'action du régulateur.

A titre d'illustration, le Conseil Supérieur a considéré, comme suffisamment caractérisée :

- **l'atteinte à la dignité humaine**, lorsqu'il est fait usage, à titre de sobriquet par un candidat dans une émission comique, d'un qualificatif à connotation péjorative raciale pour désigner le personnage d'un immigrant d'Afrique subsaharienne, associé à un accent caricatural, le tout accompagné des réactions des membres du jury et des acclamations du public sur le plateau, scandant le dit sobriquet, dépassant ainsi le caractère comique et confinant à la moquerie et au mépris (Décision du CSCA n° 13-19 du 21 février 2019) ;
- **l'atteinte à la dignité de la femme et l'apologie de la violence à son égard**, lorsqu'il est laissé toute latitude à l'invité d'une émission de témoigner fièrement de l'agression physique qu'il fait subir à son épouse, en considérant cet agissement, au regard de son vécu, comme faisant partie intégrante de la vie conjugale, en la présentant comme normale, consentie, voire souhaitable pour une relation conjugale saine, le tout en l'absence d'une réaction ferme de l'animateur en vue de nuancer les propos de l'invité et d'assurer une maîtrise d'antenne convenable (Décision du CSCA n° 69-19 du 17 septembre 2019) ;
- **la discrimination fondée sur le sexe au détriment de la femme**, lorsque l'animateur d'une émission sportive a évalué l'intérêt et la pertinence des compétitions sportives internationales et continentales sur la base du sexe des équipes, en utilisant des expressions à portée péjorative qui consacrent une image stéréotypée, dévalorisante et méprisante à l'égard des performances sportives féminines et du niveau de compétition de la femme dans le sport (Décision du CSCA n° 56-19 du 11 juillet 2019) ;
- **l'incitation du public à des pratiques préjudiciables à la santé**, lorsque l'animateur a laissé toute latitude, pendant plusieurs éditions d'une émission, à son invité, qu'il a présenté sous des qualités lui conférant une aura spirituelle et une autorité morale, pour diagnostiquer certaines situations en se basant sur les appels téléphoniques et les messages des auditeurs et a proposé des solutions thérapeutiques sous forme de recettes composées d'herbes et d'eau de roqiya, le tout associé à la diffusion de témoignages supposés exprimés par des auditeurs par SMS qui ont, dans leur globalité, fait état de succès thérapeutiques, ce qui est à même d'amener une partie du public à, tout le moins, « normaliser » avec ces pratiques et traitements supposés, voire même délaisser ou négliger le suivi médical (Décision du CSCA n° 44-19 du 23 mai 2019) ;
- **la publicité clandestine**, lorsqu'il est fait présentation de nature argumentaire et ouvertement promotionnelle, explicite et durant plusieurs éditions d'un programme éditorial, de la marque d'une entité commerciale déterminée, associée à des commentaires élogieux des invités (chroniqueurs) dudit programme, le tout destiné à attirer l'attention du public concernant ces marques et produits et à l'induire en erreur sur la nature d'une telle présentation (Décision du CSCA n° 72-19 du 3 octobre 2019).

**Le modèle économique du service public de l'audiovisuel** : A la faveur de l'examen de la question des dépassements publicitaires sur les chaînes du service public, le Conseil Supérieur a tenu à attirer l'attention sur l'inadéquation du modèle économique du service public de l'audiovisuel, en particulier SOREAD-2m, avec ses sources de financement.

Cette communication intervenue suite au suivi de la programmation du mois de Ramadan 2019 a rappelé la récurrence des constats de dépassement relatifs aux quotas d'insertion des messages publicitaires sur les services télévisuels nationaux durant le mois du jeûne, dont la concentration lors du créneau horaire réduit de la rupture du jeûne est préjudiciable au confort des téléspectateurs.

Conscient de la complexité des tenants et aboutissants de cette problématique, le Conseil Supérieur a relevé qu'elle ne pouvait être résolue uniquement à travers les sanctions. Il a insisté sur le fait que ce problème questionnait la réalité des modes de financement des sociétés nationales de l'audiovisuel public et leur modèle économique ; le niveau de dépendance de ces sociétés à la ressource publicitaire ayant atteint un seuil inconciliable avec la nature des obligations inhérentes à leurs missions de service public.

## 1.1.2. Le suivi du pluralisme d'expression des courants d'opinion et de pensée

Le Conseil Supérieur est chargé par la loi d'élaborer un relevé du temps d'intervention des personnalités politiques, syndicales, professionnelles ou associatives dans les programmes d'information diffusés par les services de radiotélévision publics et privés. Ce relevé, de périodicité trimestrielle, est adressé au Chef du gouvernement, à la présidence des deux Chambres du parlement, aux partis politiques, aux organisations syndicales, aux chambres professionnelles, au Conseil National des Droits de l'Homme et au Conseil Economique, Social et Environnemental.

Le Conseil Supérieur a ainsi, au cours de l'année 2019, élaboré et transmis à toutes ces institutions quatre relevés du temps d'intervention des personnalités publiques sur les ondes de radios et de télévisions correspondant au dernier trimestre de l'année 2018 et aux trois premiers trimestres de l'année 2019.



Relevés trimestriels des interventions des personnalités publiques dans les radios et les télévisions

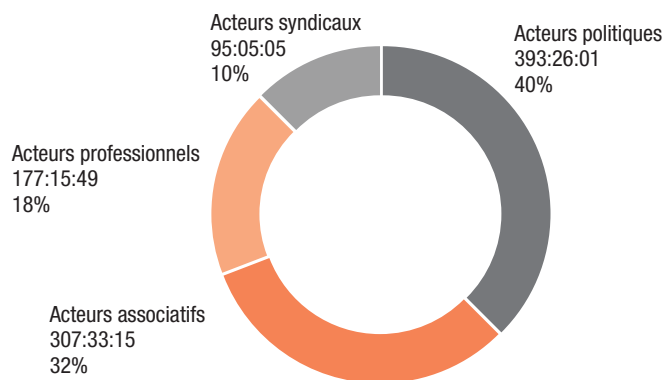
Ces relevés, publiés également sur le site Internet de la Haute Autorité, ont été établis selon les règles de la décision n° 20-18 relative à l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion sur les services de communication audiovisuelle. Cette nouvelle norme constitue une avancée en matière de pluralisme, en comparaison avec la décision en vigueur précédemment sur la même question. Elle élargit en effet aux associations de la société civile la liste des personnalités publiques que les médias audiovisuels doivent inviter aux programmes d'information et de débat pour permettre au public d'accéder à une pluralité d'opinion et de pensée concernant les grandes questions d'intérêt général.

Il apparaît ainsi que, durant l'année 2019, vingt-et-un médias audiovisuels concernés par le suivi du pluralisme, ont consacré plus de 973 heures aux interventions des personnalités publiques, dont plus de 384 heures diffusées sur le service public de radiotélévision et environ 589 heures sur les radios et télévisions privées. 40% de ce volume horaire global correspond à la prise de parole d'acteurs politiques, 32% à celui d'acteurs associatifs, alors que 18% de ce temps ont été le fait de représentants des organisations professionnelles et 10% des représentants des syndicats.

Les figures qui suivent sont basées sur les données collectées pendant l'année 2019.

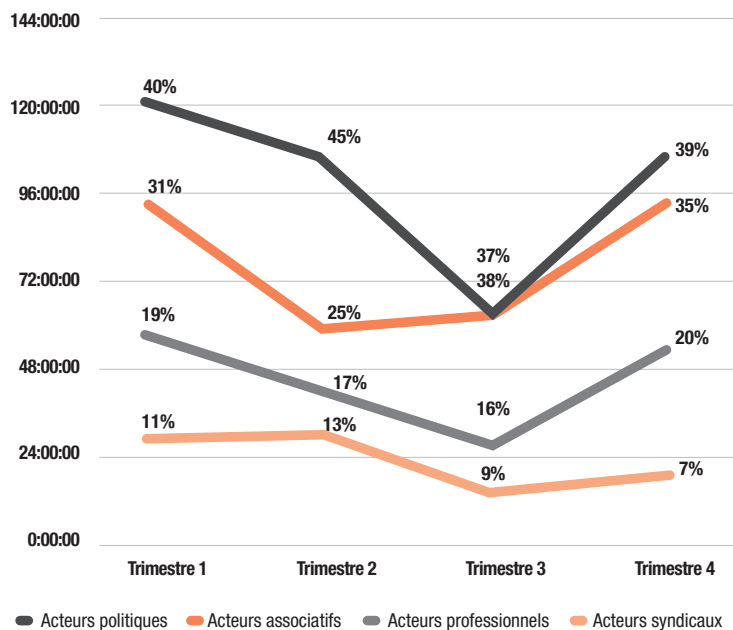


## Répartition pour l'année 2019 des interventions des personnalités publiques dans les programmes d'information\*



\* Les programmes d'information comprennent les journaux d'information et les magazines de débats sur les questions d'intérêt général.

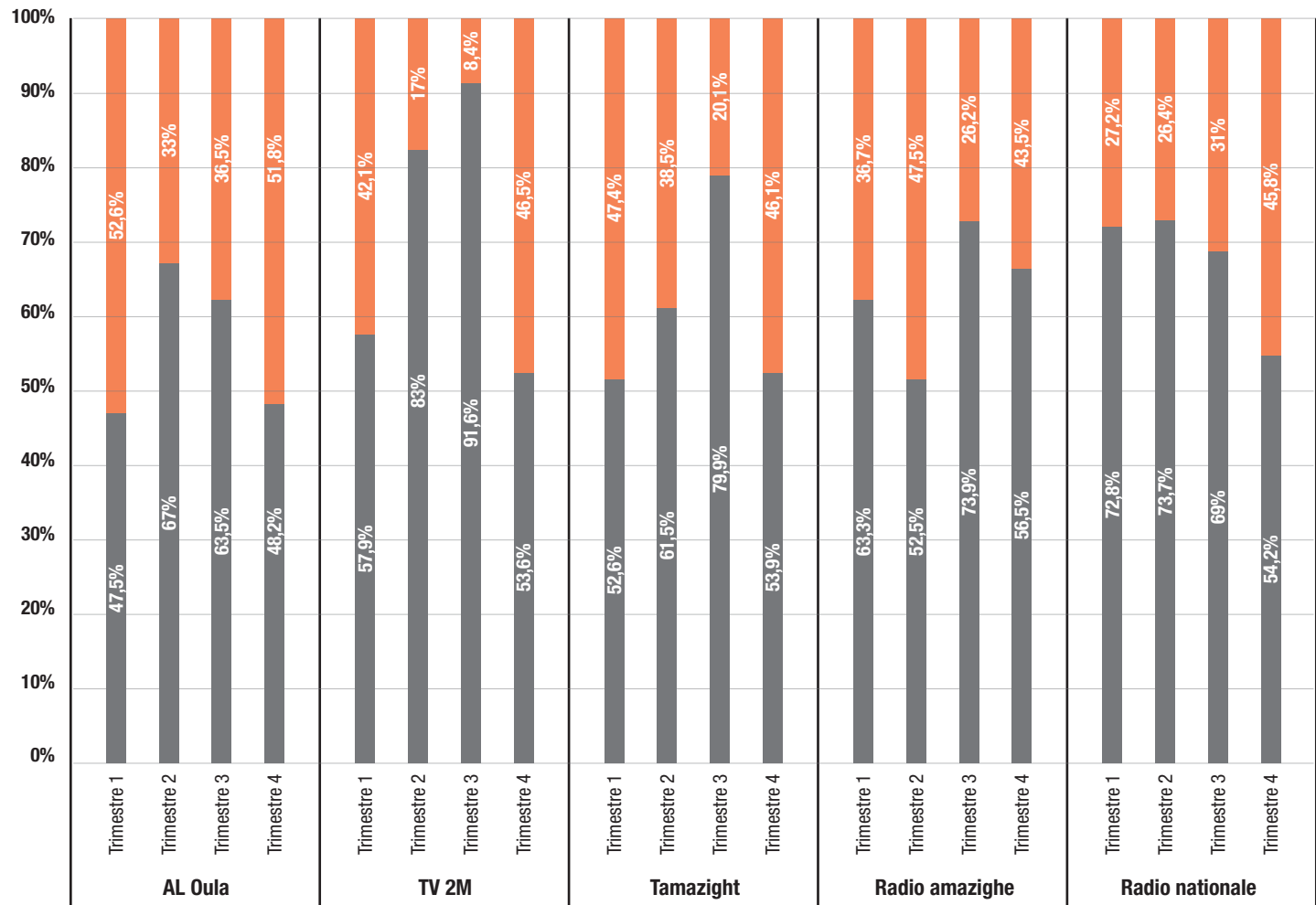
## Évolution par trimestre des interventions des personnalités publiques par type d'acteurs au cours de l'année 2019\*



\* La baisse des interventions des acteurs politiques courant le 3<sup>ème</sup> trimestre s'explique par la période estivale, qui connaît généralement une baisse dans le volume de la programmation des magazines d'information.

La Haute Autorité relève également la quote-part du temps des interventions du gouvernement et de la majorité d'une part, et de l'opposition parlementaire d'autre part, en fonction de leurs représentativités respectives à la Chambre des Représentants.

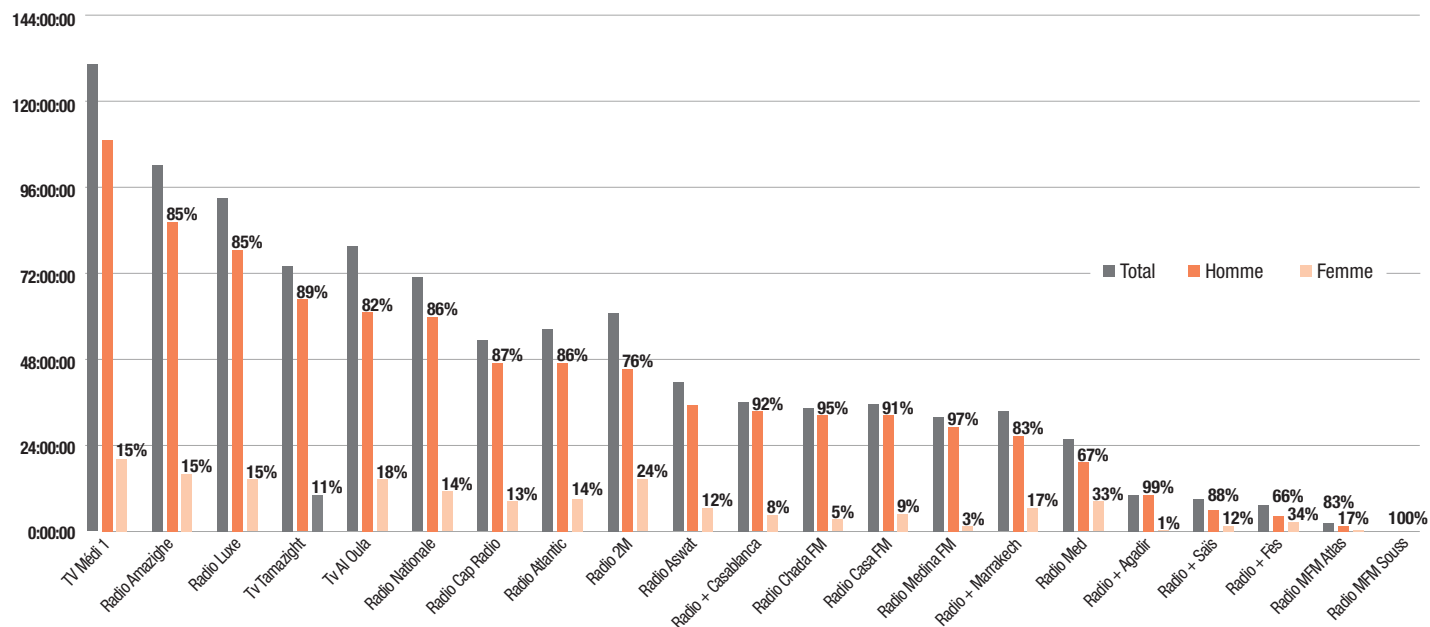
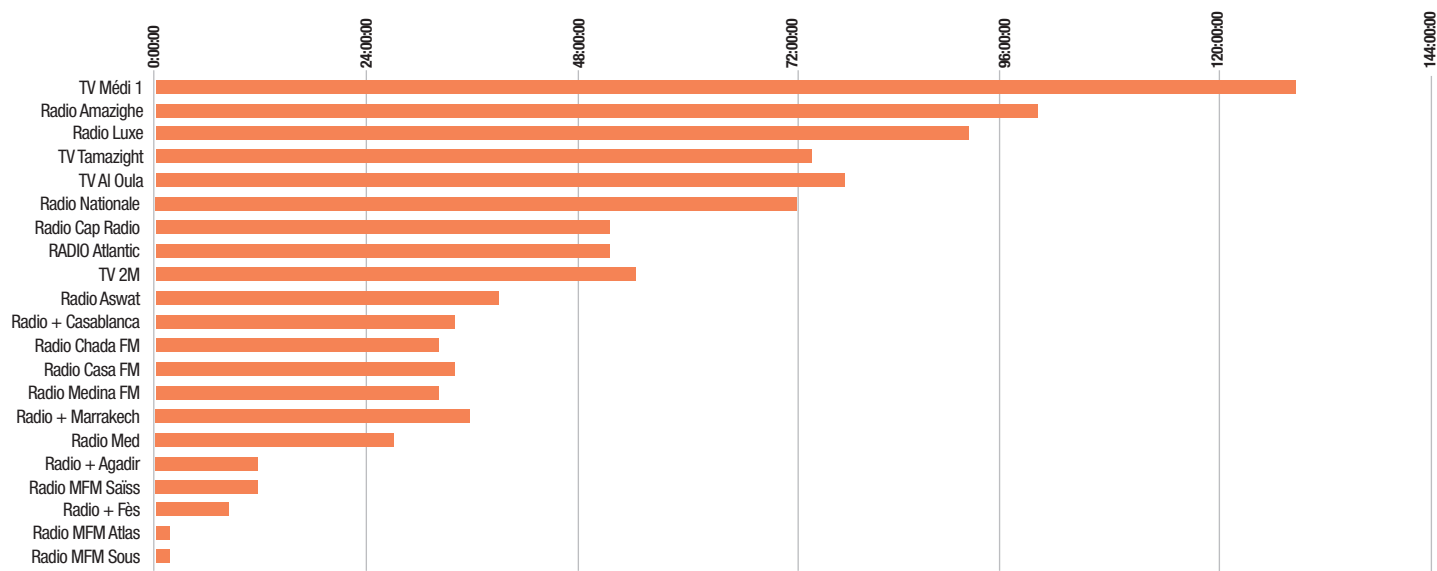
## Répartition des temps de parole du gouvernement - majorité et de l'opposition dans les magazines d'information diffusés sur les radios et télévisions du service public au cours de l'année 2019\*



\*Évolution par trimestre des interventions des personnalités publiques par types d'acteurs au cours de l'année 2019

Il est à noter qu'au titre de l'année 2019, le taux des intervention des femmes dans les programmes d'information se situe entre 11% et 24% du temps des interventions des personnalités publiques.

## La part des interventions des femmes par service audiovisuel relevées au titre de l'année 2019



## 1.1.3. La planification, l'assignation, la coordination et le contrôle des fréquences

### La planification des fréquences

Dans le cadre de l'élargissement de la couverture de l'offre radiophonique du service public aux populations des agglomérations non desservies par la diffusion FM, la Haute Autorité a, dans le courant de l'année 2019, identifié et désigné de nouvelles fréquences aux opérateurs qui en ont fait la demande. Soixante-douze fréquences dans quarante-deux localités ont ainsi été désignées au profit de la Société Hit Radio (pour Radio Azawan) et de la Société Nationale de Radio et Télévision pour la diffusion de divers services dans différentes régions du pays.

Il est à noter que la désignation des fréquences intervient en amont de leur assignation aux opérateurs pour leur permettre d'acquérir et de paramétrer les équipements de diffusion, conformément aux caractéristiques techniques requises.

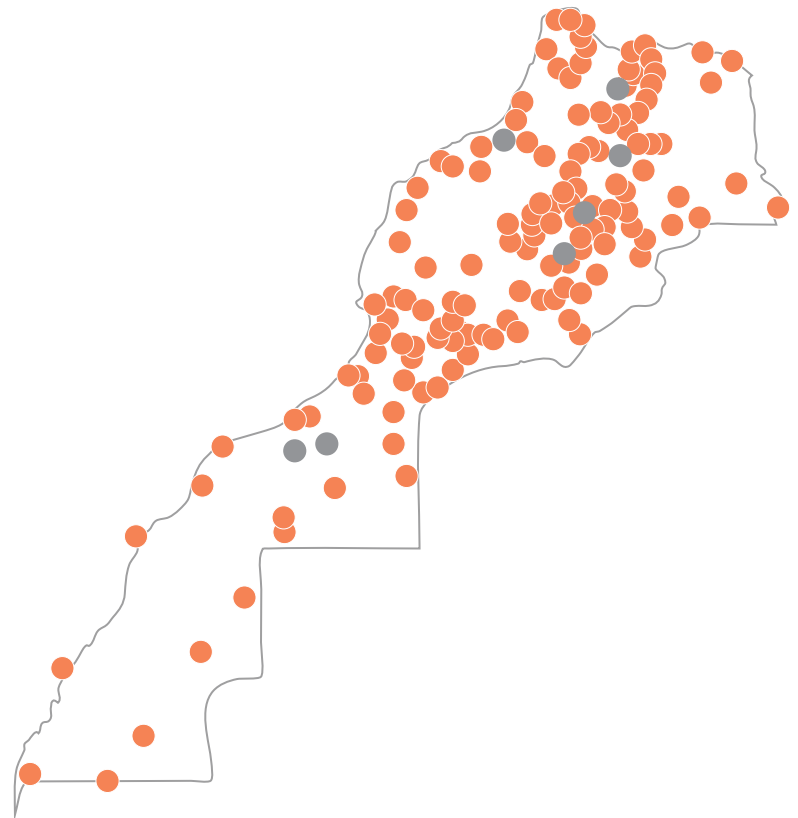
### Implantation géographique des stations de diffusion en FM ayant fait en 2019 l'objet de désignation au profit de la SNRT

- Réseau FM déjà opérationnel de la SNRT
- Stations de diffusion en FM, objet de désignation de fréquences en 2019

### 33 fréquences désignées dans 09 stations :

**05** fréquences à Abteh, El Mesied, Ouarzazate, Zagora et Hajiba pour la diffusion des services radiophoniques régionaux de la SNRT dans ces villes.

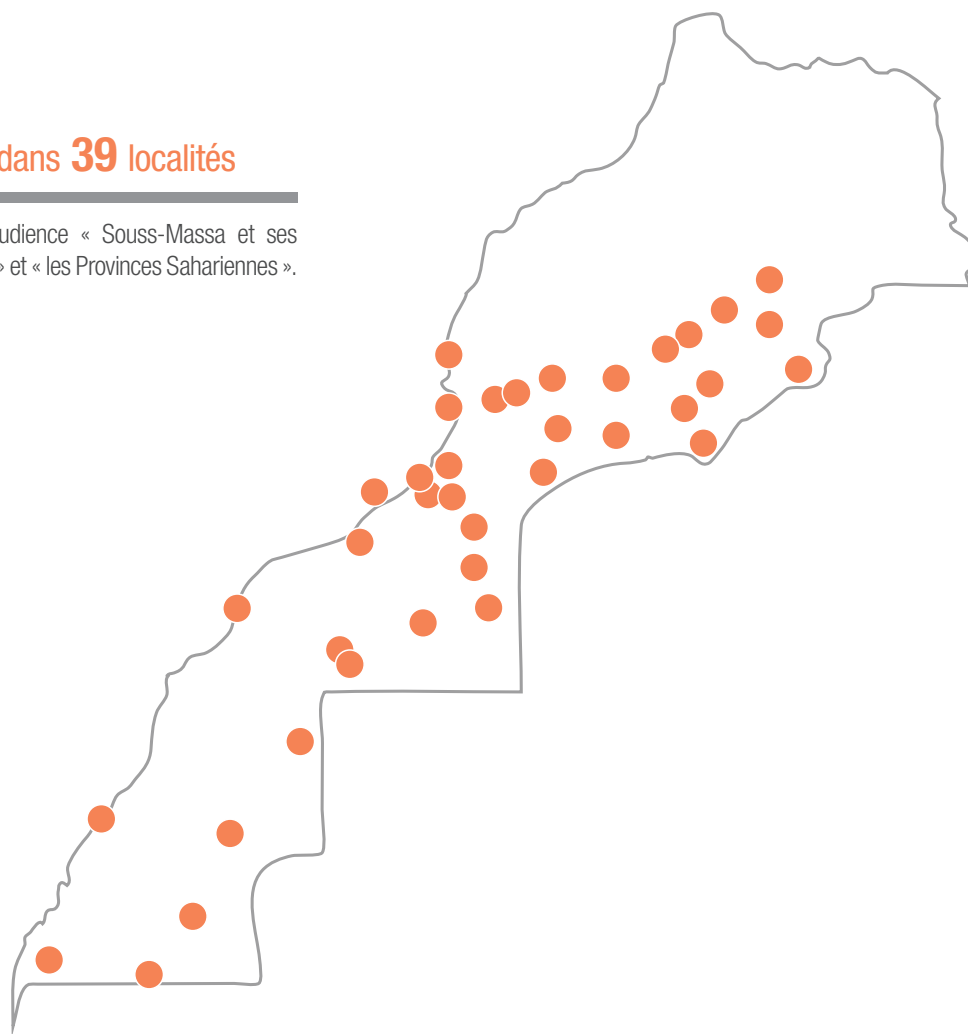
**28** fréquences dans **07** stations, à raison de **4** fréquences/station, pour la diffusion des services radiophoniques nationaux édités par la SNRT : Radio Nationale, radio Amazigh, radio Internationale et Radio Mohammed VI du Saint Coran.



## Implantation géographique des stations de diffusion en FM ayant fait en 2019 l'objet de désignation au profit de Hit Radio pour la diffusion de Radio Azawan

### 39 fréquences désignées dans 39 localités

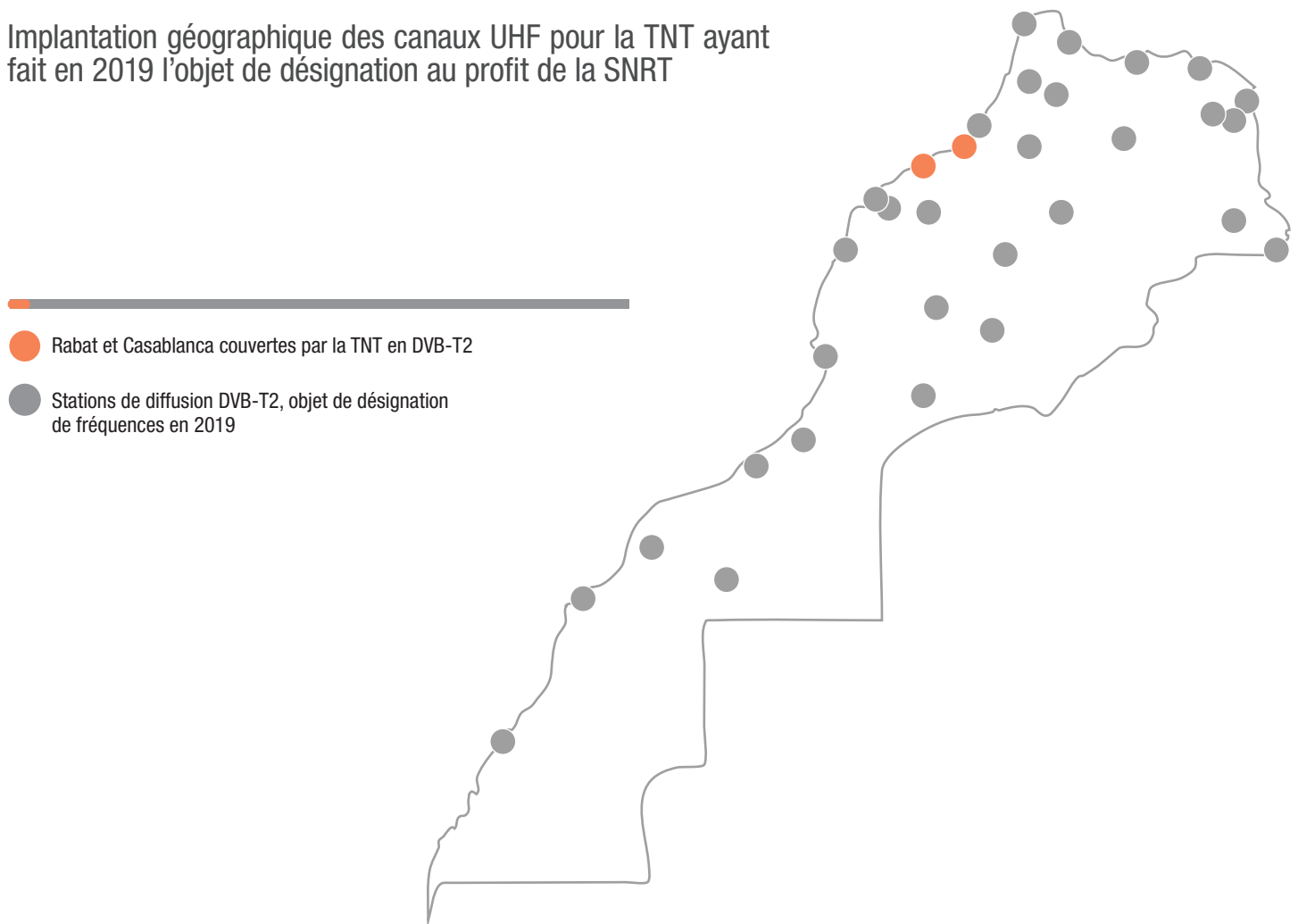
desservies dans les trois bassins d'audience « Souss-Massa et ses prolongements », « les Portes du désert » et « les Provinces Sahariennes ».



La Haute Autorité a également identifié et désigné à la SNRT, à sa demande, trente canaux UHF dans trente localités pour la diffusion en haute définition des services de télévision numérique terrestre en DVB-T2. Il s'agit d'un réseau de diffusion TNT de dernière génération

(DVB-T2) devant fonctionner, pour l'instant, en simultané avec le réseau TNT en place depuis 2007 et diffusant les deux multiplex nationaux en DVB-T.

### Implantation géographique des canaux UHF pour la TNT ayant fait en 2019 l'objet de désignation au profit de la SNRT

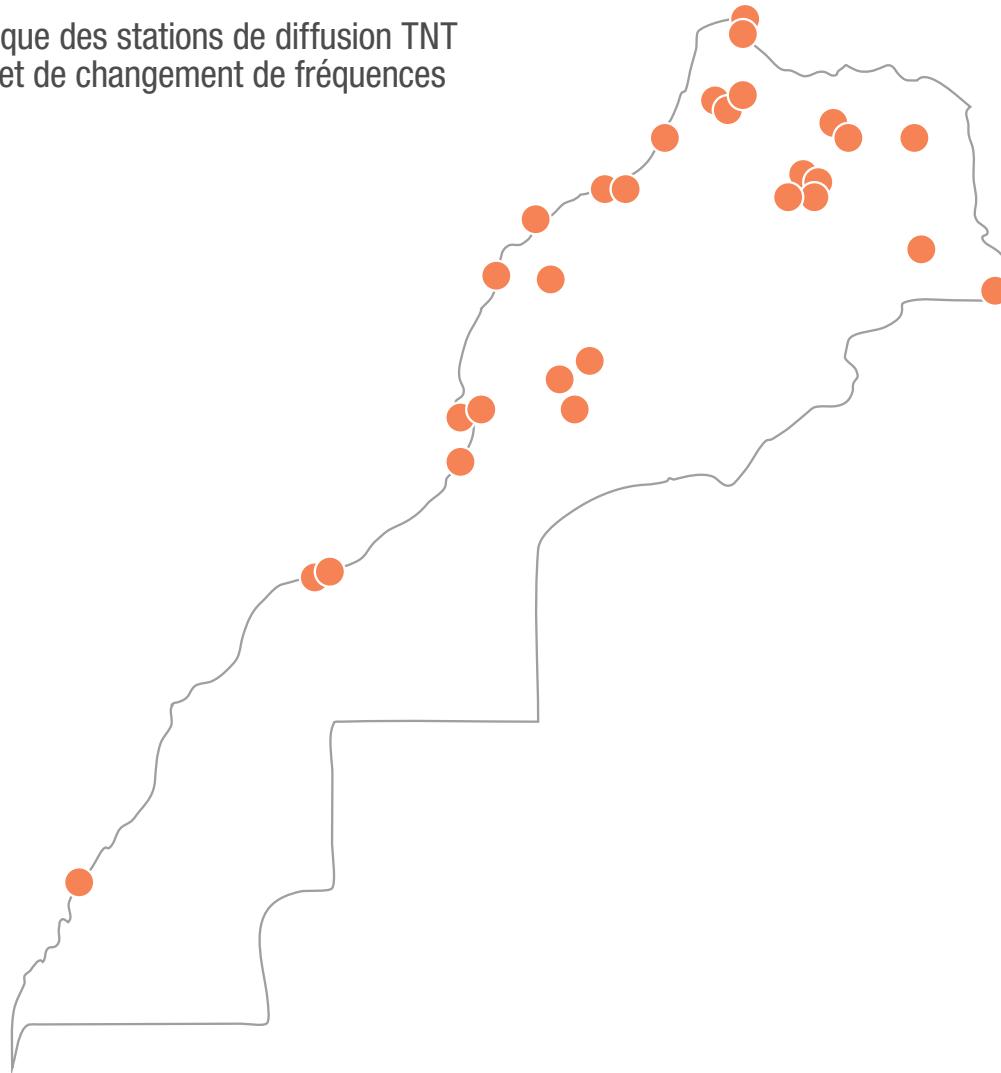




En outre, et dans le cadre de la libération de la bande 700 MHz par la radiodiffusion, telle que prévue dans le nouveau Plan National des Fréquences (PNF-édition 2018), la Haute Autorité a identifié et désigné

à la Société Nationale de Radio et Télévision trente-neuf canaux dans la bande 470-694 Mhz, en remplacement à ceux opérationnels dans la bande 694-790 MHz dans les localités indiquées sur la carte suivante :

### Implantation géographique des stations de diffusion TNT ayant fait en 2019 l'objet de changement de fréquences



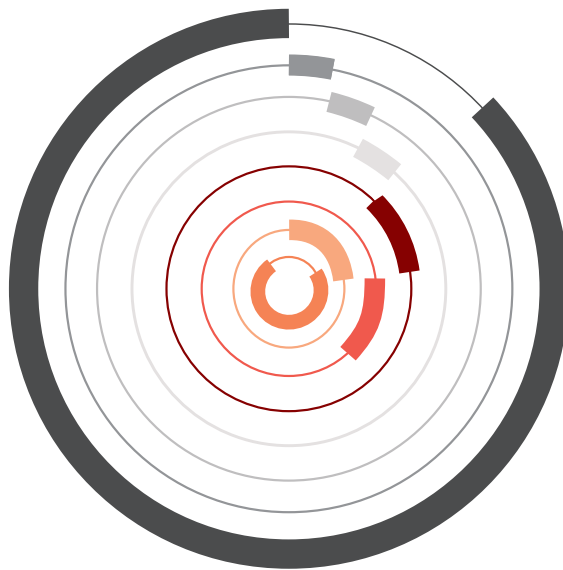
## L'assignation des fréquences

En 2019, le Conseil Supérieur de la Communication Audiovisuelle a assigné 107 fréquences FM à la SNRT et à cinq opérateurs privés éditeurs de services de radio, qui permettront à quarante localités de bénéficier de la couverture radiophonique.

Deux fréquences ont également été assignées dans le cadre d'autorisations provisoires accordées respectivement à Tanger Med pour la couverture

de la campagne annuelle de transit des Marocains Résidents à l'Étranger « Marhaba 2019 », et à l'association L'Initiative Culturelle, pour la couverture entre les 7 et 16 décembre 2019 des activités du festival international Cinéma et Migrations organisé à Agadir.

Les fréquences FM assignées se répartissent entre les opérateurs bénéficiaires comme suit :

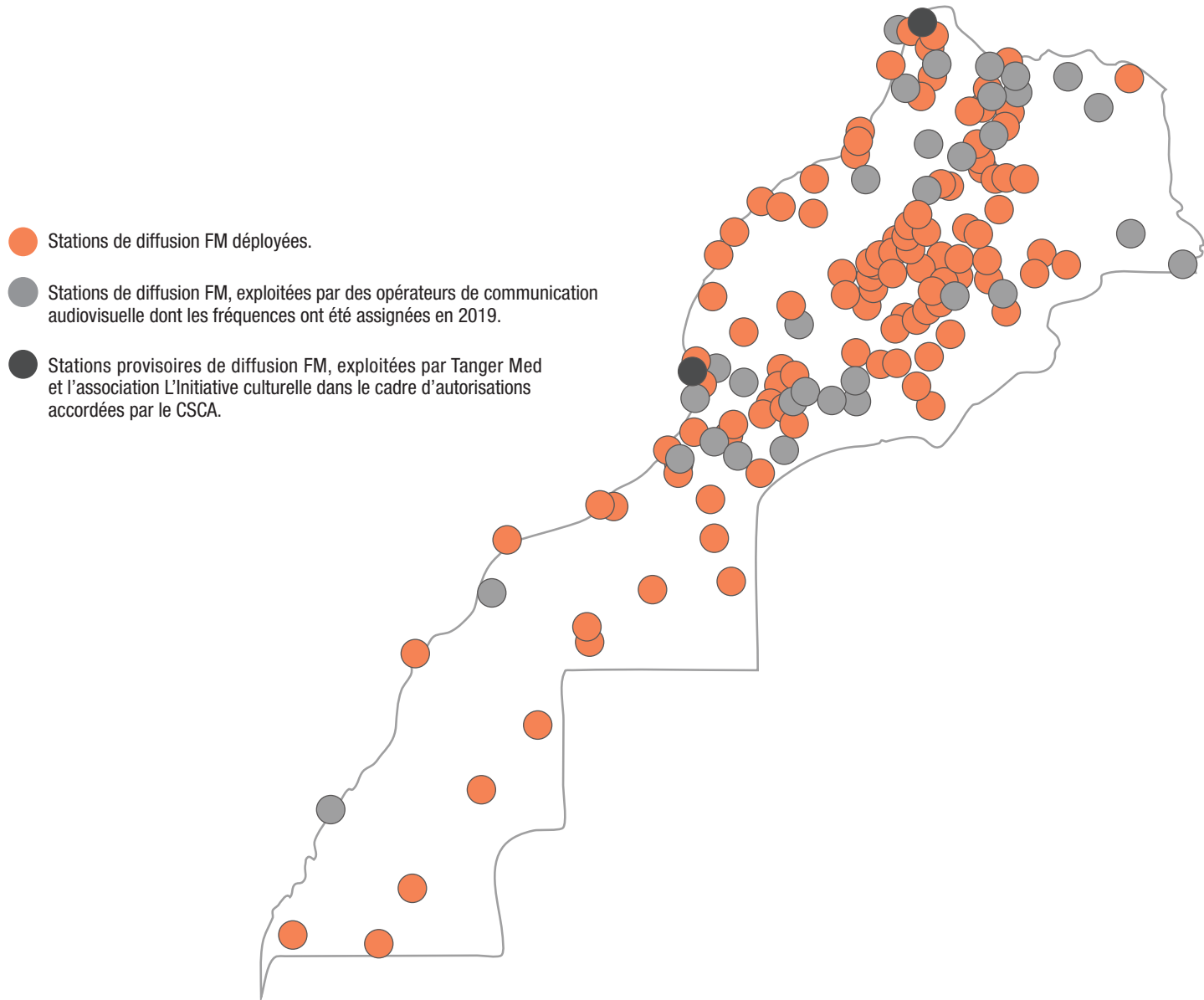


- Tanger MED «MARHABA 2019» - 1 fréquence provisoire
- Festival International «Cinéma et migrations» - 1 fréquence provisoire
- Med Radio- 1 fréquence
- Radio Mars - 2 fréquences
- Medina FM - 2 fréquences
- RMI-MEDI1 - 2 fréquences
- Radio Azawan - 3 fréquences
- SNRT- 97 fréquences

Les assignations de fréquences FM dont ont bénéficié en 2019 les services radiophoniques privés en FM se répartissent sur le territoire national comme suit :

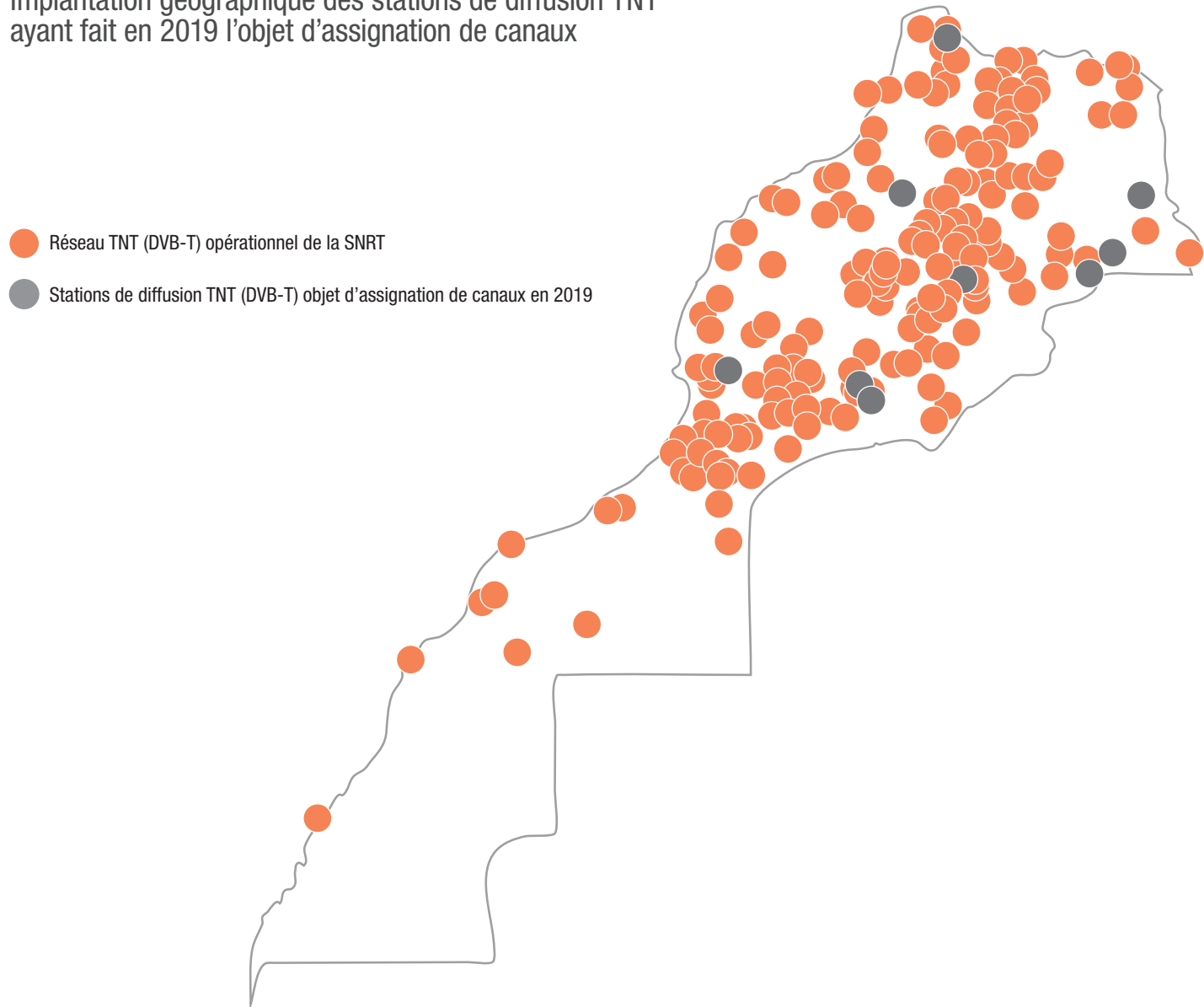
- 3** fréquences pour Radio Azawan à Agadir Oufella, Dakhla et Laâyoune ;
- 2** fréquences pour Radio Média1 à Guergarate (province Aousserd) et Imintanoute ;
- 2** fréquences pour Radio Mars à Taza et Souk Larbaâ ;
- 2** fréquences pour Radio Medina FM à Agadir Oufella et Laâyoune ;
- 1** fréquence pour Radio Med à Oualidia.

## Implantation géographique des stations de diffusion FM ayant fait en 2019 l'objet d'assignation de fréquences



La Haute Autorité a également assigné à la SNRT, à sa demande, dix-huit canaux UHF pour la diffusion de deux multiplex TNT nationaux en DVB-T à partir des stations d'Ain Chair, Ain Chwater, Amtzguine, Askal, Mhamid Oulad Hlal, Moulay Bouazza, Tandrara, Taourirt Et Tetouane Bouanane :

### Implantation géographique des stations de diffusion TNT ayant fait en 2019 l'objet d'assignation de canaux



Par ailleurs, et dans le cadre de la finalisation du processus de la libération de la bande 700 MHz par la radiodiffusion telle que prévue dans le nouveau Plan National des Fréquences (PNF-édition 2018), et en réponse à une demande d'assignation des fréquences de remplacement, le Conseil Supérieur a assigné à la SNRT, par décision n° 57-19 du 11.07.2019, les trente neuf canaux TNT de remplacement dans la bande 470-694 MHz.

Ces canaux ont tous été mis en service par l'opérateur dans les délais fixés par la décision du CSCA, achevant ainsi la libération du second dividende numérique (bande 700 MHz) au profit des télécommunications mobiles IMT-2020 (ou 5G).

Les deux multiplex TNT objet de la décision d'assignation se composent des services télévisuels suivants :

DVB-T	Multiplex 1							
	Multiplex 2							

## La coordination internationale des fréquences

Au cours de l'année 2019, la Haute Autorité a participé au processus de coordination internationale entre l'administration marocaine et les pays limitrophes concernant la compatibilité électromagnétique des fréquences attribuées au service de radiodiffusion sonore avec les normes en vigueur dans ce cadre.

La coordination a porté sur les fréquences suivantes :

- 29 fréquences FM soumises par l'administration espagnole ;
- 288 fréquences UHF pour la TNT et 04 fréquences FM soumises par l'administration portugaise ;
- 04 fréquences FM soumises par l'administration algérienne.

La Haute Autorité a également procédé à l'examen des commentaires transmis par les administrations des pays limitrophes au sujet des fréquences nationales soumises par le Maroc à la coordination internationale. Cet examen a porté sur les fréquences suivantes :

- 24 fréquences UHF pour la TNT, soumises par l'administration marocaine dans le cadre de la finalisation du processus de coordination bilatérale avec l'administration espagnole ;
- 12 fréquences FM, ayant fait l'objet d'un avis favorable de l'administration mauritanienne.
- 30 fréquences UHF pour la TNT, soumises pour coordination bilatérale avec l'administration du Royaume-Uni à Gibraltar.

	Fréquences soumises par les pays limitrophes à la coordination avec le Maroc		Fréquences soumises par le Maroc à la coordination avec les pays limitrophes	
	Radio FM	TNT	Radio FM	TNT
<b>Espagne</b>	*	24	29	*
<b>Portugal</b>	*	*	4	288
<b>Administration du Royaume-Uni au Gibraltar</b>	*	30	*	*
<b>Mauritanie</b>	12	*	*	*
<b>Algérie</b>	*	*	4	*
<b>Total</b>	12	54	37	288

## Le contrôle technique et le suivi du déploiement

La Haute Autorité a effectué au cours de l'année 2019 quatre missions de contrôle et de mesure des fréquences sur le terrain dans les villes de Rabat et ses environs (Salé-Skhirat-Tamesna-Temara-Bouznika-Sidi Bouknadel-Sidi Allal Bahraoui), Casablanca, Mohammadia, Berchid et les régions avoisinantes de Meknès, Fès, Sidi Kassem, Hajib et Khémisset. L'objectif recherché à travers ses missions est :

- De mesurer le niveau d'émission d'un lot de fréquences utilisables pour la diffusion des services de communication audiovisuelle édités par les opérateurs nationaux ;
- De s'enquérir du déploiement effectif des réseaux de diffusion des opérateurs nationaux de communication audiovisuelle ;
- D'évaluer la couverture de la radio FM dans les localités concernées par les missions de contrôle ainsi que sur les axes routiers reliant ces villes et les régions avoisinantes.



*La HACA en mission de contrôle et de mesure des fréquences sur le terrain*

Par ailleurs, et dans le cadre de l'instruction d'une plainte au sujet de la réception de la radio espagnole Radio Adventista dans la ville d'Essaouira sur la fréquence FM 103.4 MHz, la Haute Autorité a effectué une mission conjointe avec l'ANRT sur l'axe reliant les villes d'Essaouira, Agadir, Guelmim, Tan Tan et Laâyoune, afin d'identifier la source des interférences objet de la plainte reçue, ainsi que l'étendue géographique de la zone affectée.

Cette opération a permis de relever deux fréquences diffusant ladite radio, 100,9 MHz et 103,4 MHz, captées sur les axes Mirleft-Sidi Ifni et Tan-Tan-Tarfaya-Laâyoune. Les mesures ont également confirmé que les stations

de radiodiffusion opérant sur ces deux fréquences sont situées aux îles Canaries et que les émissions radioélectriques qui en résultent perturbent trois fréquences FM nationales. Étant donné que les deux fréquences identifiées ne sont pas enregistrées dans le fichier international des fréquences et ne sont pas coordonnées bilatéralement avec le Maroc, l'administration espagnole a été informée via l'ANRT des résultats de la mission réalisée par la Haute Autorité sur le terrain. Une demande officielle a ainsi été adressée à l'administration espagnole pour mettre fin aux interférences enregistrées, à travers notamment l'arrêt de la diffusion de Radio Adventista à partir des îles Canaries



## Les activités en relation avec la gestion des fréquences

Dans le cadre de la veille technologique liée à la gestion des fréquences, la Haute Autorité a pris part à une série de réunions préparatoires convoquées par le ministère de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies, en préparation de la Conférence mondiale des radiocommunications 2019 (CMR-19), qui devait se tenir à Charm el-Cheikh entre le 28 octobre et le 22 novembre 2019. L'objectif de ces réunions préparatoires était d'étudier les rapports soumis par les différents groupes de travail mis en place par la Conférence Mondiale des Radiocommunications de 2015, dans l'objectif d'élaborer une position nationale consolidée sur les points inscrits à l'ordre du jour de la CMR-19.

La Haute Autorité a par la suite pris part activement aux travaux de cette Conférence. Les travaux de cette conférence ont été sanctionnés par l'adoption de plusieurs résolutions, dont notamment celles relatives

à l'identification de bandes de fréquences supplémentaires (24,25-27,5 GHz, 37-43,5 GHz, 47-45,5 GHz, 47,2-48,2 GHz, 66-71 GHz) coordonnées à l'échelle mondiale pour les télécommunications mobiles internationales (IMT), y compris IMT-2020 (la cinquième génération-5G).

A été également adoptée lors de cette conférence une déclaration qui réitère l'engagement de l'Union Internationale des Télécommunications en faveur de l'égalité des genres et la promotion de l'utilisation des technologies numériques, en tant que moteurs de l'autonomisation politique, économique et sociale des femmes et des petites filles.

## 1.2. La contribution aux stratégies sectorielles de politique publique

En sa qualité d'acteur institutionnel engagé dans la consolidation des principes porteurs des droits humains, la Haute Autorité est souvent sollicitée par les départements ministériels et autres organismes pour donner son avis sur leurs stratégies, orientations ou mesures opérationnelles dédiées à la mise en œuvre des droits fondamentaux tels la liberté d'expression, la diversité linguistique, les droits de l'enfant, l'égalité homme-femme, le droit à la santé, l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap, la dignité humaine, etc.

### Le plan gouvernemental pour l'égalité (ICRAM2)

La Haute Autorité est partie prenante, depuis décembre 2018, dans le programme Egalité/Moussawat d'appui à la mise en œuvre du Plan Gouvernemental quinquennal pour l'Égalité/ PGE11/ICRAM2, coordonné par le Ministère des Finances et le Ministère de la Solidarité, du Développement Social, de l'Égalité et de la Famille. L'objectif de ce programme est de « contribuer, par l'approche Droits Humains, à l'égalité des sexes au Maroc ». La contribution de la Haute Autorité porte notamment sur le suivi des stéréotypes sexistes et des problèmes de représentativité des femmes dans les émissions d'information et les

débats sur les questions d'intérêt public diffusés par les différents services de télévision et de radio.

Ce suivi assuré par la Haute Autorité permet d'évaluer les progrès réalisés au regard de l'objectif prévu par le programme Egalité/Moussawat, qui est une « augmentation de 20% du taux de présence des femmes dans les débats télévisés ».

Les rapports d'étape produits par la HACA au titre de l'année 2019 attestent d'une évolution du taux de présence des femmes dans les débats télévisés supérieure aux objectifs visés.

### La stratégie nationale de prévention et de contrôle des maladies non-transmissibles

La Haute Autorité a contribué à l'élaboration du plan d'action multisectoriel de mise en œuvre de la stratégie nationale de contrôle des maladies non-transmissibles (2019-2029), conduite par le Ministère de la Santé.

La contribution de la Haute Autorité devra ainsi se déployer dans le cadre de quatre chantiers:

- La mise en place d'une charte alimentaire qui recueillerait l'adhésion des ministères compétents, de l'ordre des médecins, des opérateurs de communication audiovisuelle, des annonceurs et des producteurs ;

- L'actualisation et l'appropriation de la Recommandation de la Haute Autorité relative aux programmes traitant de la santé dans les services de communication audiovisuelle (décision du CSCA n° 14-17 du 15 juin 2017) ;
- La réalisation de monitorings permettant d'évaluer la médiatisation des campagnes de communication relatives au déploiement de la stratégie de prévention et de contrôle des maladies non-transmissibles ;
- La régulation des contenus audiovisuels relatifs aux questions de santé.



## La promotion des droits des personnes en situation de handicap

La HACA participe à deux comités de pilotage nationaux de projets menés dans le cadre du déploiement de la politique nationale de promotion des droits des personnes en situation de handicap :

**Projet 1** : la normalisation du langage des signes, développé par le Ministère de la Solidarité, du Développement Social, de l'Égalité et de la Famille

**Projet 2** : la promotion de l'approche basée sur les droits humains dans la perception du handicap au Maroc, développé par quatre agences des Nations Unies : UNESCO, le PNUD, l'UNFPA et l'OMS.

La contribution de la Haute Autorité porte sur trois axes en relation avec son champ d'intervention légal : le renforcement de l'accessibilité aux programmes télévisuels, l'amélioration de la participation des personnes en situation de handicap dans les programmes audiovisuels et la protection des droits et des libertés desdites personnes et la lutte contre les stéréotypes dans les programmes audiovisuels.

## Le rapport sur la mise en œuvre des recommandations du 3<sup>ème</sup> Cycle de l'Examen Périodique Universel (EPU) dans le domaine des Droits de l'Homme

Sur demande du Ministère d'Etat en charge des Droits de l'Homme, la Haute Autorité a présenté en 2019 l'ensemble des dispositions régissant le secteur de la communication audiovisuelle et destinées à garantir la liberté d'expression, l'accès des malentendants aux médias, l'égalité des genres et la diversité linguistique.

L'examen Périodique Universel consiste à passer en revue les réalisations de l'ensemble des Etats membres de l'ONU dans le domaine des Droits de l'Homme. Il permet à chaque Etat de présenter les mesures qu'il a prises pour améliorer la situation des Droits de l'Homme sur son territoire.

## La préparation du 19<sup>ème</sup>, 20<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> rapport national sur la mise en œuvre de la Convention Internationale relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

En réponse à une sollicitation du Ministère d'Etat en charge des Droits de l'Homme, la Haute Autorité a contribué à la formulation de la réponse nationale en matière de mise en œuvre des engagements pris par le Royaume dans le cadre de la Convention Internationale relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

Dans ce cadre, la Haute Autorité a fourni toute la documentation ayant trait au cadre légal et réglementaire édictant les obligations des opérateurs audiovisuels en matière de lutte contre toutes les formes de discrimination raciale.

En se basant sur les différentes formes de monitoring qu'elle réalise, la Haute Autorité a également mis à la disposition du ministère toutes les données relatives aux efforts de sensibilisation déployés par le régulateur auprès des acteurs médiatiques sur cette thématique.

## Le rapport de la Rapporteuse Spéciale de la Commission des Droits de l'Homme à l'ONU sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et des autres formes de discrimination

A la demande du Ministère d'Etat en charge des Droits de l'Homme, la Haute Autorité a présenté, le 12 avril 2019, son avis sur le projet de rapport de la Rapporteuse Spéciale de la Commission des Droits de l'Homme à l'ONU sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et des autres formes de discrimination.

Lors d'une audience officielle tenue le 20 décembre 2018, la Haute Autorité avait reçu la délégation de la Rapporteuse Spéciale et lui présenté

à cet occasion le cadre normatif ainsi que les avancées réalisées dans le domaine de la régulation des médias et du traitement médiatique des questions en rapport avec la lutte contre les formes de discrimination et la promotion de la diversité culturelle et linguistique.



*La HACA reçoit la délégation de la Rapporteuse Spéciale de la Commission des Droits de l'Homme à l'ONU sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et des autres formes de discrimination*

## Le statut de la Commission Africaine de l'Audiovisuel et du Cinéma

Dans la perspective de la signature du Statut de la Commission Africaine de l'Audiovisuel et du Cinéma par le Maroc, la Haute Autorité a fait parvenir au Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Etranger son avis et ses observations sur ce statut.

La Haute Autorité a, à ce propos, estimé qu'il y avait un intérêt particulier à formuler de manière précise les critères de définition de l'œuvre audiovisuelle d'origine africaine et à fixer des quotas de diffusion de ces œuvres plus réalistes et plus adaptés à la situation de l'écosystème médiatique sur le continent.

La Commission Africaine de l'Audiovisuel et du Cinéma est une agence spécialisée de l'Union Africaine dont le mandat vise le développement et le renforcement de l'industrie audiovisuelle et cinématographique dans les pays africains. Son statut a été adopté lors de la 32<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine en février 2019 et l'adhésion en est ouverte aux Etats membres de l'Union Africaine.

## La Charte nationale de déontologie du journaliste professionnel

A la demande du Conseil National de la Presse, la Haute Autorité a formulé un avis sur le projet de la Charte nationale de déontologie du journaliste professionnel.

Les observations formulées par la Haute Autorité sont fondées sur les enseignements tirés de son expérience en tant que régulateur de la communication audiovisuelle. Plusieurs principes ont été ainsi soulignés,

dont notamment la responsabilité des opérateurs de radio et télévision dans la mise en place d'outils d'auto-régulation et la nécessité de prendre en compte la différence entre les règles de déontologie émanant de la profession et les dispositions d'ordre public édictées par le législateur.



## 1.3. La coopération internationale

L'année 2019 a été marquée par un dynamisme particulier de l'action internationale de la Haute Autorité qui a réimpulsé ses relations de partenariat et ses liens de coopération principalement avec les instances homologues africaines et celles du pourtour méditerranéen.

### Les réseaux de coopération entre instances de régulation

Vice-présidente en exercice du Réseau des Instances Africaines de Régulation de la Communication - RIARC, la Haute Autorité a pleinement joué, tout au long de l'année 2019, son rôle de premier soutien à la Présidence du Réseau assumée par le Conseil National de la Communication du Cameroun- CNC.

La Haute Autorité a ainsi initié, le 25 mars à Marrakech, une importante réunion de travail et de concertation avec le CNC, dans le cadre de la préparation des travaux du Comité d'Orientation du RIARC qui devait tenir quelques semaines plus tard, le 11 juin, et à l'issue duquel la feuille de route 2019-2020 de cette plateforme continentale a été adoptée.



Réunion de travail à Marrakech entre la HACA vice-présidente du RIARC et le Conseil National de la Communication du Cameroun qui en assume la présidence





*La délégation de la HACA à une conférence internationale organisée par la Plateforme des Régulateurs de l'Audiovisuel Ibéro-américains à Mexico*

La Haute Autorité a également pris part en 2019, dans le cadre de ses engagements multilatéraux, à de nombreuses réunions statutaires organisées par les réseaux de régulateurs dont elle est membre, membre-observateur ou invité permanent, telles que la 49<sup>ème</sup> réunion de la Plateforme Européenne des Autorités de Régulation à Sarajevo les 30 et 31 mai ou la 6<sup>ème</sup> Conférence des Présidents du Réseau Francophone des Régulateurs des Médias à Tunis les 6 et 7 septembre.

La contribution de la HACA à la réflexion collective menée par la communauté des régulateurs sur les grandes questions ayant trait à leur mandat a été régulière au cours de l'année 2019 et a concerné

plusieurs thématiques, telles que la lutte contre le piratage des contenus audiovisuels via Internet au séminaire organisé par le RIARC à Yaoundé les 25 et 26 novembre ou les défis de la régulation de l'audiovisuel face à la convergence des médias, des télécommunications et de l'Internet à la conférence organisée par la Plateforme des Régulateurs de l'Audiovisuel Ibéro-américains à Mexico le 14 novembre de la même année.

## Les relations avec les instances homologues

L'année 2019 a été particulièrement porteuse en matière de renforcement des relations bilatérales et d'échanges d'expertise entre la HACA et des instances de régulation homologues.

Ainsi, le système HMS (HACA Media Solutions) de monitoring des contenus audiovisuels développé par la HACA a été installé auprès de la

Haute Autorité de la Communication du Mali en janvier 2019 et auprès du Conseil Supérieur de la Communication du Burkina Faso en décembre 2019. Il est à rappeler qu'à cette dernière occasion, la Présidente de la Haute Autorité a été reçue en audience, à Ouagadougou, par S.E. M. Roch Marc Christian Kaboré, Président de la République du Burkina Faso.



*S.E M. Roch-Marc Christian Kaboré, Président de la République du Burkina Faso reçoit la Présidente de la HACA au palais présidentiel de Kossyam, à Ouagadougou*



*M. Benaissa Asloun, Directeur Général de la HACA en visite de travail à la Haute Autorité de la Communication du Mali*

De même, en prévision d'une installation prochaine du système HMS auprès de l'instance de régulation de l'Union des Îles Comores, une Convention de partenariat a été signée, le 25 mars à Marrakech, avec le Conseil National de la Presse et de l'Audiovisuel.



*Signature à Marrakech d'une convention de partenariat entre la HACA et le Conseil National de la Presse et de l'Audiovisuel de l'Union des Comores*



Des délégations de haut-niveau représentant des instances de régulation d'Afrique et d'Europe ont effectué des visites de travail au siège de la HACA : le Conseil Supérieur de la Communication du Burkina Faso les 5-7 mars, la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle de la Côte d'Ivoire les 24 et 25 juillet, la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication du Bénin le 4 septembre, la Haute Autorité de

la Presse et de l'Audiovisuel de la Mauritanie le 4 octobre et la Commission Nationale des Médias du Ghana le 22 octobre. A l'ordre du jour de ces visites de travail, le modèle marocain de régulation de la communication audiovisuelle, les échanges d'expériences en matière de promotion des outils de régulation et le renforcement de l'action panafricaine dans le domaine de la régulation des médias.



*MM. Rémi Prosper Moretti, Président de la HAAC du Bénin, Hamoud Ould M'hammed, Président de la HAPA de Mauritanie, René Bourgoin, Directeur Général de la HACA de la Côte d'Ivoire et une délégation du Conseil Supérieur de la Communication du Burkina Faso, en visite au siège de la HACA à Rabat*



*La Présidente et le Directeur Général de la HACA reçoivent M. Roch-Olivier Maistre, Président du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel français*

La Présidente de la HACA a également reçu, les 28 et 29 novembre 2019, M. Roch Olivier Maistre, nouveau Président du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) français.

Par ailleurs, dans le cadre du renforcement de ses liens avec certaines des instances de la rive Nord de la Méditerranée, une délégation de la Haute Autorité conduite par la Présidente a effectué une visite d'information et de concertation en Espagne, au cours de laquelle elle s'est entretenue le 15 avril à Madrid avec le Président de la Commission Nationale des Marchés et de la Concurrence et le 16 avril à Barcelone avec le Président du Conseil de l'Audiovisuel de Catalogne.



*Une délégation de la HACA reçue par M. Jose Maria Marin Quemada, Président de la Commission Nationale des Marchés et de la Concurrence espagnole*



*Une délégation de la HACA reçue par le Président de l'Entidade Reguladora para a Comunicação social, à Lisbonne*

Une délégation de haut niveau de la HACA a également rencontré le 25 juin à Lisbonne le top management de l'Entité de Régulation de la Communication Sociale pour prendre connaissance du modèle portugais de régulation des médias classiques et numériques.



La Présidente de la Haute Autorité a aussi rencontré durant l'année 2019 plusieurs ambassadeurs et chefs de missions diplomatiques, à qui elle a notamment présenté l'évolution du mandat de la HACA, son rôle en matière de consolidation démocratique et de garantie de la liberté de la

communication audiovisuelle, ainsi que sa contribution à la promotion dans les contenus médiatiques des valeurs de parité, du vivre ensemble et de lutte contre le discours de haine.



*De nombreux Ambassadeurs reçus à la HACA : S.E. M. Jean-François Girault, Ambassadeur de France, S.E. M. Li Li, Ambassadeur de Chine, S.E. M. Yaroslav Koval, Ambassadeur d'Ukraine et président du Groupe des Ambassadeurs européens au Maroc ; S.M. E. Ahmet Aydin Dogan, Ambassadeur de Turquie au Maroc ; S.E. M. Zakalia Koté, Ambassadeur du Burkina Faso, S.E. M. Moto-nobu Kasajima, Délégué général Wallonie-Bruxelles au Maroc*

## La coopération avec les institutions européennes

En tant que membre de l'Observatoire Européen de l'Audiovisuel, organe du Conseil de l'Europe chargé de collecter les données juridiques et économiques sur l'industrie audiovisuelle européenne et de mener des études comparatives, la Haute Autorité a pris part, le 5 novembre à Strasbourg, aux travaux de la 62ème réunion du Conseil Exécutif de l'Observatoire qu'elle présidera en 2020.

Dans le cadre plus large du Partenariat de Voisinage entre le Maroc et le Conseil de l'Europe, la Haute Autorité a fait partie de la délégation officielle marocaine qui a participé, les 16 et 17 septembre à Bruxelles, à la réunion du Comité de Pilotage Régional du « Programme Sud III » (2018-20), co-financé par l'Union Européenne et le Conseil de l'Europe

et intitulé « Assurer la durabilité de la gouvernance démocratique et des droits de l'Homme dans le sud de la Méditerranée ». Cette réunion fut notamment l'occasion d'identifier, avec les hauts responsables du Conseil de l'Europe, les pistes de coopération dans les domaines de l'éducation aux médias, la régulation du numérique et la lutte contre les violences à l'égard des femmes dans les médias.

Il est à noter également que la Haute Autorité a été de nouveau invitée en 2019 à participer aux réunions des sous-comités d'experts du Comité Directeur sur les Médias et la Société de l'Information du Conseil de l'Europe : le Comité d'experts sur le journalisme de qualité à l'ère numérique et le Comité d'experts sur l'intelligence artificielle.

## Les fora internationaux et autres rencontres thématiques d'intérêt

Dans le cadre de la veille professionnelle, la HACA a participé à de nombreuses rencontres et conférences internationales réunissant des acteurs institutionnels, médiatiques, associatifs et académiques sur des thématiques en rapport avec l'évolution des pratiques médiatiques, la transformation digitale de la communication, l'éducation aux médias, etc. Des délégations de la Haute Autorité ont ainsi été présentes dans des événements et rendez-vous professionnels internationaux : le Salon de la Radio et de l'Audio Digital de Paris (24-26 janvier), la première édition de la Conférence Européenne sur l'Education aux Médias à Bruxelles (19 mars), la réunion annuelle de la Conférence Permanente de l'Audiovisuel Méditerranéen à Split (4-6 avril), le Forum International sur l'Egalité de Genre à Tunis (26 avril), Le Forum Euromed Femmes pour le Dialogue

de la Fondation Anna Lindh à Amman (11-12 septembre), la Semaine Mondiale de l'Education aux Médias et à l'Information de l'UNESCO à Göteborg (24-25 septembre), la Conférence « Media 2020 » de l'Union de la Radio-Télévision Asie-Pacifique à Bucarest (3-4 octobre), le Forum International des Régulateurs de l'*International Institute of Communications*<sup>6</sup> à Londres (7-8 octobre), le Forum de coopération sino-arabe en matière de radiodiffusion et de télévision (9-22 octobre) à Hangzhou (Chine), les Assises de l'Union Internationale de la Presse Francophone à Yaoundé (19-20 novembre), l'Atelier international sur la couverture médiatique des migrations de l'OIM (10-11 décembre) et la session annuelle de l'Union de Radiodiffusion des États Arabes à Khartoum (10-13 décembre).

<sup>6</sup> L'IIC est une ONG à but non lucratif siégeant à Londres et ayant pour objectif de fournir aux Gouvernements, aux décideurs, aux régulateurs et aux industriels de l'audiovisuel et des télécommunications un forum d'échange et de partage régulier de connaissances et de réflexions. La HACA est membre actif depuis 2016.





La HACA à un séminaire régional sur médias et migration, à Rabat



La HACA au séminaire international sur la lutte contre le piratage des contenus audiovisuels sur les supports numériques en Afrique, à Yaoundé



La HACA à un atelier international sur le traitement médiatique des violences à l'égard des femmes, à Tunis



La délégation de la HACA au Forum International des Régulateurs à Londres



La délégation de la HACA aux travaux de la Conférence annuelle de la Conférence Permanente de l'Audiovisuel Méditerranéen, à Split en Croatie



La délégation de la HACA au Forum Mondial de la Démocratie à Strasbourg





La délégation de la HACA au Salon de la Radio et de l'Audio Digital à Paris



La HACA à la Semaine mondiale de l'éducation aux médias et à l'information de l'Unesco, à Göteborg



La HACA au Forum Euromed Femmes pour le Dialogue à Amman



La délégation de la HACA à la 39<sup>ème</sup> session de l'Union de Radiodiffusion des États Arabes, à Khartoum



La HACA au Forum de coopération sino-arabe de radiodiffusion et de télévision, à Hangzhou en Chine



La HACA à un atelier sur la représentation des femmes dans les médias, Forum de la Fondation Anna Lindh, Amman

## 1.4. La gouvernance et la vie interne

### La mise en œuvre des dispositions de la loi relative au droit d'accès à l'information

Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la loi n° 31-13 relative au droit d'accès à l'information, la Haute Autorité, soucieuse du renforcement des mécanismes de bonne gouvernance visant à valoriser l'interactivité avec son entourage, en général, et avec les citoyens, en particulier, a désigné en 2019 les personnes chargées de recevoir les demandes d'accès à l'information, de les examiner et de fournir les informations sollicitées. Ces personnes sont également en charge d'apporter, le cas échéant, l'assistance nécessaire à la formulation des demandes d'information par le public.

Pour une mise en œuvre optimale des mesures édictées par la loi relative au droit d'accès à l'information, la Haute Autorité a renforcé la

disponibilité de nombreux contenus et données en rapport avec son action, en en assurant une publication diligente et continue sur son site Internet [www.haca.ma](http://www.haca.ma). Les informations mises à disposition portent sur la régulation du secteur de la communication audiovisuelle, notamment les textes législatifs et réglementaires régissant le secteur de la communication audiovisuelle, les décisions du Conseil Supérieur de la communication audiovisuelle, les cahiers des charges des services de radio et de télévision objet de licences, les fréquences utilisées par les opérateurs, la couverture territoriale des services, les procédures de dépôt et de traitement des plaintes et des demandes de licence et d'autorisation, les relevés trimestriels du pluralisme d'expression des courants de pensée et d'opinion et le rapport annuel de la Haute Autorité.

### Renforcement de la dématérialisation des outils techniques de la régulation

La HACA accorde une importance prioritaire au développement de ses systèmes d'information, dont elle assure la mise à niveau régulière pour répondre de manière proactive à l'évolution des besoins de régulation dans le domaine de la communication audiovisuelle, particulièrement en matière de suivi des programmes, de leur référencement et de collecte des données économiques sur le secteur.

Pour ce faire, les directions techniques de la HACA ont poursuivi leurs efforts de mise à niveau de la solution informatique de monitoring des programmes (HACA Media Solutions) par l'intégration des nouveaux modes de réception des programmes (web radio et web TV), ainsi que

l'amélioration de la qualité des enregistrements. Il a été également procédé à l'élargissement de la plateforme d'interaction avec les opérateurs (HACABridges). Cet élargissement illustré par l'intégration de nouveaux modules fonctionnels a notamment permis un usage plus holistique, plus ergonomique et plus sécurisé de la plateforme (télédéclaration, consultation et notification) par les opérateurs.

Par ailleurs, la HACA poursuit ses efforts d'implémentation des recommandations de l'audit de sécurité de ses systèmes d'information qu'elle avait effectué en 2016.



L'équipe technique de la HACA en mission de maintenance de la plateforme Haca Media Solutions (HMS) installée auprès des radios régionales.

## La gouvernance budgétaire

La HACA a poursuivi pendant l'année 2019 ses efforts de consolidation des procédures de bonne gouvernance tendant à une plus grande rigueur et efficience dans la gestion de ses dépenses, particulièrement celles de fonctionnement et ce, malgré l'effritement de ses recettes et la non-augmentation de la subvention publique qui lui est allouée depuis 2005.

Il est à noter que l'année 2019 a été marquée par une baisse de 54% par rapport à 2017 des recettes de la HACA au titre des redevances perçues des opérateurs pour utilisation des fréquences (soit, 18 585 352,22 MAD en moins). Cette baisse intervenue sur initiative de la HACA est due à la révision réglementaire du mode de calcul des redevances pour utilisation des fréquences et ayant pour finalité la promotion de l'équité territoriale en faveur des régions les moins favorisées sur le plan démographique et économique. La révision a été adoptée par arrêté du Ministre de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Économie Numérique n°2045.18 du 20.06.2018 fixant les redevances pour utilisation des fréquences radioélectriques (Bulletin Officiel n°6692 du 19.07.2018).

En 2020, une baisse supplémentaire des recettes de l'Instance provenant des redevances estimée à 12% sera enregistrée (soit, 1 882 482,79 MAD en moins), en raison de l'extinction définitive de la diffusion terrestre analogique et la transition vers la diffusion télévisuelle numérique terrestre. Cette extinction définitive a été programmée pour le mois mai 2020.

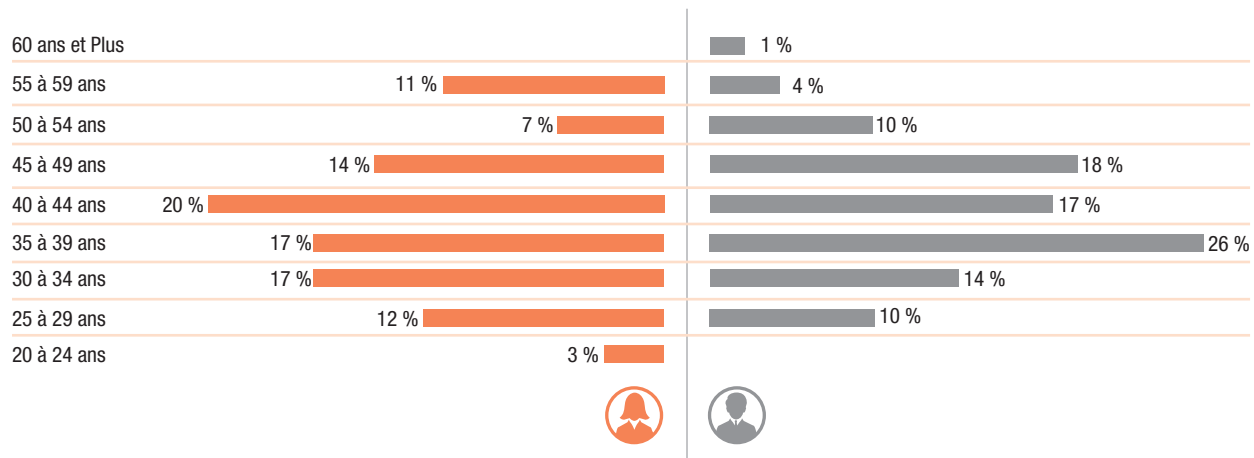
En outre, conformément à sa vision stratégique tendant à améliorer régulièrement sa gouvernance interne et les outils nécessaires à la bonne exécution des missions qui lui sont imparties par la loi, la HACA a maintenu ses efforts d'investissement particulièrement en matière d'efficacité énergétique. Ses efforts d'investissement sont encore plus importants en matière de développement des systèmes d'information en vue de consolider les leviers d'une régulation mieux éclairée et plus proche des citoyens et des opérateurs de communication audiovisuelle.

## Les ressources humaines

L'effectif de la Direction Générale de la Communication Audiovisuelle - DGCA est passé de 155 en 2018 à 154 en 2019. Le taux d'encadrement

des ressources humaines de la HACA est de 82% et la moyenne d'âge des collaborateurs est de 41.5 ans.

### Pyramide des âges - Année 2019

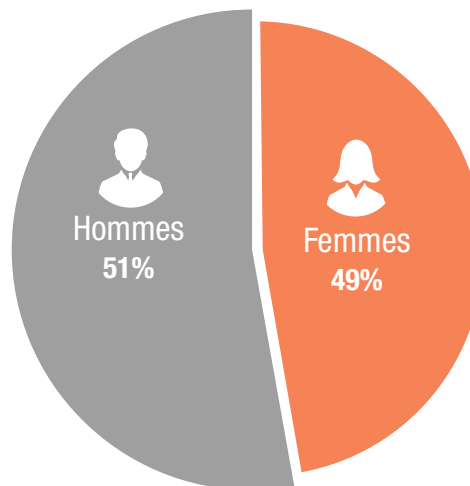




Avec 49% du personnel permanent, les femmes occupent en 2019 environ 30% de l'effectif des personnes occupant les postes de responsable au sein de la DGCA (directrices, manager d'unités, etc.).

**29%**  
des directeurs et managers  
de la DGCA sont des femmes \*

\*Mêmes taux qu'en 2018



Dans le cadre du développement des compétences de son capital humain, la Haute Autorité a réalisé huit actions de formation, pour promouvoir notamment les compétences techniques relatives aux métiers de la

régulation de la communication audiovisuelle. Plus de trente jours de formation ont été organisés, avec un taux de couverture de 19% du personnel, toutes catégories confondues.



Une formation en économie et finances des médias audiovisuels organisée à Rabat au profit de cadres de la HACA en partenariat avec l'Institut National de l'Audiovisuel de France

## Répartition des formations réalisées en 2019



Informatique et Système d'information	<b>12%</b>
Management	<b>13%</b>
Langues	<b>25%</b>
Métiers de la régulation de l'audiovisuel	<b>50%</b>

Le renforcement des compétences des cadres se faisant aussi grâce aux opportunités d'échange et d'interaction avec des experts et dans des conférences nationales et internationales, la Haute Autorité a été présente dans plus de soixante-neuf colloques, tables-rondes et forums au niveau national et à l'étranger. Plus de cent participants ont pris part à des

événements traitant de thématiques, telles que les médias numériques, la protection de la vie privée, la diversité dans les médias, la lutte contre la violence à l'égard des femmes dans les médias, la régulation de l'audiovisuel, les questions de santé dans les programmes audiovisuels, lutte contre le piratage des contenus audiovisuels, etc.









## 2 | L'évolution du secteur audiovisuel national

2.1. L'offre audiovisuelle nationale

2.2. Le marché national de l'audiovisuel

2.3. Les équipements et la consommation des médias

2.4. La production télévisuelle nationale

53-69





## 2. L'évolution du secteur audiovisuel national

### 2.1. L'offre audiovisuelle nationale

Au 31 décembre 2019, le paysage audiovisuel national comptait :

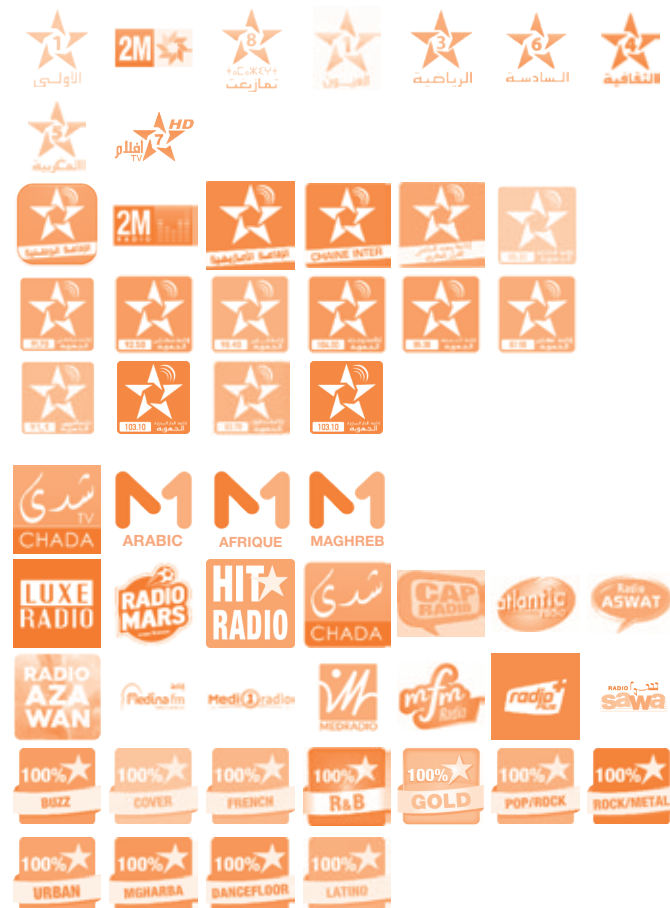
**Une offre publique regroupant dix services télévisuels et seize services radiophoniques :**

- Trois télévisions généralistes à vocation nationale (Al Aoula, 2M et Tamazight) ;
- Une télévision généraliste à vocation régionale (Laâyoune) ;
- Six télévisions thématiques (Arriyadiya, Arrabiâ, Assadissa, Aflam, Tamazight et Al-Maghribiya)
- Cinq radios à couverture nationale (Nationale, Amazigh, 2M, Chaîne Inter et Mohammed VI du Saint Coran) ;
- Onze radios à couverture locale (Casablanca, Fès, Meknès, Tanger, Dakhla, Laâyoune, Marrakech, Agadir, El Hoceima, Oujda et Tétouan).

**Une offre privée constituée de :**

- Quatre télévisions (Chada TV et Medi 1 TV - déclinée en trois télévisions : Medi 1 TV Arabic, Medi 1 Tv Maghreb et Medi 1 TV Afrique -);
- 23 stations de radio<sup>7</sup> dont 7 radios FM à couverture nationale, 4 radios FM à couverture multirégionale<sup>8</sup>, 2 réseaux de radios à couverture régionale<sup>9</sup> et 1 radio à couverture multi-locale<sup>10</sup>.

L'offre thématiques des radios et télévisions marocaines couvre notamment le sport, l'information, la musique, le divertissement, l'art de vivre ainsi que les questions religieuses et de société.



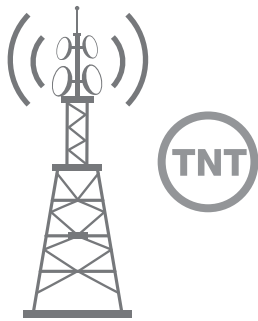
<sup>7</sup> Sans compter deux télévisions satellitaires (« Jeunesse » et « Documentaire ») et une radio FM (« U Radio ») ayant obtenu licence et qui, au 31 décembre 2019, n'étaient pas encore opérationnelles.

<sup>8</sup> Couverture étendue à moins de six bassins d'audience : Atlantic Radio, Cap Radio, Luxe Radio et Radio Azawan.

<sup>9</sup> Couverture étendue à un seul bassin d'audience : réseau MFM et réseau Radio Plus

<sup>10</sup> Couverture se limitant à deux ou plusieurs localités (villes, en l'occurrence) : Radio Sawa.

## Modes de diffusion des télévisions publiques et privées



Satellite



Portail web de l'éditeur

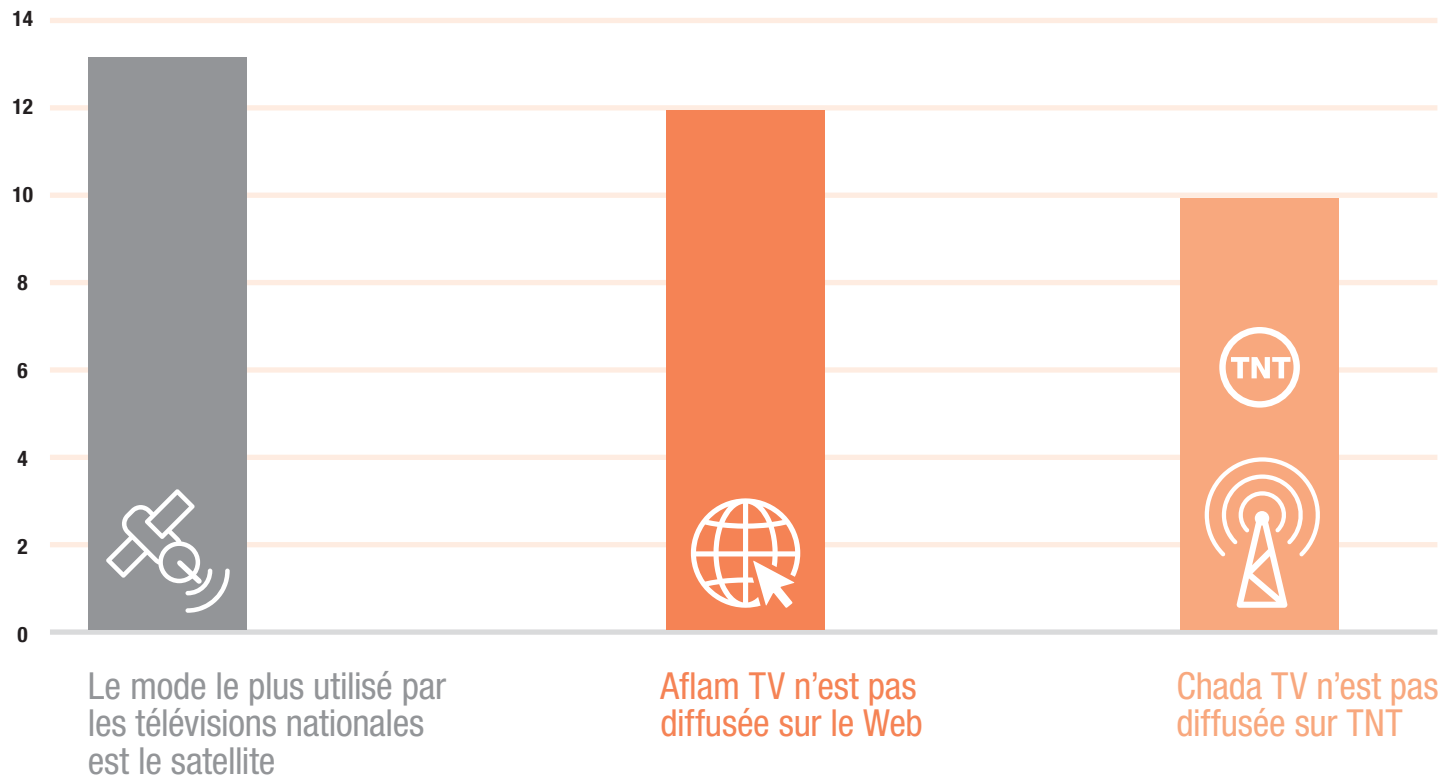


Application mobile



Liens web tiers

## Part d'utilisation de chaque mode de diffusion par les services de télévision





## Modes de diffusion des radios publiques



Portail web de l'éditeur



Application mobile

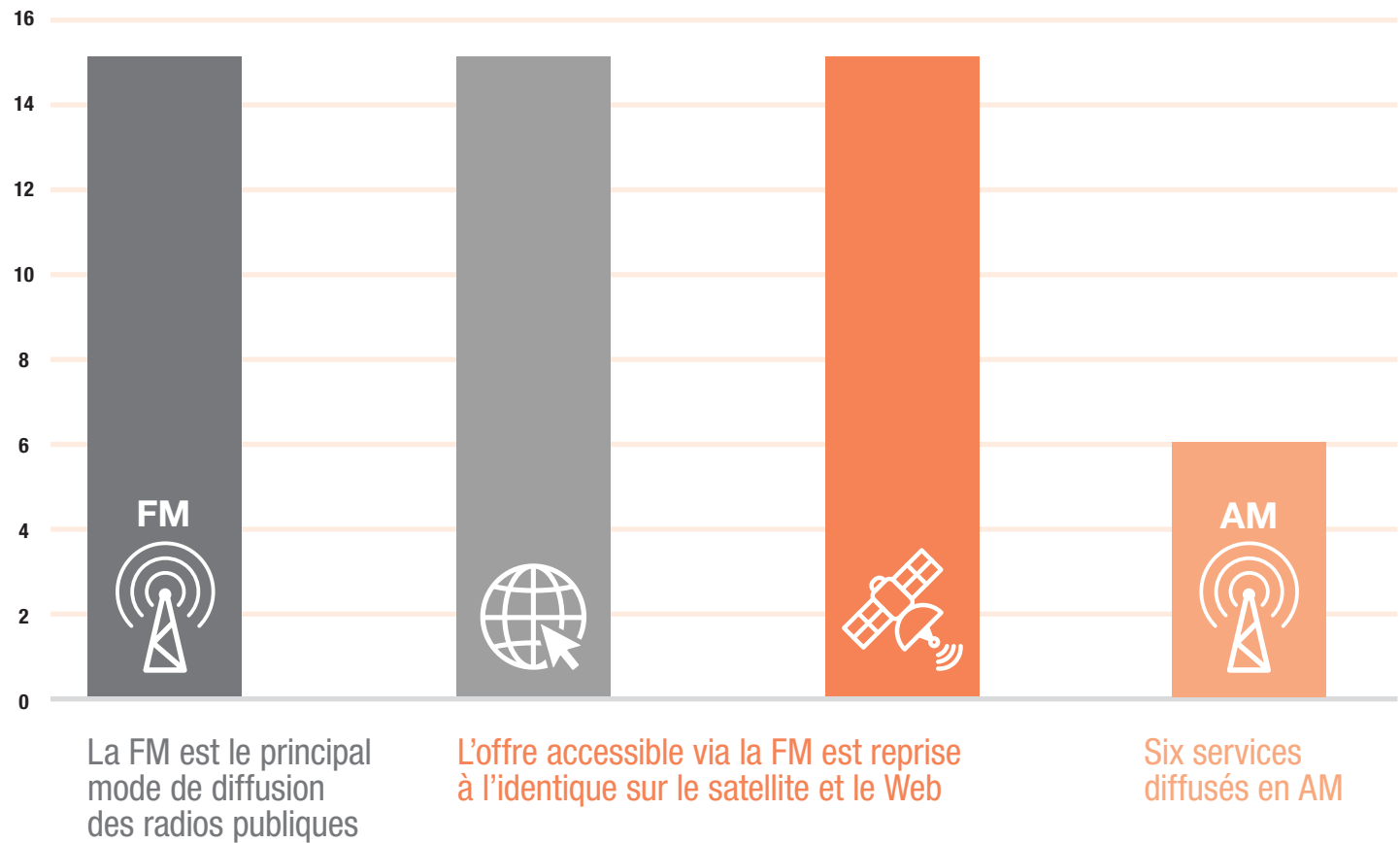


Liens web tiers





## Part d'utilisation de chaque mode de diffusion par les services radiophoniques publics



## Modes de diffusion des radios privées



Portail web de l'éditeur



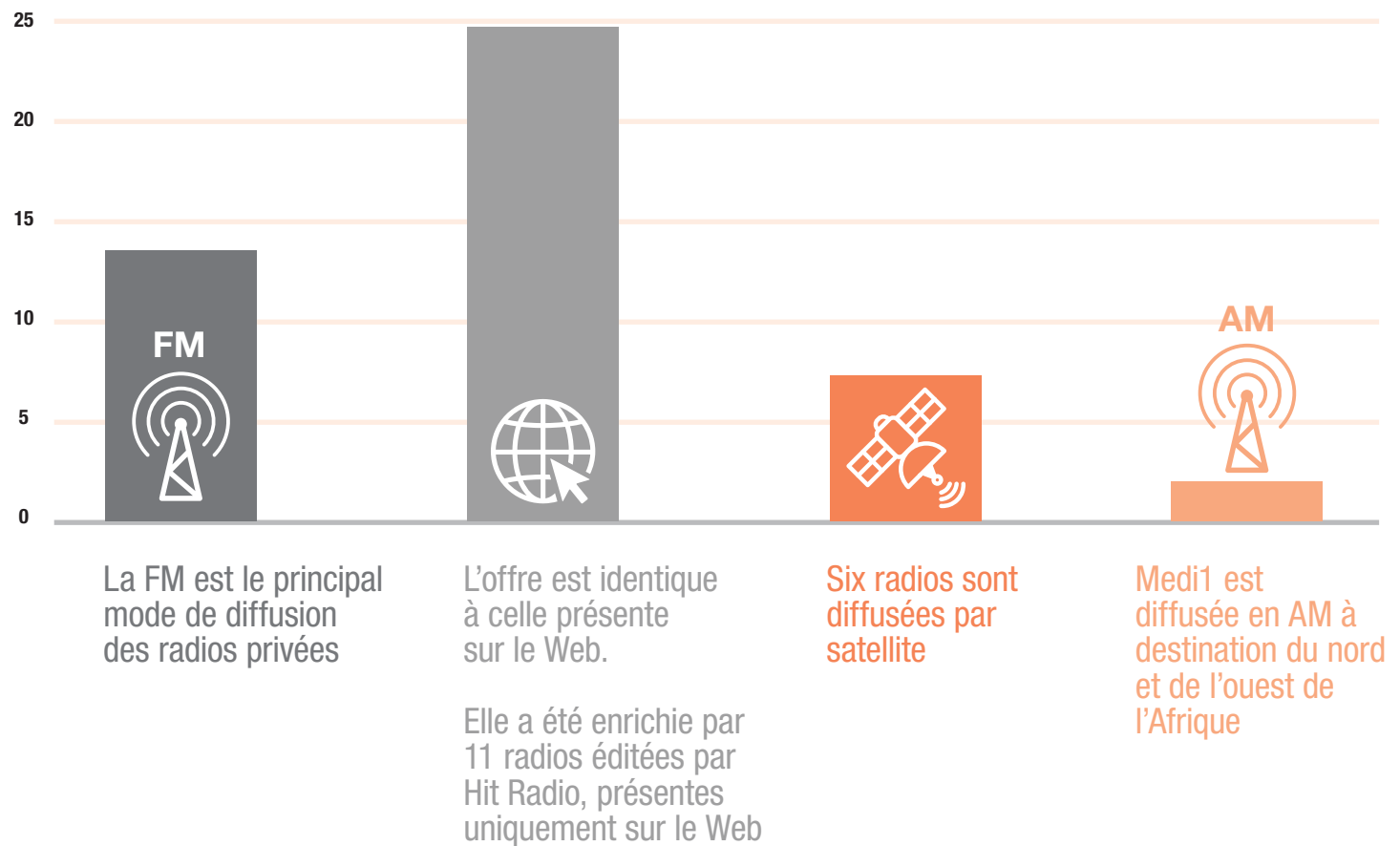
Application mobile



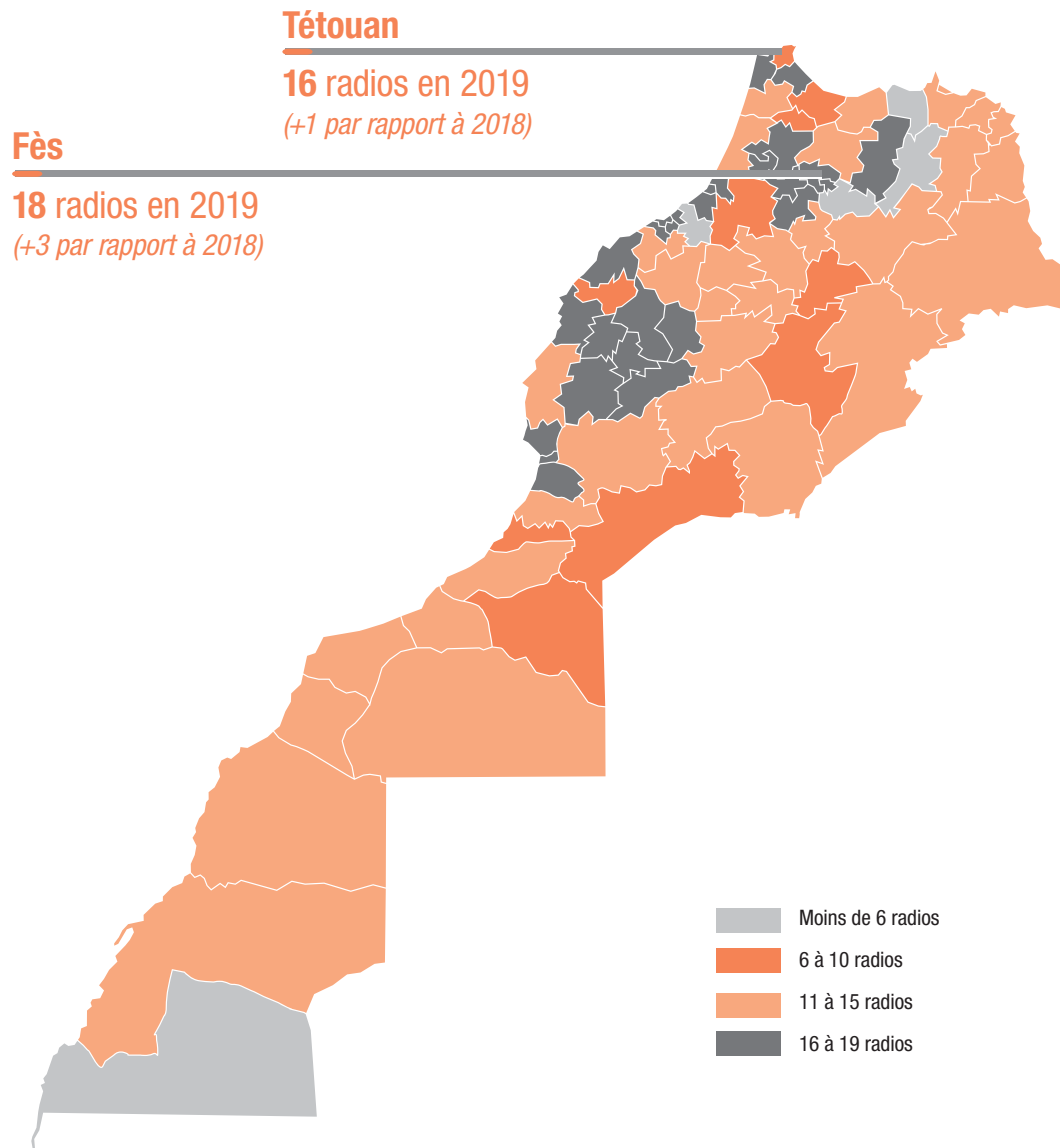
Liens web tiers



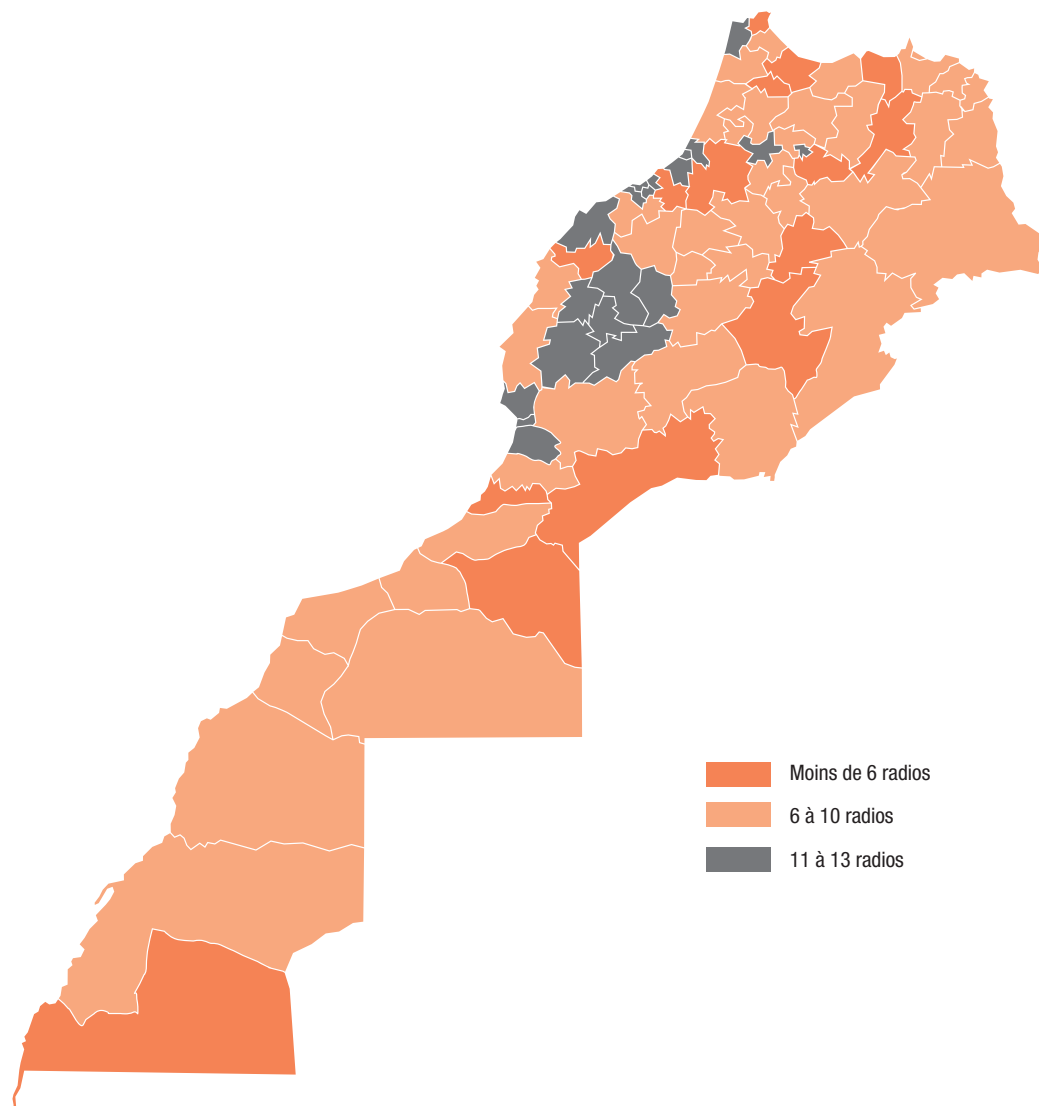
## Part d'utilisation de chaque mode de diffusion par les services radiophoniques privés



Répartition géographique au 31 décembre 2019  
des services radiophoniques diffusés en FM



## Répartition géographique au 31 décembre 2019 des services radiophoniques privés diffusés en FM





## Répartition géographique au 31 décembre 2019 des services radiophoniques publics diffusés en FM

### Tanger

**06** radios en 2019  
(+1 par rapport à 2018)

### Tétouan

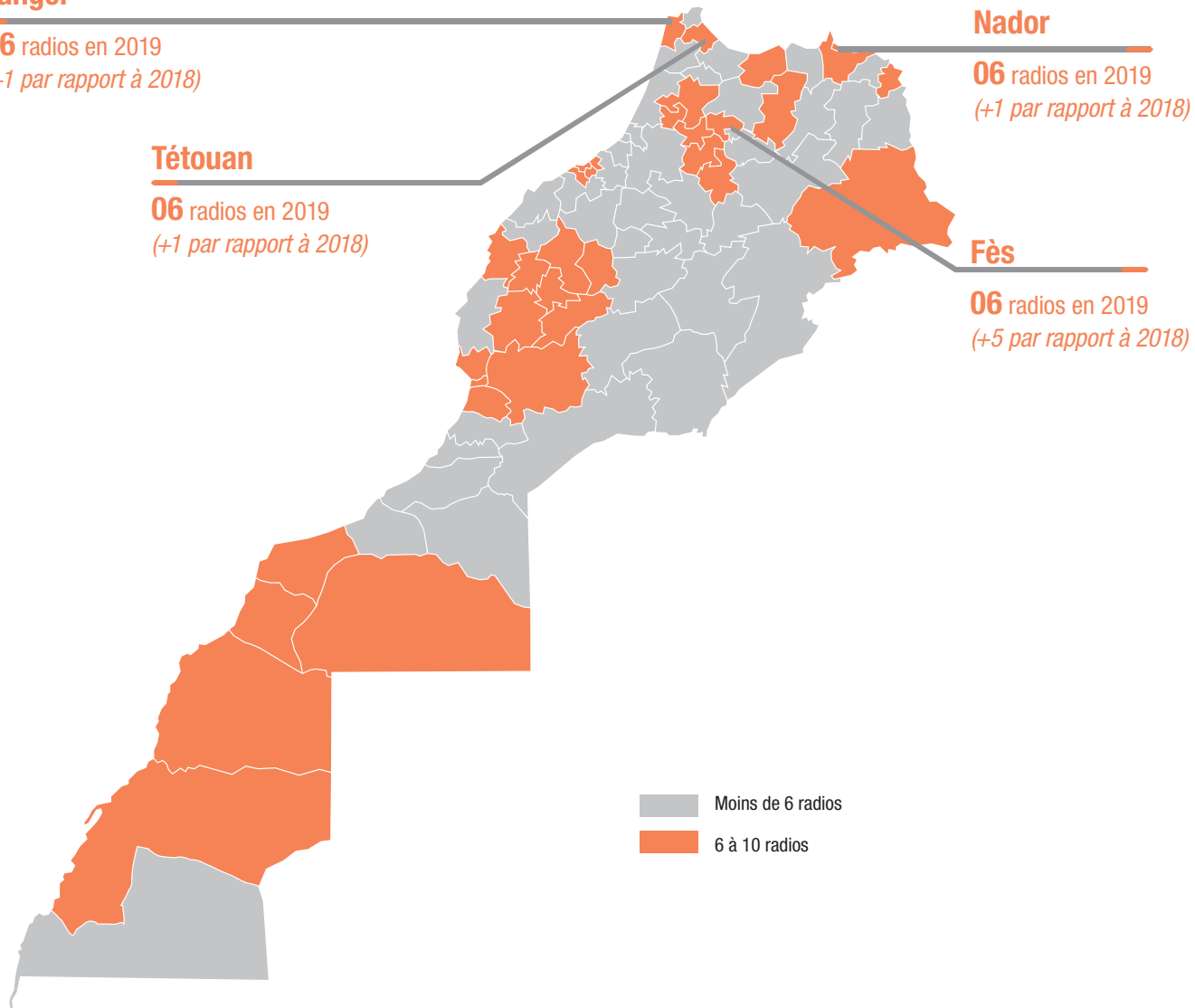
**06** radios en 2019  
(+1 par rapport à 2018)

### Nador

**06** radios en 2019  
(+1 par rapport à 2018)

### Fès

**06** radios en 2019  
(+5 par rapport à 2018)



Le paysage audiovisuel national comprend, par ailleurs, une offre de services audiovisuels privés payants dont deux services à accès conditionnel et quatre services de vidéo à la demande.

Au 31 décembre 2019, l'offre des services à accès conditionnel était assurée par deux opérateurs (Ittissalat Al-Maghrib et Al-Awael Al-Alameyah) exploitant deux bouquets. Le nombre d'abonnés aux bouquets de services à accès conditionnel a connu une forte baisse, passant de 59 825 abonnés en 2015 à 12 673 abonnés en 2019 (ce nombre était de 29 311 en 2018). Cette baisse est due notamment à l'ampleur du phénomène de piratage et à l'accélération du développement des nouvelles technologies de la communication. Pour ces services à accès conditionnel, trois modes de réception sont proposés aux abonnés : l'ADSL, le mobile et le satellite.

La typologie de l'offre par genre fait ressortir une grande dominance des chaînes sportives. Les bouquets de services à accès conditionnel proposent, en effet, 199 chaînes, dont 65 chaînes spécialisées sont

dédiées au sport. Au nombre de trente trois, les chaînes spécialisées dans le cinéma et les œuvres de fiction viennent en 2<sup>ème</sup> position dans l'offre proposée dans le cadre de services à accès conditionnel cadre des bouquets. L'offre en fiction et en sport totalise la moitié de l'offre globale commercialisée par les exploitants de services à accès conditionnel.

L'offre de vidéo à la demande, quant à elle, est assurée par 4 opérateurs dont trois sont des sociétés de télécommunications : Ittissalat Al-Maghrib, Wana Corporate, Medi Telecom et Iflix. Le nombre total d'abonnés à cette offre à la carte était de 67 606 en 2019.

Les quatre distributeurs mettent à disposition du public des catalogues offrant une sélection d'œuvres cinématographiques, de séries documentaires, de programmes de divertissement, de dessins animés et de clips musicaux. Les œuvres audiovisuelles cataloguées proviennent principalement d'Amérique du Nord, du Moyen Orient et d'Asie. L'ensemble des offres peut être consommé sur des supports connectables fixes et mobiles.

## 2.2. Le marché national de l'audiovisuel<sup>11</sup>

Le volume des recettes des opérateurs marocains éditeurs de services radiophoniques et télévisuels, aussi bien publics que privés<sup>12</sup>, est passé de 2,43 milliards de dirhams, en 2015, à 2,39 milliards, en 2019, enregistrant une baisse annuelle moyenne de 0,2%. Cette baisse est principalement due à la contraction des recettes des opérateurs publics estimée à 7% entre 2018 et 2019.

Les recettes du secteur sont générées majoritairement par les opérateurs publics lesquels réalisent 82% du volume global de ces recettes, contre seulement 18% enregistrés par les opérateurs privés. Le rapport entre les ressources publiques et les ressources commerciales reste constant quelle que soit l'évolution du volume global des recettes des opérateurs publics de l'audiovisuel. En effet, les recettes publiques<sup>13</sup> constituent en moyenne 63% de ce volume global alors que les recettes commerciales en constituent en moyenne 37%.

Par ailleurs, le volume des recettes générées par les services à accès conditionnel a connu un effritement continu passant de 40 millions de dirhams en 2015 à seulement 12,15 millions à fin 2019. En raison de cette contre-performance, le chiffre d'affaires des services à accès conditionnel ne représente plus que 1% des recettes globales du secteur, soit le un dixième de ce qu'il représentait en 2015 (9,9%). La commercialisation des bouquets de chaînes de télévision sur ADSL représente 84% du chiffre d'affaires global des services à accès conditionnel.

Concernant l'évolution des ressources humaines employées par le secteur, le nombre total de salariés travaillant au sein des entreprises de radio

et de télévision a connu une légère baisse passant de 3 469 salariés en 2018 à 3 339 en 2019. La SNRT et Soread-2m sont de très loin les principaux employeurs du secteur avec 74% de l'effectif global. Parmi les 3.339 personnes employées par l'ensemble des opérateurs de radio et de télévision, publics et privés, 756 sont des journalistes. Ce dernier chiffre illustre une progression annuelle moyenne de 2%, puisqu'en 2015 le nombre des journalistes était de 691.

L'examen de la répartition par genre des ressources humaines évoluant dans le secteur de la communication audiovisuelle fait apparaître une faible présence des femmes, puisque celles-ci ne représentent que 33% des effectifs. Le ratio homme-femme est plus équilibré parmi les journalistes, dont 57% sont des hommes et 43% des femmes.

En ce qui concerne les investissements globaux des opérateurs de communication audiovisuelle dans la production audiovisuelle nationale, les chiffres reflètent une baisse de 29% par rapport à 2018. Sur les 634,39 millions de dirhams investis en 2019, 585,70 millions ont été le fait de services télévisuels ; ce qui représente 92% des investissements globaux. Les services radiophoniques ont contribué à hauteur de 48,7 millions de dirhams.

Il est significatif de relever que les sociétés de production externe aux opérateurs télévisuels réalisent 47% du total des investissements dédiés à la télévision.

Enfin, en ce qui concerne la répartition par langue, 78% des productions nationales sont en langue arabe et 11% sont en langue amazigh.

<sup>11</sup>« Source : déclarations annuelles des opérateurs à la HACA.

<sup>12</sup> Deux opérateurs publics et treize privés (hormis l'opérateur qui édite radio Sawa).

<sup>13</sup> Produit des taxes et subventions publiques.

## 2.3. Les équipements et la consommation des médias

Le secteur des médias ressent de plus en plus fortement les retombées de la mutation technologique qui a imposé la convergence comme facteur structurant de l'écosystème. Les frontières entre les technologies et les médias s'estompent. L'effacement de ces frontières est manifeste entre la presse papier et les médias numériques ; les accès à internet fixe et mobile ; la télévision, la vidéo sur demande et les jeux vidéo ; les plateformes de contenus, les réseaux sociaux et les médias traditionnels... Accélérée par les progrès rapides de la connectivité et de l'accès aux équipements et à la technologie, cette évolution a introduit des bouleversements très importants dans les habitudes de consommation des médias notamment chez les jeunes.

Dans ce contexte, l'offre nationale a connu une évolution constante au cours des dernières années au Maroc, considéré comme l'un des pays d'Afrique les plus connectés : 80.8 %<sup>14</sup> des ménages sont équipés d'Internet (87.5% des ménages en milieu urbain et 66.3% en milieu rural), contre 74.2 en 2018. Selon les résultats 2019 de l'enquête réalisée annuellement par l'Agence Nationale Réglementation des Télécommunications sur les usages des technologies de l'information et de la communication, 15.3% des ménages marocains se sont équipés pour accéder principalement aux services télévisuels en ligne. Par ailleurs, 77.5% des Marocains âgés

de 5 ans et plus équipés en téléphonie mobile disposent d'un smartphone, contre 75.7% en 2018.

Le terminal de télévision reste l'équipement le plus répandu dans les foyers. 97.6% d'entre eux confirment avoir au moins un poste de télévision dont 26.7% déclarent détenir un terminal de télévision connectable. 52.3% des foyers déclarent avoir un poste de radio.

Le mode de réception satellitaire reste de loin la technologie de réception la plus répandue chez les ménages marocains pour regarder la télévision, avec un taux d'équipement de 96.6 %, contre 94.5% en 2018. Les taux d'équipement en réception terrestre et en Internet, quant à eux, sont estimés respectivement à 44.4% (52% en 2018) et 15.3% des ménages.

Plus de 60% de jeunes marocains âgés de 15 à 24 ans consultent un smartphone, ordinateur ou tablette en même temps qu'ils regardent la télévision.

83% des ménages consomment des contenus radiophoniques sur un dispositif classique de réception des services radiophoniques (transistor/tuner). L'autoradio et les équipements multimédias, quant à eux, sont utilisés respectivement à hauteur de 22% et 3% des ménages.

<sup>14</sup>Toutes les données sont issues de l'enquête 2019 de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications – ANRT sur l'accès et les usages des TIC dans les ménages et par les individus.

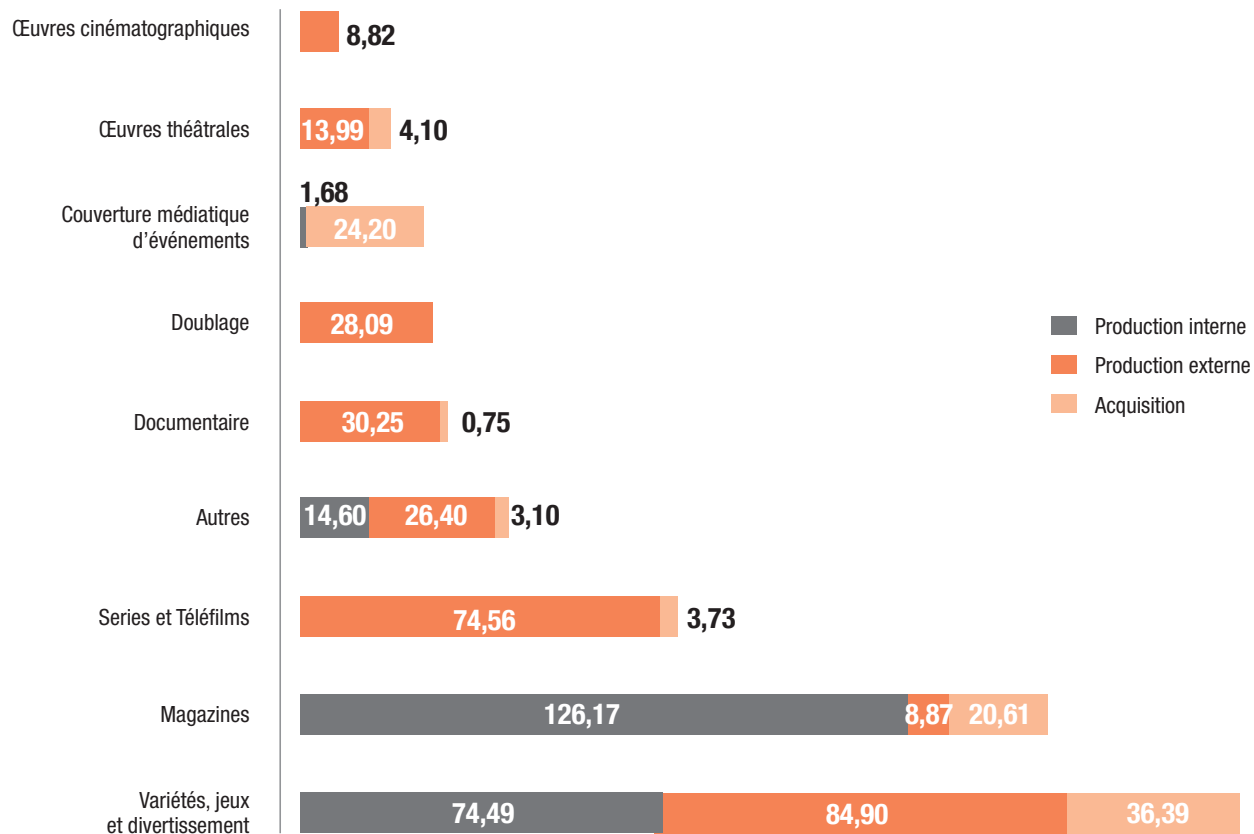


## 2.4. La production télévisuelle nationale

En 2019, en dehors des journaux télévisés, la contribution au développement du paysage audiovisuel national par les services télévisuels s'est élevée à 585,70 millions de dirhams, contre 747 millions en 2018. Par ailleurs, la part des productions réalisées en externe par des producteurs indépendants a représenté 47% de la production totale des services télévisuels, contre

37% exécutés en interne. Les programmes de variétés, de jeux et de divertissement nationaux auxquels ont été consacrés 196 millions de dirhams sont arrivés en tête de liste des genres télévisuels produits en 2019. Ils ont représenté 33% du total de la production nationale.

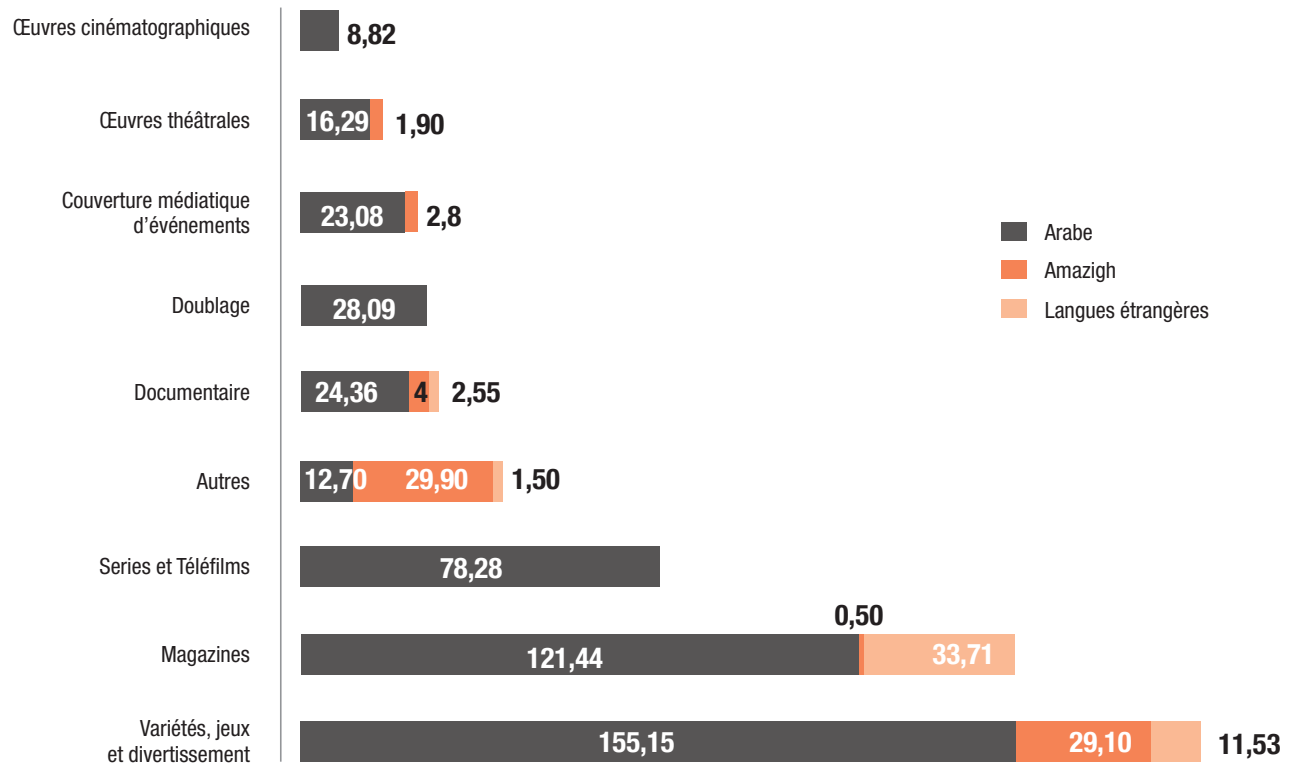
### Contribution des télévisions à la production télévisuelle nationale en 2019 (en millions de dirhams, par genre de production)



L'observation de la contribution des services télévisuels au marché de la production audiovisuelle nationale révèle une grande prédominance des productions en langue arabe. En 2019, celles-ci ont atteint 683 millions de dirhams, représentant ainsi 80% des productions nationales, contre 11% en langue Amazigh (ce ratio était de 7% en 2018). Le volume des

productions en langues étrangères qui représente 9% s'est élevé à 52,09 millions de dirhams, répartis principalement entre 33,71 millions de dirhams pour les magazines, 11,53 millions pour les variétés, jeux et divertissement et 6,85 millions pour le documentaire, la couverture médiatique d'événements, etc.

## Contribution des télévisions à la production télévisuelle nationale en 2019 (en millions de dirhams, par langue de production)





# Conclusion

Les grands dossiers traités par la Haute Autorité durant l'année 2019 ainsi que les débats qu'ils ont suscités au sein du Conseil Supérieur de la communication audiovisuelle et les interactions ayant eu lieu à leur sujet avec à la fois le public, les opérateurs et les médias, sont porteurs de plusieurs enseignements. Ils mettent en effet en exergue la nécessité pour le régulateur de continuer et renforcer son investissement à trois niveaux complémentaires et interdépendants :

Depuis l'adoption en 2016 de la loi 11-15 qui a porté réorganisation de la HACA -et qui en a élargi les attributions- le régulateur a déployé des efforts assidus et croissants pour une plus grande proximité avec le public-usager des services de radio et de télévision. Pour ce faire, une attention particulière a été accordée à la vulgarisation de la notion de régulation des médias, à l'explication des missions spécifiques de l'Instance et à la délimitation de son périmètre d'action notamment par rapport à la vocation d'autres institutions actives dans le domaine des médias. Cet effort a permis d'augmenter le nombre de plaintes reçues d'individus lequel est ainsi passé de 27 en 2017 à plus de 700 en 2019<sup>15</sup>.

La HACA renforcera dans les années à venir son engagement en matière de proximité et d'interaction avec les citoyens-usagers des médias. La finalité de cet engagement est stratégique car promouvoir les connaissances du citoyen pour tout ce qui a trait aux principes et aux modalités de la régulation des contenus médiatiques, c'est l'habiliter à participer à bon escient et plus activement, au processus de régulation. C'est cette participation citoyenne qui permettra le mieux, de pérenniser les résultats de l'action du régulateur et d'ancrer dans les usages professionnels les principes fondamentaux définis par la loi et au respect desquels est soumise l'activité de la communication audiovisuelle.

Durant cette même période, la HACA a initié une réflexion profonde et à long terme sur la question des leviers à mettre en place pour une effectivité optimale de la régulation. L'enjeu est à cet égard de parvenir à avoir un impact plus marqué sur le secteur et à favoriser une appropriation plus forte par les opérateurs et le public des principes et règles encadrant la communication audiovisuelle, en particulier la liberté d'expression, d'une part, et la liberté et la responsabilité éditoriales, d'autre part. Ces leviers

sont pensés et continueront à l'être, à l'aune de la réalité de plus en plus prégnante des contenus extrêmement diversifiés, fortement accessibles et massivement « consommés » sur les plateformes digitales et les réseaux sociaux. L'action de ces plateformes et réseaux soulève à ce titre, non seulement de très nombreuses problématiques liées aux valeurs culturelles et à la cohésion sociale, mais elle est aussi à l'origine de difficultés majeures et critiques quant à la pertinence du modèle économique des médias classiques fortement régulés et contraints à une compétition déséquilibrée en faveur des acteurs numériques globaux ayant fait de la maîtrise des data et de l'agrégation des contenus leur atout majeur.

La HACA passera également à une nouvelle étape du processus de développement de ses capacités d'étude et analyse économiques. Bien en amont de ses interventions de régulation portant sur les contenus audiovisuels diffusés, l'Instance ferait en effet œuvre utile si elle étendait sa réflexion sur l'efficacité du processus de régulation aux conditions d'équilibre et de transparence du paysage audiovisuel national. A ce titre, elle s'est déjà engagée dans la collecte et le traitement des données économiques sur le secteur de la communication audiovisuelle. De concert avec l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications, elle conduit par ailleurs, un processus parallèle de collecte et d'organisation des données sur l'évolution des pratiques et des habitudes de consommation des médias par les différents publics. Cet engagement en amont est de nature à construire les jalons d'une régulation basée sur des données factuelles et empiriques, plus en phase avec la réalité du secteur, en particulier, et celle de la société marocaine, en général. Il permet également à la HACA d'exercer, en toute connaissance de cause, ses attributions légales en matière de propositions et de production d'avis et de normes.

L'accélération de la transformation numérique de la société, de l'économie et de l'espace public rend irréversible l'engagement de la Haute Autorité pour une régulation mise à jour et plus effective. Cela passera forcément par la consolidation d'un modèle de régulation basé sur l'écoute, le développement d'une réelle proximité avec le public-usager des médias, la construction d'une relation dynamique et franche avec les opérateurs et l'adoption d'une posture d'empathie continue à l'égard de la réalité et des contraintes de l'entreprise audiovisuelle.

<sup>15</sup> Le CSCA regroupe les plaintes reçues de personnes différentes et ayant le même objet en une seule décision









တိုဝှက် တိုဝှက်  
2019







Թագ ԱճԼԱՅԻՆ ԸՅԼՈՒՄ ԱՏԹԹ ԹԵՏԹ ՔԹԹՏ ՈՒ ՌԹ ԴՈՒԹ







to0R+80+



## 7 | ተጽዕኖና ስሜት

### 9 | 1. ተጽዕኖና ስሜት ስሜት ስሜት

1.1. ስሜት ስሜት ስሜት ስሜት

1.1.1. ተጽዕኖና ስሜት ስሜት ስሜት

1.1.2. ስሜት ስሜት ስሜት ስሜት ስሜት ስሜት ስሜት

1.1.3. ስሜት ስሜት ስሜት ስሜት

1.2. ስሜት ስሜት ስሜት ስሜት ስሜት ስሜት

1.3. ስሜት ስሜት ስሜት ስሜት

09-51

1.4. ስሜት ስሜት ስሜት ስሜት

### 53 | 2. ስሜት ስሜት ስሜት ስሜት

2.1. ስሜት ስሜት ስሜት ስሜት

2.2. ስሜት ስሜት ስሜት ስሜት

2.3. ስሜት ስሜት ስሜት ስሜት

53-69

2.4. ስሜት ስሜት ስሜት ስሜት

### 71 | ስሜት ስሜት



الهيئة العليا  
للإتصال السمعي البصري

•XO•L•C•H•>  
I :C>•L•E •ΘHΞЖΞQ

Haute Autorité de la  
Communication Audiovisuelle

ተጽዕዖና ፣ ተገባዥነት

ፎላዎ ከፎላዎ ጋር ጋር









# 1

## ተህምድና ስነ-ምግባር ለሰነድ ስራ

### 1.1. ስነ-ምግባር ለሰነድ ስራ

1.1.1. ስነ-ምግባር ለሰነድ ስራ

1.1.2. ስነ-ምግባር ለሰነድ ስራ

1.1.3. ስነ-ምግባር ለሰነድ ስራ

### 1.2. ስነ-ምግባር ለሰነድ ስራ

### 1.3. ስነ-ምግባር ለሰነድ ስራ

### 1.4. ስነ-ምግባር ለሰነድ ስራ







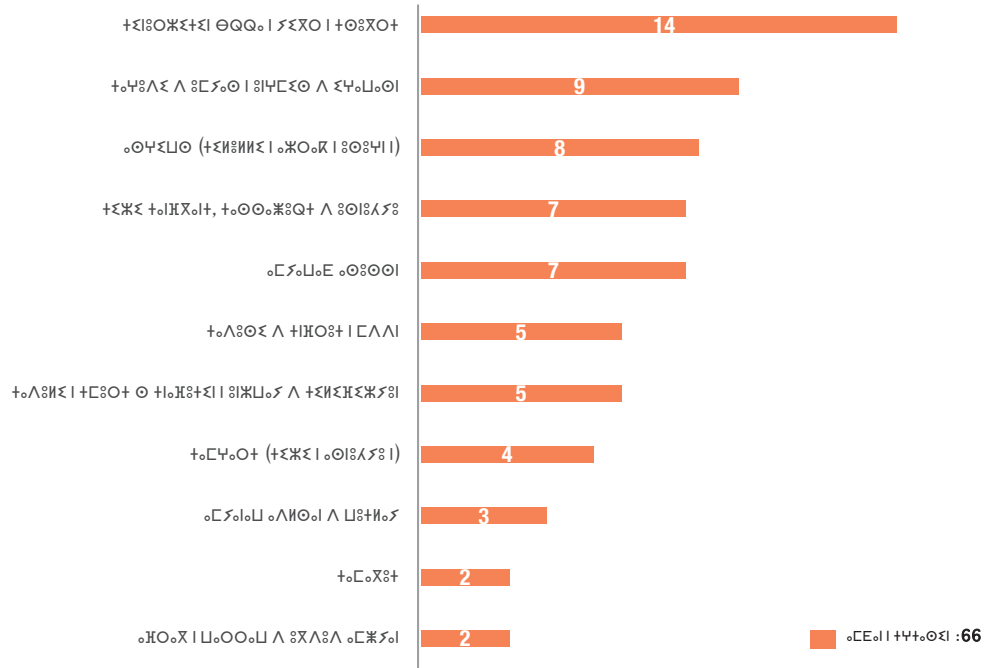






## ተያዥታዎች | ግብርና ጋራተኛ | ጋራተኛ ጋራተኛ ጋራተኛ | 2019

### ተጠቃሚዎች ጋራተኛ

















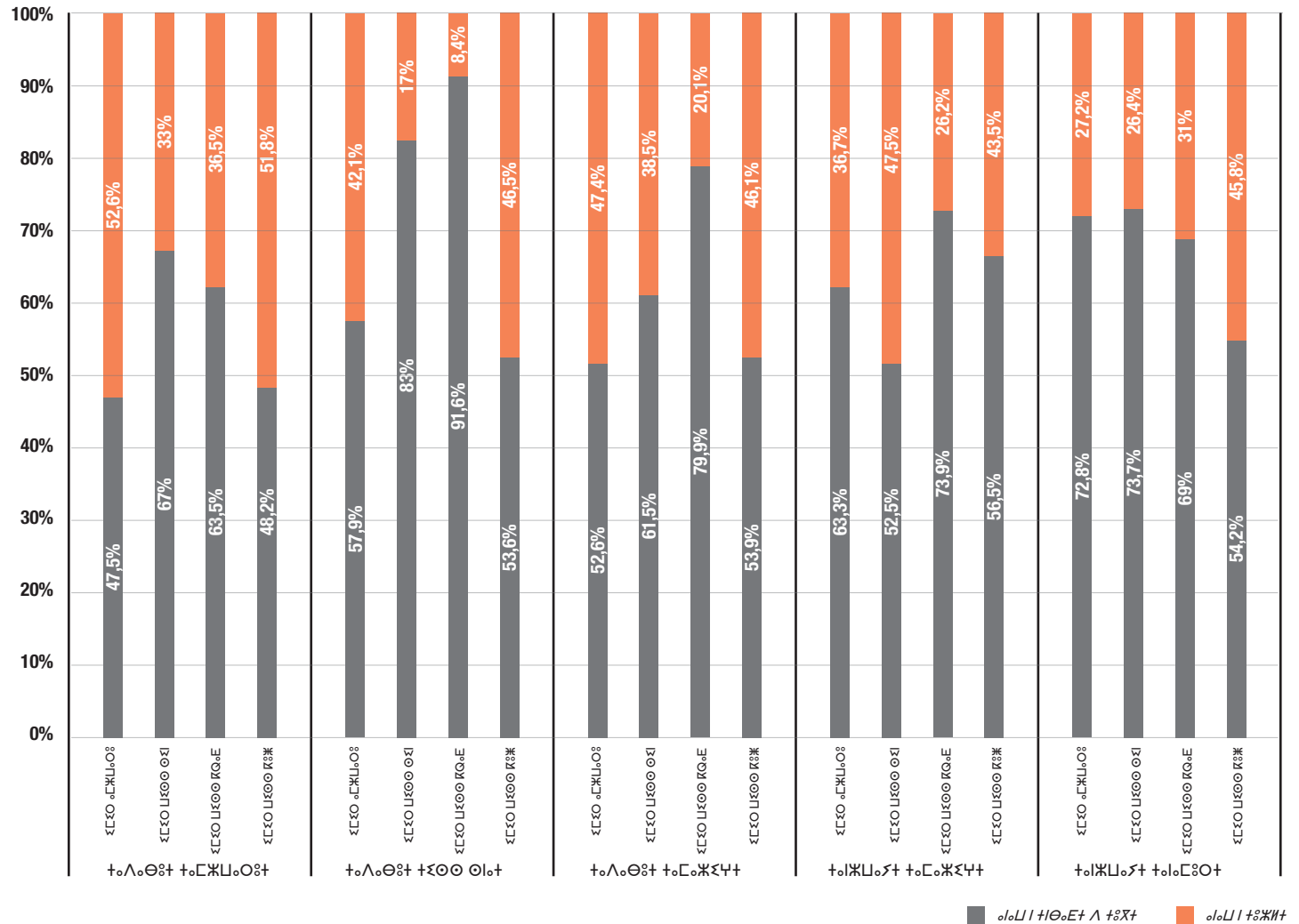






†οΙΘοΕ† †οΓο††οζ† †Κο. ΛΣΥ ΣΟΛ οΓΟο Ι ΚΚΚΚ Ι ΠοΛοΗ Ι †ΙΘοΕ† Λ †ξ†† Χ ζο† †ΟΧο, Λ †ΓΧΗο †οΘΟΜοΓοΙζ† Χ †ΟΧο ζοΕΙ, Ο οζΠο ΣΚΛΣΙ Λ οΓΟΛζο ΗΟΙ Χ †ΓΟΡΣζ† Ι ΣΧΙΟοΟΙ.

ΟΘΕΕο Ι ΣΚΚοΚ Ι ΠοΠοΗ Ι †ΙΘοΕ† – †ξ†† Λ †ΓΧΗο Χ †ΟΨοΙ Ι ΣΨΓΣΟΙ ΣΚΟΣΙ Χ ΟοΛζο Λ Σ†ΣΗΣΗΣΚζοΗΗ ΣΧΛοΛοΗ Χ οΧΧ\*ο 2019\*



\* ΟΘΕΕο Ι ΣΟΗΚο ΣΚΛΣΙ Λ οΠΣοοο Ι ΣΚΚζο Ι οοΓο ΧΟ ΠοΠοΗ Ι †ΙΘοΕ† Λ †ξ†† Λ ΠοΠοΗ Ι †ξζΗ†











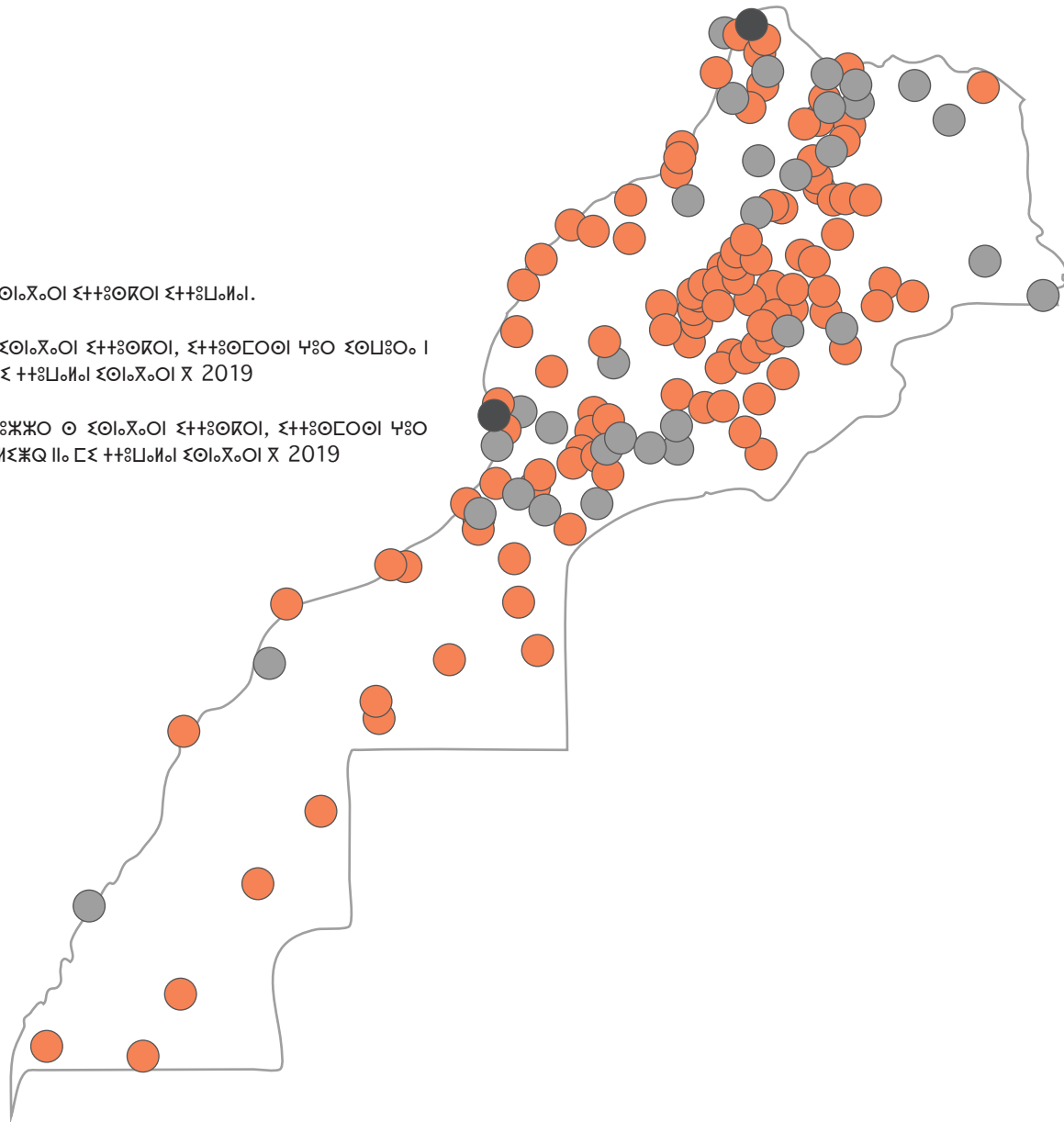






Ἰνστιτούτο Γεωγραφικών Στοιχείων | Ἰνστιτούτο Στατιστικῶν ΚΑΠ | Κέντρο Πληθυσμολογίας  
 Ἰνστιτούτο Ἰστορικοῦ ΚΑΠ 2019

- Ἰνστιτούτο Γεωγραφικών Στοιχείων | Ἰνστιτούτο Στατιστικῶν ΚΑΠ | Κέντρο Πληθυσμολογίας
- Ἰνστιτούτο Στατιστικῶν ΚΑΠ | Ἰνστιτούτο Ἰστορικοῦ ΚΑΠ | Ἰνστιτούτο Πληθυσμολογίας | Ἰνστιτούτο Γεωγραφικών Στοιχείων | Ἰνστιτούτο Ἰστορικοῦ ΚΑΠ 2019
- Ἰνστιτούτο Ἰστορικοῦ ΚΑΠ | Ἰνστιτούτο Στατιστικῶν ΚΑΠ | Ἰνστιτούτο Πληθυσμολογίας | Ἰνστιτούτο Γεωγραφικών Στοιχείων | Ἰνστιτούτο Ἰστορικοῦ ΚΑΠ 2019













































«XOoLl oLootoK | :CfoLlE oMxKQ x :LlM oClE Xx :OYCO l :KlM x QO.E



«XOoLl oLootoK | :CfoLlE oMxKQ x :LlM oXOoMol Xx :Clly CxM oOxH | :CfoKl  
+xOMxKQx Xx +OOoM +xL:EE:lx X +XOxZ+ x :Ll:lA x



«XOoLl oLootoK | :CfoLlE oMxKQ x +oLlO+ +oXOoMol Xx :OCRM oOYCO l +KQE x  
+CyoO+ x :lO



«RoOoQ | :XOoLl oLootoK | :CfoLlE oMxKQ x :OXOoLl oXOoMol | x:lOoCl X H:lE:l



«RoOoQ :XOoLl oLootoK | :CfoLlE oMxKQ x +L:OxLx | +xLlM +oOx"OoH | +xLlM xL:Cl |  
:OxKQ | :xH :ClxH x OoMxK+ x RQ:lM+xK.



«RoOoQ | :XOoLl oLootoK | :CfoLlE oMxKQ x :OXOoLl oLootoK | +LxL:QO.E x +OEO.OO:OX







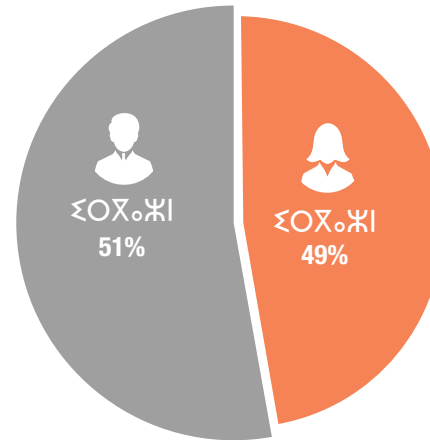


Θ 49% | ΣΕΦΥΗ | ΣΛΣΕΙ, ΟΕΛΑΣ. | ΕΥ.ΟΕΙ ΣΕΣΕΕ. Χ Σ+ +ΣΣΣ. ΟΕ 2019. +ΣΕΥ.ΟΕΙ Η. ΣΣΕΣΙ ΣΛΥ.ΟΙ | Ε.Ο.Σ+ (+ΣΙΕΦ.ΗΣΙ, +ΣΕΟΘ.ΣΣ.ΟΣΙ...) Χ.Η+ Χ ΣΟΧΧ.Ο 2019. +.Ο.ΣΙ | 30% | ΕΣ+Ο+ | ΕΛΛΙ ΣΣΕΣΙ ΣΛΥ.ΟΙ | Ε.Ο.Σ+ ΟΣΣΟ | ΕΦΗ. Ο.Ε.Ο.Σ+ | ΣΕΣ.Π.Ε ΟΗΣΣΩ.

**ΘΕΕΣ | ΣΕΕ.Ι Ο Π.Ο.Π**

**29%** | ΣΙΕΦ.ΗΣΙ Λ ΣΕΟΘ.ΣΣ.ΟΣΙ | ΗΕΦΗ. Ο.Ε.Ο.Σ+ | ΣΕΣ.Π.Ε ΟΗΣΣΩ Χ.Η+ ΣΕΥ.ΟΕΙ \*

\*.Ο.ΥΗ ΣΟΠ.ΟΙ ΠΕΙ 2018



Χ Σ.Ο.Σ+ | ΣΟΘΧΕ | ΕΣΕ.Ο | Σ.Ο.Υ.Ο ΔΥΧ.Η ΗΘ, Ε.Ο.Ε+ Ε.Ο.Σ+ +ΟΘΚΟ Σ | ΕΣΣ+ | ΣΟΕ+Χ, Σ.Ε.Λ ΟΛ ΕΚΚΟ Θ ΕΣΕ.Ο ΕΣ+ΣΕΣΣΣ

ΣΣΛΣΙ Λ Ε.ΣΣΣΣΣΙ | Σ.Ο.Ε | ΣΕΣ.Π.Ε ΟΗΣΣΩ. ΣΣ.Ο | 30 | Π.Ο.Π | ΣΟΕ+Χ ΟΣ+ΣΟΧΟΙ, Θ Σ.Ο.ΥΗ | Ε.ΣΣΣΣΣΙ 19% | ΣΕΦΥΗ, Χ ΗΗ.Π.Ο.Π ΟΚΚ".



Σ.Η | ΣΟΕΣ+Χ Χ ΕΛ.Ο.Ο. Λ ΣΣΩ.ΣΙ | ΣΟΠ.ΕΣΟΙ ΣΟΗΣΣΩΙ Σ+ΣΟΙΕ.Η.Η Χ Ο.Ο.Ε Σ Σ.Ο.Υ.Ο | ΣΟ.ΣΣΣΙ | ΣΧ.Ο.Π. Ο.Ε.Ο.Σ+ | ΣΕΣ.Π.Ε ΟΗΣΣΩ Θ ΕΛ.Ο.Σ+ | ΣΟΣΙ.Χ Ο.Ε.Σ.Ο | ΣΟΗΣΣΩ Χ Η.Ο.Π.Ο.









# 2 | ዕቅድ ለገንዘብ ማግኘት ዕቅድ ማግኘት

2.1. ዕቅድ ማግኘት ማግኘት

2.2. ዕቅድ ማግኘት ማግኘት

2.3. ማግኘት ማግኘት ማግኘት

2.4. ማግኘት ማግኘት ማግኘት

53-69





الثقافة  
TNT: télévision numérique terrestre  
Nilesat: 1177 - Horizontal - 27500 - 5/6  
Hotbird: 10872 - vertical - 27500 - 3/4  
ArabSat: 25 - 12883 - vertical - 27500 - 3/4

من هنا السنة الثالثة مع إيسرا  
لماذا فرسين جدا، (رومان) بنك

PUB

20  
البريد الإلكتروني  
البريد الإلكتروني  
البريد الإلكتروني  
البريد الإلكتروني  
البريد الإلكتروني









ዕብዛ | ቆጽጽዎ | ጸባላናዝ ሂጻሎብ



ዕባላና ጸባላናዝ  
ጸባላናዝ



ዕባላና ጸባላናዝ  
ጸባላናዝ



ዕባላና ጸባላናዝ  
ጸባላናዝ



ተብዛዕባላናዝ ጸባላናዝ  
ጸባላናዝ



ተጸባላናዝ  
ተጸባላናዝ



ጸባላናዝ ጸባላናዝ  
ጸባላናዝ





αμοιβαία | Συμβολισμοί | Σχεδιασμός | Προσέγγιση



αμοιβαία  
Συμβολισμοί



αμοιβαία  
Συμβολισμοί



αμοιβαία  
Συμβολισμοί



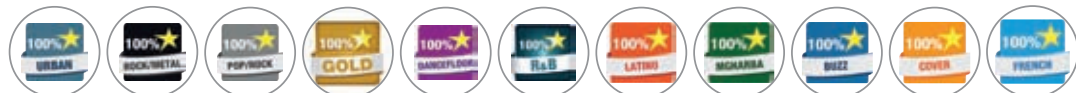
αμοιβαία | Συμβολισμοί  
Συμβολισμοί



αμοιβαία  
Συμβολισμοί

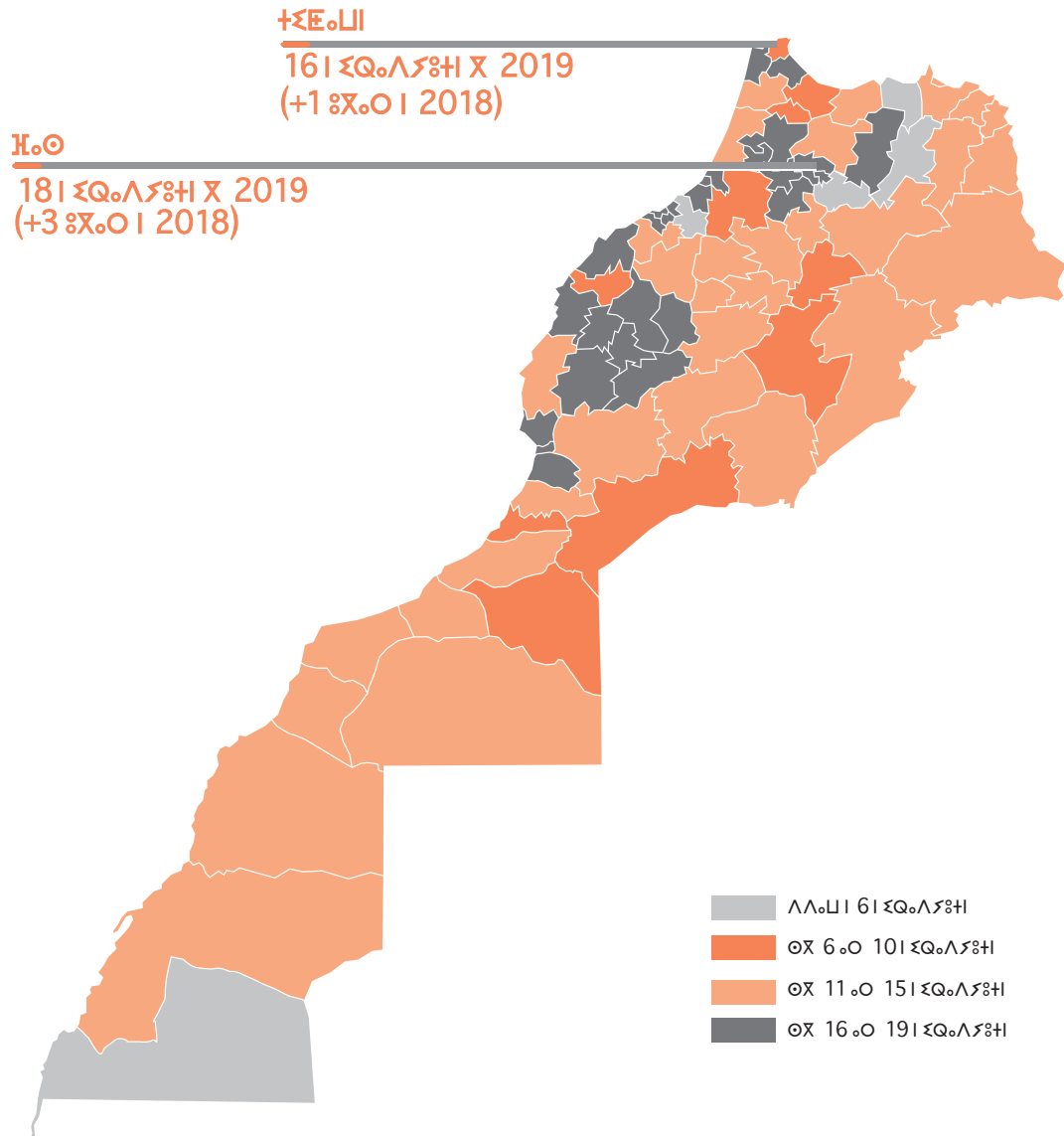


αμοιβαία | Συμβολισμοί  
Συμβολισμοί



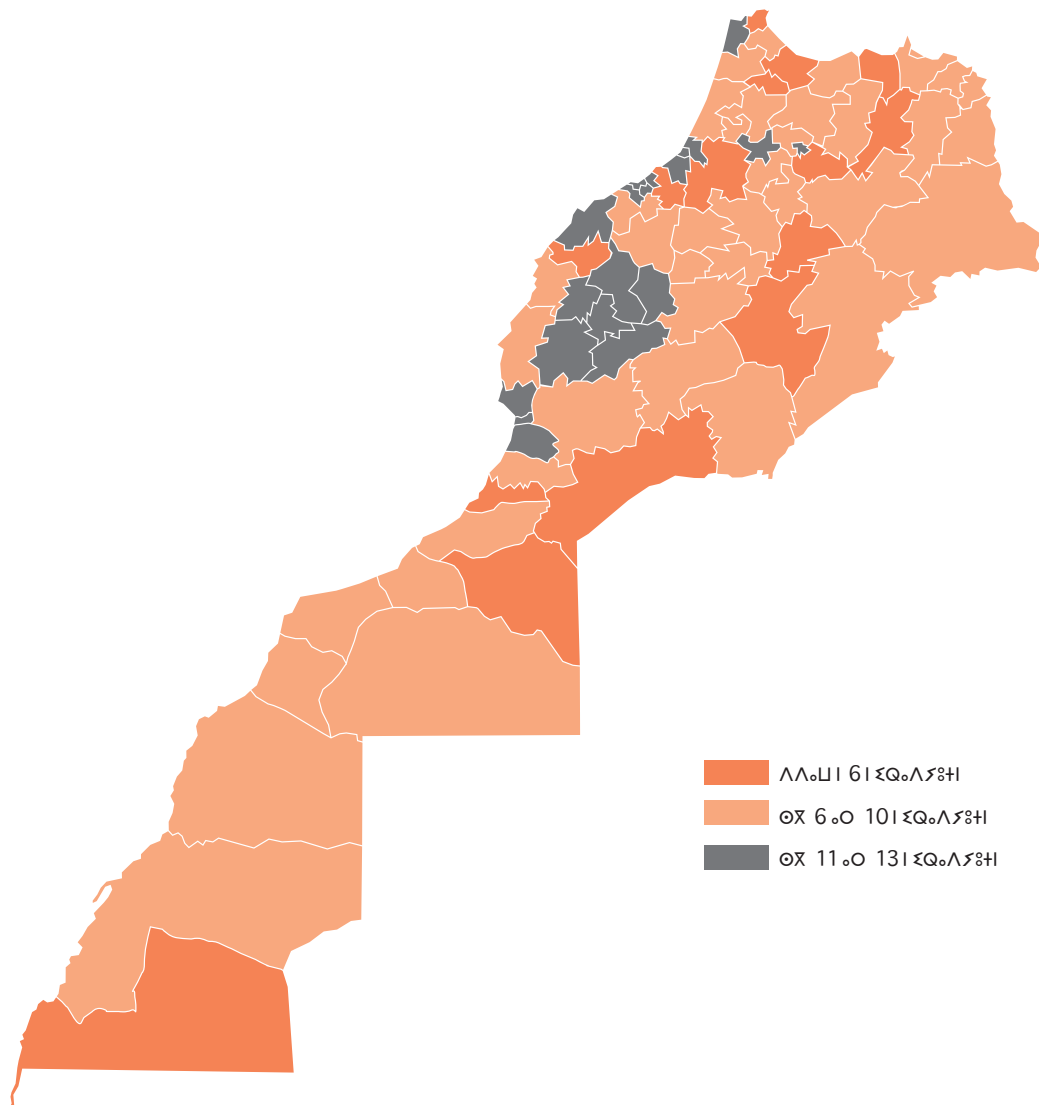


ተጠቃሚ ተጠቃሚዎች ጠቅላይ ልዩ ልዩ 2019 |  
 ተጠቃሚ ተጠቃሚዎች ጠቅላይ ልዩ ልዩ





ተዕይተ ተዕጽኖት ጸ 31 ለደብዳቤ 2019 |  
ተዕይተ ተዕጽኖት ተጽእኖ ለውጥ ጽንፍ ጽንፍ ጽንፍ





ተጠቅላላ ተጠቃሚዎች ጠቅላላ 31 ለክብረት 2019 |  
 ተጠቃሚ ተጠቃሚዎች ተጠቃሚዎች ጠቅላላ 31 ለክብረት 2019

**ጠቅላላ**

061 ጠቅላላ ጠቅላላ 2019  
 (+1 ጠቅላላ 2018)

**ተጠቃሚ**

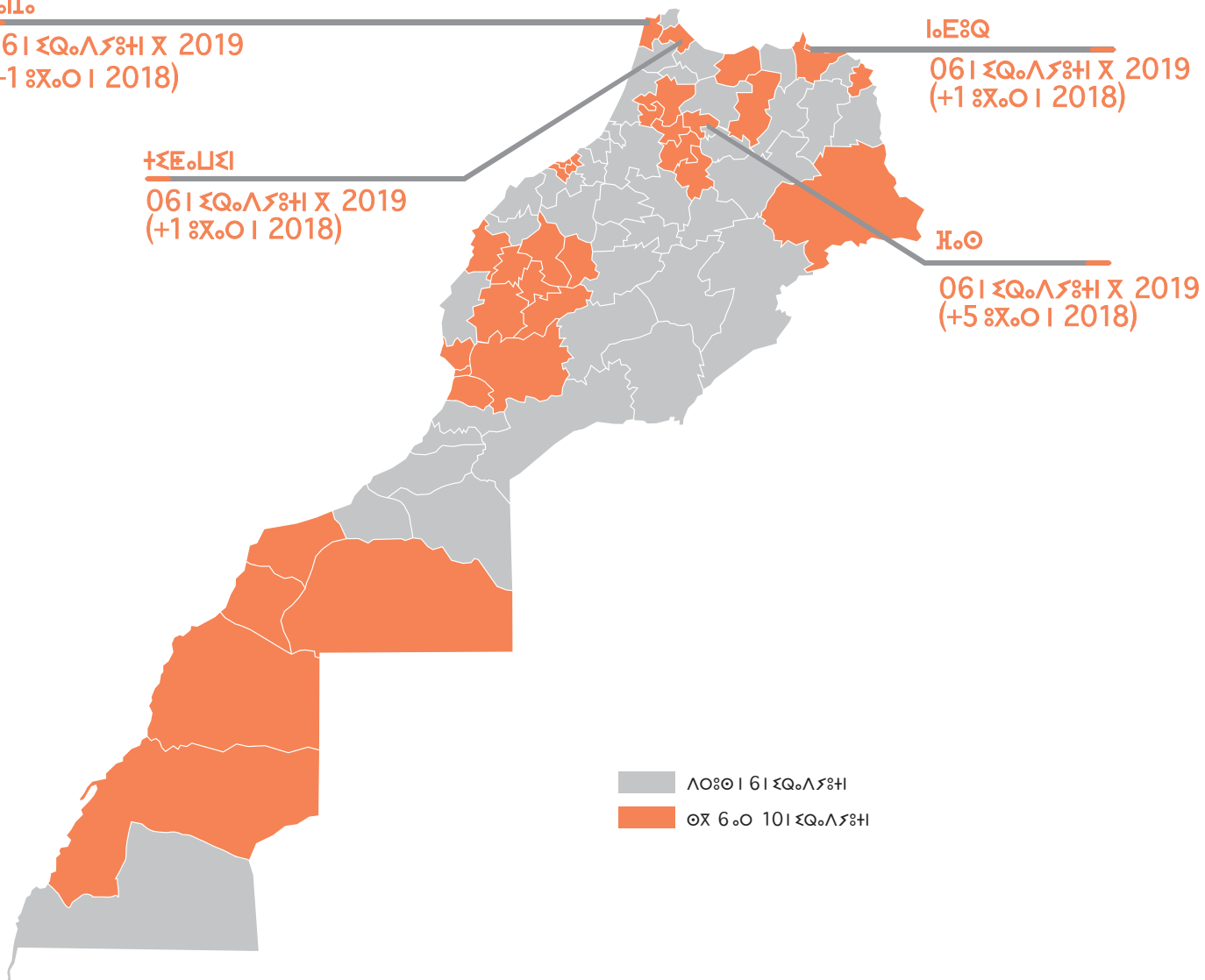
061 ጠቅላላ ጠቅላላ 2019  
 (+1 ጠቅላላ 2018)

**ጠቅላላ**

061 ጠቅላላ ጠቅላላ 2019  
 (+1 ጠቅላላ 2018)

**ጠቅላላ**

061 ጠቅላላ ጠቅላላ 2019  
 (+5 ጠቅላላ 2018)

























## خلاصة

جهة أخرى. يجري التفكير بشأن هذه الروافع على ضوء واقع يتسم بانتشار واسع لمحتويات جد متنوعة وسهلة الولوج وكثيفة الاستهلاك عبر المنصات الرقمية وشبكات التواصل الاجتماعي. لذا، فعمل هذه المنصات لا يطرح إشكاليات مرتبطة بالقيم الثقافية وبالتماسك الاجتماعي فحسب، بل تشكل أيضاً مصدراً لصعوبات كبرى وحرجة تتعلق بجدوى النموذج الاقتصادي لوسائل الإعلام الكلاسيكية الخاضعة للتقنين والمواجهة لمنافسة غير متكافئة لصالح كبار الفاعلين الرقميين الشموليين الذين جعلوا من التحكم في البيانات ومن تجميع المحتويات مصدر قوتهم الرئيسي.

الهيئة العليا مقبلة أيضاً على مرحلة جديدة في مسار تطوير قدراتها في مجال الدراسة والتحليل الاقتصاديين؛ إذ تتطلع إلى تقديم إسهام أكثر شمولية يتعدى المضامين السمعية البصرية المبتوثة، إلى شروط توازن وشفافية المشهد السمعي البصري الوطني. في هذا الصدد، باشرت المؤسسة تجميع ومعالجة المعطيات الاقتصادية حول قطاع الاتصال السمعي البصري. كما تقود بشراكة مع الوكالة الوطنية لتقنين المواصلات مسار موازياً لتجميع وتنظيم المعطيات المتعلقة بتطور ممارسات وأنماط استهلاك الإعلام من طرف مختلف فئات الجمهور. من شأن هذا الالتزام ذي الطابع الاستباقي أن يرسي معالم تقنين يرتكز على معطيات واقعية وتجريبية تتماشى أكثر فأكثر، مع واقع القطاع بصفة خاصة، وواقع المجتمع المغربي بصفة عامة. كما سيمكن الهيئة العليا من ممارسة، على نحو ملم، اختصاصاتها القانونية في مجال الاقتراح وإبداء الرأي وسن المعايير.

إن تسارع التحول الرقمي للمجتمع والاقتصاد والفضاء العمومي يقوي التزام الهيئة العليا من أجل تقنين محين وأكثر فعالية. ولتحقيق ذلك، لا بد من تعزيز نموذج تقنين قائم على الإنصات، وتطوير قرب حقيقي مع جمهور الإعلام، وبناء علاقة دينامية وصریحة مع المتعهدين واعتماد مواقف متفهمة لواقع وإكراهات المقابلة السمعية البصرية.

تظل الملفات الكبرى التي عالجتها الهيئة العليا خلال سنة 2019 والمناقشات التي أثارها داخل اجتماعات المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري وكذا التفاعل بشأنها سواء مع عموم المواطنين أو مع المتعهدين أو مع وسائل الإعلام، حبل بالدلالات، حيث تبرز ضرورة استمرار هيئة التقنين في تعزيز عملها على ثلاثة مستويات متكاملة ومتراصة:

فمنذ اعتماد القانون رقم 15.11 سنة 2016، المتعلق بإعادة تنظيم الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري والموسع لاختصاصاتها، بذلت هيئة التقنين مجهودات دؤوبة ومتطورة لإعمال قرب أكبر مع جمهور الخدمات الإذاعية والتلفزيونية. ولتحقيق هذه الغاية، أولت الهيئة العليا عناية خاصة لتبسيط وتعميم مفهوم التقنين، وشرح وتفسير المهام المتفردة للهيئة العليا، وتوضيح نطاق عملها، خصوصاً في علاقة بمهام مؤسسات أخرى عاملة في مجال الإعلام. وقد ساهمت هذه الجهود في الرفع من عدد الشكايات المودعة من طرف الأفراد، والتي انتقلت من 27 شكاية سنة 2017 إلى أزيد من 700 شكاية سنة 2019<sup>14</sup>.

وخلال السنوات المقبلة، ستعمل الهيئة العليا على تعزيز التزامها بإعمال قرب وتفاعل مؤسسي مع جمهور الإعلام. ويبقى لهذا الالتزام هدف استراتيجي، ذلك أن تعزيز معارف المواطن في كل ما يتعلق بمبادئ وقواعد تقنين المضامين الإعلامية، يعني جعله مؤهلاً للمشاركة على نحو أفضل وبفاعلية أكبر، في مسار التقنين. هذه المشاركة المواطنة هي التي ستمكن من ضمان استدامة لنتائج عمل هيئة التقنين وترسيخ المبادئ الأساسية المحددة قانوناً في الاستخدامات المهنية.

خلال هذه الفترة نفسها، بادرت الهيئة العليا إلى إطلاق مسار تفكير معمق على المدى الطويل، حول موضوع الروافع التي يتعين إرسائها من أجل ضمان فعالية مثلى للتقنين، وذلك برهان تحقيق أثر مميز على القطاع وتملك أقوى من طرف المتعهدين وجمهور الإعلام للمبادئ والقواعد المؤطرة للاتصال السمعي البصري، لاسيما حرية التعبير، من جهة، والحرية والمسؤولية التحريرية، من

<sup>14</sup> يقوم المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري بإدراج الشكايات المتوصل بها من قبل الأفراد والتي تهم نفس الموضوع في قرار واحد.



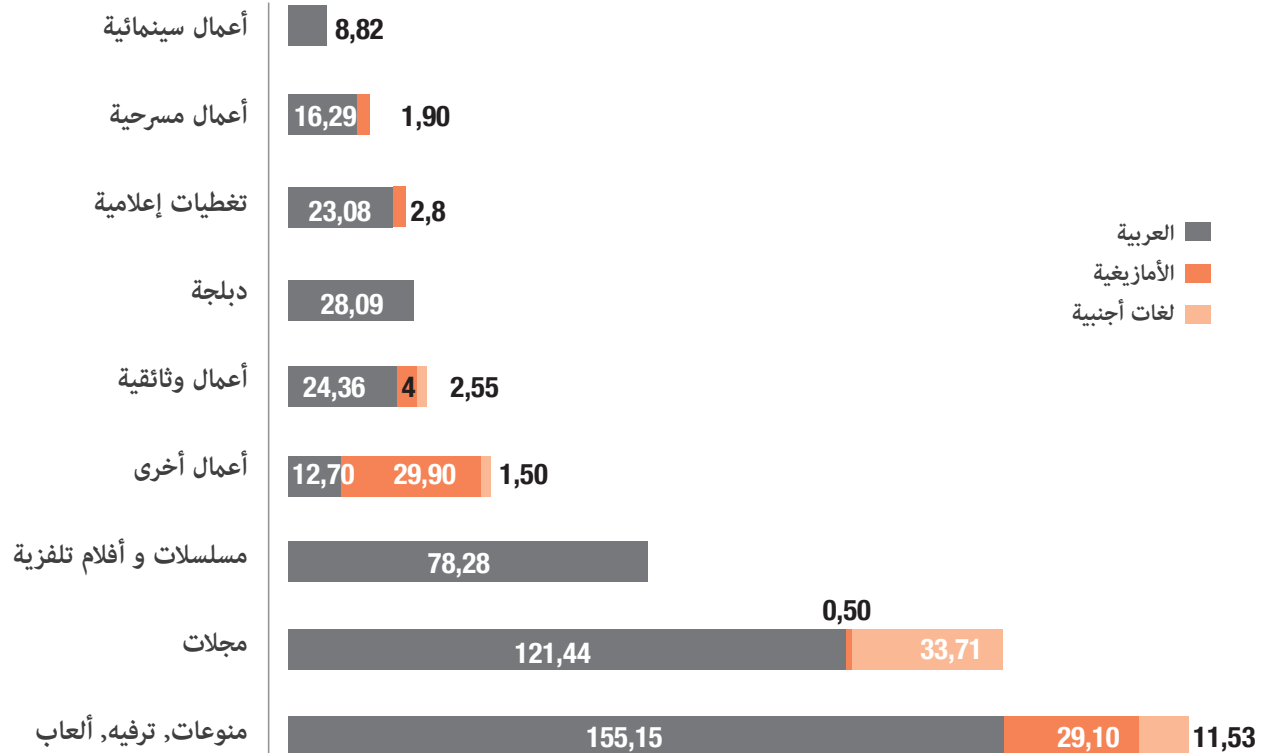


باللغات الأجنبية 9% أي ما يعادل 52.09 مليون درهم، منها 33.7 مليون درهم للمجلات، 11.53 مليون للمنوعات والألعاب والترفيه، و6.85 مليون درهم للأعمال الوثائقية والتغطيات الإعلامية للتظاهرات، إلخ.

يبين تحليل مساهمة الخدمات التلفزية في سوق الإنتاج السمعي البصري الوطني حضورا كبيرا للإنتاجات بالعربية. ففي سنة 2019، بلغت الإنتاجات بالعربية 683 مليون درهم، ما يمثل 80% من الإنتاجات الوطنية، مقابل 11% بالأمازيغية (مقابل 7% سنة 2018). في حين، بلغ حجم الإنتاجات

## مساهمة الخدمات التلفزية في الإنتاج التلفزي الوطني سنة 2019

(الأرقام بملايين الدراهم – حسب لغة الإنتاج)



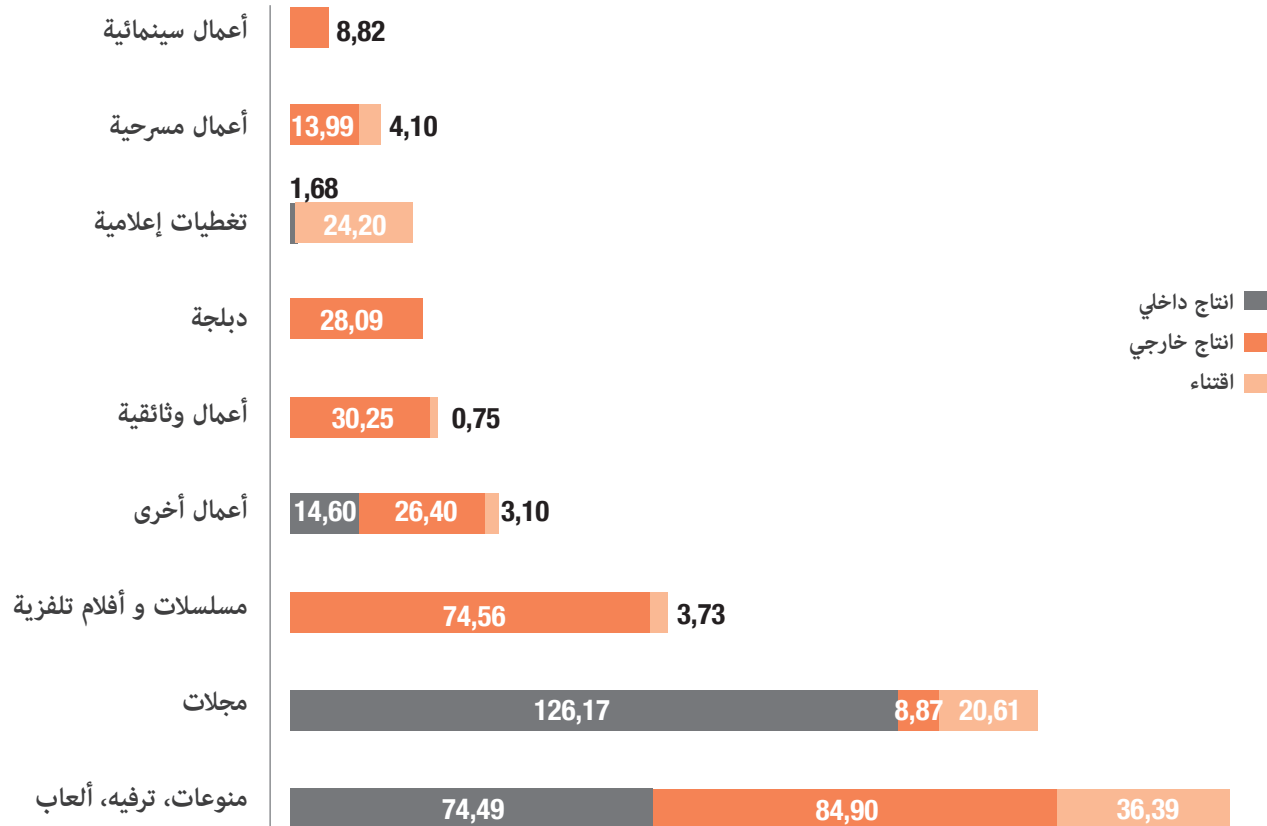
## 4.2. الإنتاج التلفزيوني الوطني

الخدمات التلفزيونية، في حين بلغت حصة الإنتاج الداخلي 37%. تصدرت برامج المنوعات والألعاب والترفيه لائحة الأصناف التلفزيونية المنتجة سنة 2019، حيث خصص لإنتاجها 196 مليون درهم، ممثلة بذلك 33% من إجمالي الإنتاج الوطني.

خلال سنة 2019، وباستثناء البرامج الإخبارية التلفزيونية، بلغت مساهمة الخدمات التلفزيونية في تنمية المشهد السمعي البصري الوطني بـ 585.7 مليون درهم، مقابل 747 مليون سنة 2018. من ناحية أخرى، شكلت حصة الإنتاج الخارجي المنجزة من طرف منتجين مستقلين 47% من إجمالي إنتاج

### مساهمة الخدمات التلفزيونية في الإنتاج التلفزيوني الوطني سنة 2019

(بملايين الدراهم – حسب طبيعة الإنتاج)



## 3.2. التجهيزات واستهلاك الإعلام

بهدف الولوج أساسا، إلى الخدمات التلفزية عبر الإنترنت. علاوة على ذلك، 77.5% من المغاربة في سن الخامسة فما فوق ممن يتوفرون على هواتف محمولة، لديهم هواتف ذكية، مقابل 75.7% سنة 2018.

ولا يزال جهاز التلفاز من ضمن التجهيزات الأكثر توفرا لدى الأسر؛ إذ تؤكد 97.6% من الأسر توفرها على جهاز تلفاز واحد على الأقل، 26.5% منها تصرح بتوفرها على جهاز تلفاز قابل للربط بالإنترنت. في حين تتوفر 52.3% من الأسر على جهاز راديو.

ويبقى الاستقبال عبر الساتل التقنية الأكثر شيوعا لدى الأسر المغربية لمشاهدة التلفزيون، بمعدل تجهيز يبلغ 96.6%، مقابل 94.5% سنة 2018. فيما تُقدّر نسب التجهيز بتقنيات الاستقبال الأرضي وبالإنترنت على التوالي، ب 44.4% (مقابل 52% سنة 2018) و 15.3%.

يستعمل أكثر من 60% من الشباب المغربية المتراوحة أعمارهم بين 15 و 24 سنة هاتفاً ذكياً أو حاسوباً أو لوحة إلكترونية أثناء مشاهدة التلفزيون. تستهلك 83% من الأسر مضامين إذاعية على أجهزة استقبال كلاسيكية (ترانزستور/ مدوزن). في حين تستعمل الأسر أجهزة راديو السيارة والتجهيزات متعددة الوسائط، على التوالي، بنسبتي 22% و 3%.

يتزايد تأثير قطاع الإعلام أكثر فأكثر بتداعيات التحول التكنولوجي التي فرض التقارب كعامل مهيكّل للمنظومة. بحيث باتت تتلاشى الحدود بين الإعلام والتكنولوجيات، بل أضحت تنمحي جليا بين الصحافة الورقية والوسائط الإعلامية الرقمية، بين الولوج الثابت والنقل للإنترنت، بين التلفزيون والمحتويات تحت الطلب وألعاب الفيديو، بين منصات المحتويات وشبكات التواصل الاجتماعي والوسائط الإعلامية الكلاسيكية... وبفعل تسارعه جراء التقدم السريع للربط بالإنترنت والتكنولوجيا، نجم عن هذا التحول تغييرات هامة في عادات وأمط استهلاك الوسائط الإعلامية، خصوصا لدى فئة الشباب.

في هذا السياق، يشهد العرض السمعي البصري الوطني تطوراً ثابتاً خلال السنوات الأخيرة في المغرب الذي يعد واحداً من أكثر البلدان الإفريقية ربطا بالإنترنت: 80.8%<sup>13</sup> من الأسر المغربية مجهزة بالإنترنت (87.5% من الأسر في المناطق الحضرية و 66.3% في المناطق القروية)، مقارنة مع نسبة 74.2% المسجلة سنة 2018. فبحسب نتائج سنة 2019 للبحث المنجز سنويا من طرف الوكالة الوطنية لتقنين المواصلات بخصوص استعمالات تكنولوجيات المعلومات والاتصال، فإن 15.3% من الأسر المغربية مجهزة بالربط بالإنترنت

<sup>13</sup> معطيات البحث الوطني حول استعمالات تكنولوجيات المعلومات والاتصال من قبل الأفراد والأسر لسنة 2019 - الوكالة الوطنية لتقنين المواصلات

## 2.2. السوق السمعي البصري الوطني<sup>10</sup>

للإذاعة والتلفزة وشركة صورياد-القناة الثانية بنسبة تصل إلى 74% من العدد الإجمالي. ويبلغ عدد الصحفيين 756 من بين 3339 أجيروا لدى متعهدي الاتصال السمعي البصري، عموميون وخواص، حيث عرف عددهم ارتفاعاً سنوياً متوسطاً بنسبة 2%، بعد أن كان في حدود 691 صحفياً سنة 2015.

يشير توزيع الموارد البشرية لقطاع الاتصال السمعي البصري بحسب الجنس إلى حضور ضعيف للنساء، بحيث لا تمثلن إلا 33% بالمائة من مجموع العاملين في القطاع. وتعرف نسبة التوزيع بين الجنسين توازناً أكبر في فئة الصحفيين، (43% من النساء و57% من الرجال).

فيما يخص الاستثمارات الإجمالية للمتعهدين في الإنتاج السمعي البصري الوطني، فقد سجلت انخفاضاً سنوياً قدره 29% مقارنة مع سنة 2018، حيث بلغت بـ 634.39 مليون درهم سنة 2019 مقسمة بين إنتاجات الخدمات التلفزية بـ 585.70 مليون درهم وإنتاجات الخدمات الإذاعية بـ 48.7 مليون درهم. وبالتالي، تصل نسبة مساهمة الخدمات التلفزية إلى 92% من إجمالي الاستثمارات.

جدير بالذكر أن الإنتاج الخارجي لمتعهدي الاتصال السمعي البصري يشكل 47% من الإنتاجات التلفزية.

فيما يخص توزيع الإنتاجات حسب اللغة، فإن 78% من الإنتاجات الوطنية تنتج بالعربية و11% بالأمازيغية.

انخفض إجمالي إيرادات متعهدي الاتصال السمعي البصري، العموميين منهم والخواص<sup>11</sup>، من 2.43 مليار درهم في سنة 2015 إلى 2.39 مليار درهم سنة 2019، مسجلاً بذلك معدل انخفاض سنوي متوسط يراوح 0.2%. ويعزى هذا الانخفاض بالأخص إلى انكماش إجمالي إيرادات متعهدي القطاع العام والذي سجل انخفاضاً سنوياً يقدر بـ 7% بين سنتي 2018 و2019.

تعود معظم إيرادات القطاع للمتعهدين العموميين، حيث يحققون 82% من إجمالي حجم الإيرادات، مقابل 18% فقط للمتعهدين الخواص. وبغض النظر عن تطور الحجم الإجمالي لمداخل المتعهدين العموميين، تبقى النسبة ثابتة بين الإيرادات العمومية<sup>12</sup>، التي تمثل 63% من إجمالي الإيرادات في المتوسط، وبين الإيرادات التجارية، والتي تبلغ في المتوسط 37%.

من ناحية أخرى، تشير أرقام مبيعات الخدمات ذات الولوج المشروط إلى استمرار انكماشها، حيث سجلت 12.15 مليون درهم في متم سنة 2019 مقابل 40 مليون درهم سنة 2015. بالنظر لهذا الأداء السلبي للخدمات ذات الولوج المشروط، فإن رقم معاملاتها لم يعد يمثل سوى 1% من إجمالي إيرادات القطاع، أي عشر ما كان يمثلته سنة 2015 (9.9%). في ظل هذا التراجع، يشكل تسويق باقات الاشتراك عبر نظام خطوط الاشتراك الرقمية للاتماثلية (84% ADSL) من إجمالي رقم معاملات الخدمات ذات الولوج المشروط.

على مستوى تطور الموارد البشرية للقطاع، انخفض العدد الإجمالي لأجراء متعهدي الاتصال السمعي البصري ليسجل 3339 أجيروا سنة 2019 مقابل 3469 سنة 2018. وتبقى أغلب الموارد البشرية متمركزة بالشركة الوطنية

<sup>10</sup> المصدر: التصريحات السنوية للمتعهدين إلى الهيئة العليا.

<sup>11</sup> اثنان من المتعهدين العموميين وثلاثة عشر متعهداً من الخواص (دون احتساب راديو سوا).

<sup>12</sup> تشمل تتشكل من الضرائب والمنح العمومية.



خمس وستون قناة رياضية، وتأبي القنوات المختصة في السينما وأعمال الخيال في المرتبة الثانية بثلاث وثلاثين قناة. وتمثل القنوات الرياضة وأعمال الخيال نصف عدد القنوات المقدمة من طرف الخدمات ذات الولوج المشروط.

أما بالنسبة لعروض الخدمات حسب الطلب، فيتولى توزيعها أربعة متعهدين من بينهم ثلاث شركات للاتصالات: اتصالات المغرب، وانا، ميدي تيليكوم وأيفلكس. يصل عدد المشتركين بهذه العروض إلى 67 606 سنة 2019.

ويوفر المتعهدون الأربعة للعموم قائمة مختارة من الأعمال السينمائية، المسلسلات والبرامج الوثائقية، وبرامج الترفيه، والرسوم المتحركة والفيديو كليب التي يعود مصدرها غالبا لأمريكا الشمالية، الشرق الأوسط وآسيا. ويمكن استهلاك هذه العروض عن طريق أجهزة متصلة بالإنترنت، سواء ثابتة أو نقالة.

كما يضم المشهد السمعي البصري خدمات سمعية بصرية خاصة مؤدى عنها، منها خدمتان ذات ولوج مشروط وأربع خدمات حسب الطلب.

إلى غاية 31 دجنبر 2019، تقدم الخدمات ذات الولوج المشروط من طرف متعهدين اثنين (شركة اتصالات المغرب وشركة الأوائل العالمية) حيث يسوقان باقتين. وقد عرف عدد المشتركين فيها انخفاضا ملحوظا من 825 59 مشترك سنة 2015 إلى 673 12 مشترك سنة 2019 (هذا الرقم كان في حدود 29 311 سنة 2018) نتيجة تفاقم ظاهرة القرصنة وتسارع التطورات التكنولوجية. كما يتم توفير ثلاثة أماط استقبال للمشاركين، وهي خط اشتراك رقمي لاثمالي، هاتفني، وعبر الساتل.

أما بخصوص تصنيف العروض حسب النوع، فيسجل الحضور الكبير للقنوات الرياضية؛ إذ تقدم باقات الخدمات ذات الولوج المشروط 199 قناة، من بينها

## التوزيع المجالي للخدمات الإذاعية المبتثثة بالتشكيل الترددي إف إم إلى حدود 31 دجنبر 2019

### طنجة

6 إذاعات في 2019  
(مقابل 5 خدمات في 2018)

### الناضور

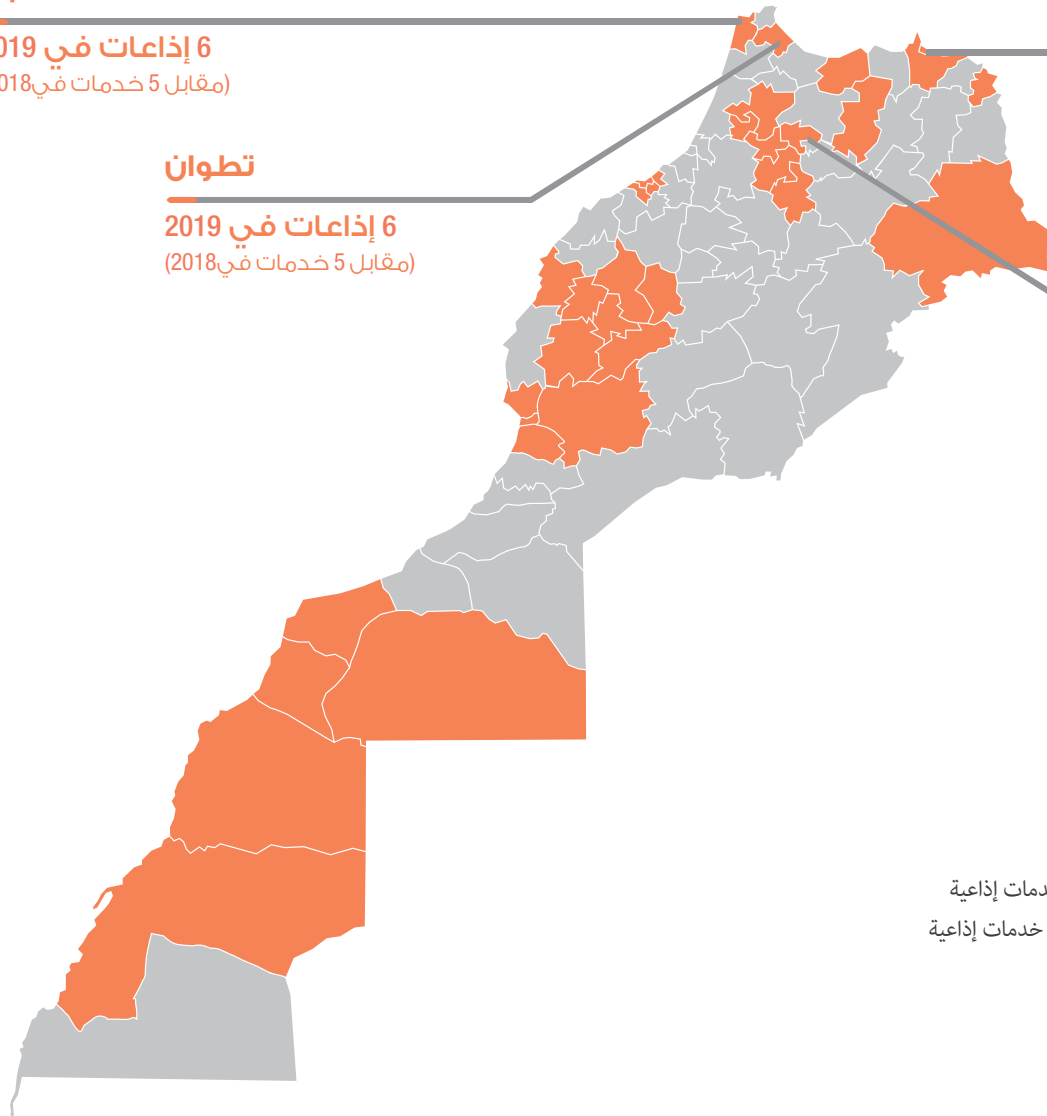
6 إذاعات في 2019  
(مقابل 5 خدمات في 2018)

### تطوان

6 إذاعات في 2019  
(مقابل 5 خدمات في 2018)

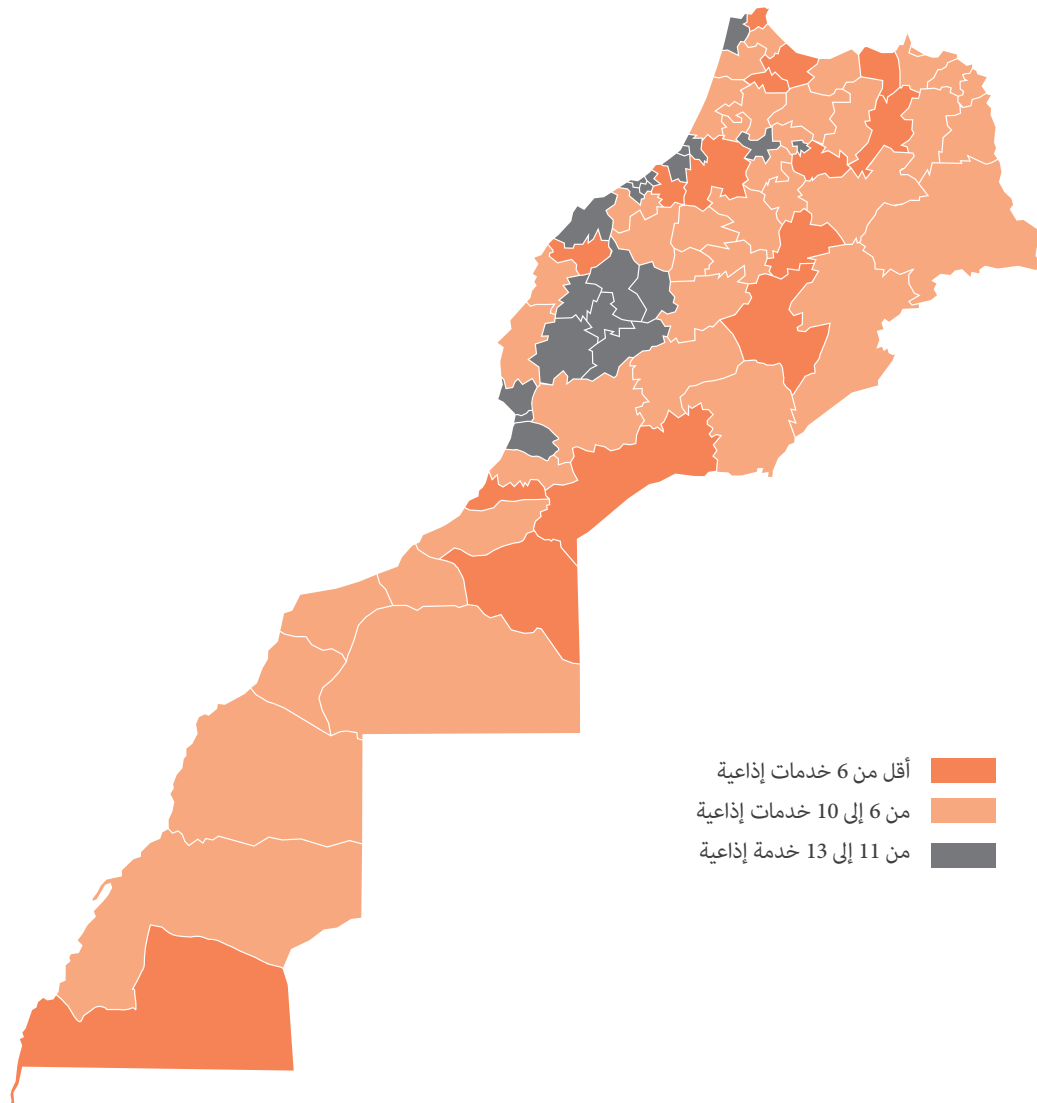
### فاس

6 إذاعات في 2019  
(مقابل خدمة واحدة في 2018)

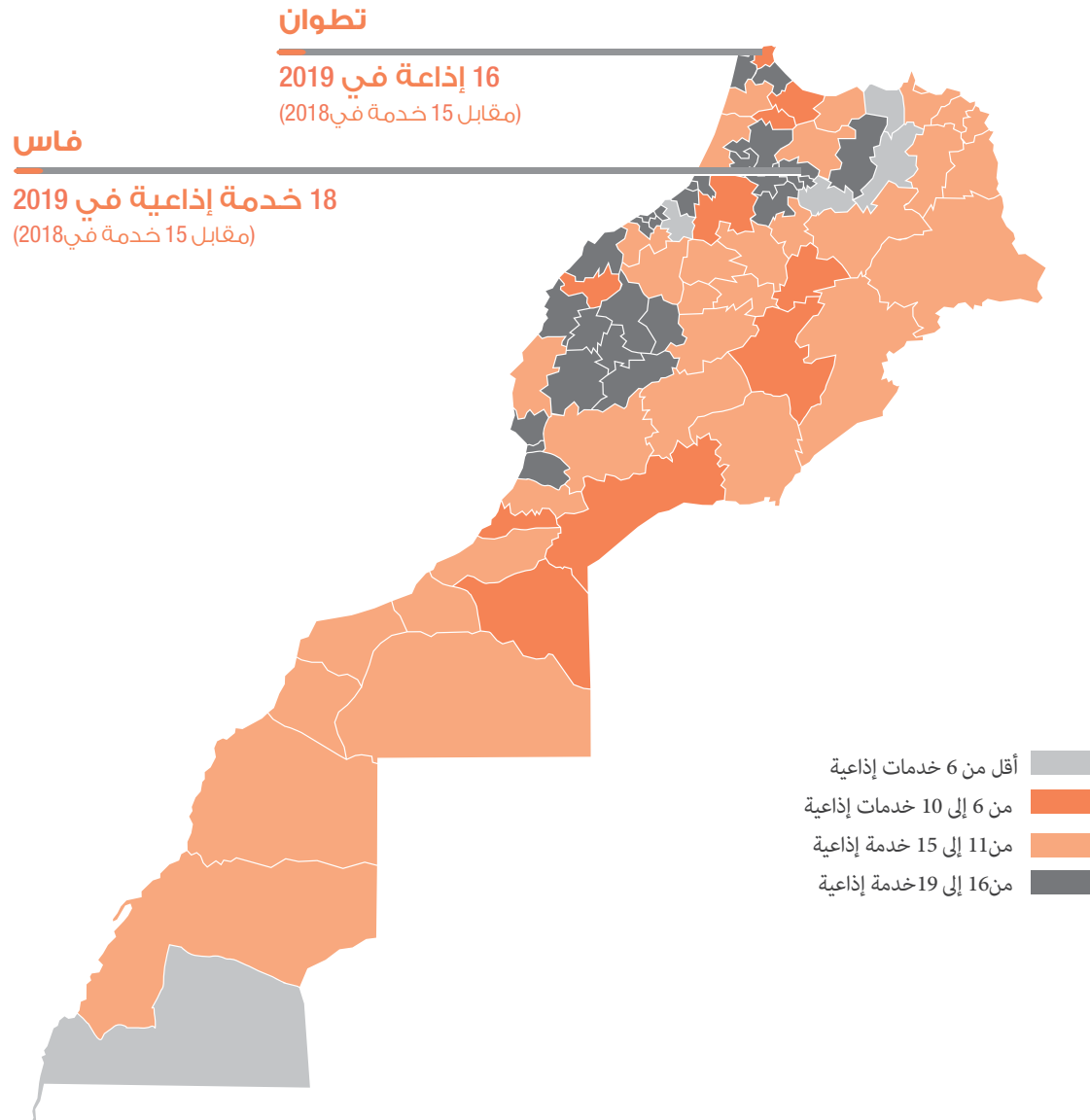


أقل من 6 خدمات إذاعية  
من 6 إلى 10 خدمات إذاعية

## التوزيع المجالي للخدمات الإذاعية الخاصة المبتوتة بالتنشكيل الترددى إف إم إلى حدود 31 دجنبر 2019

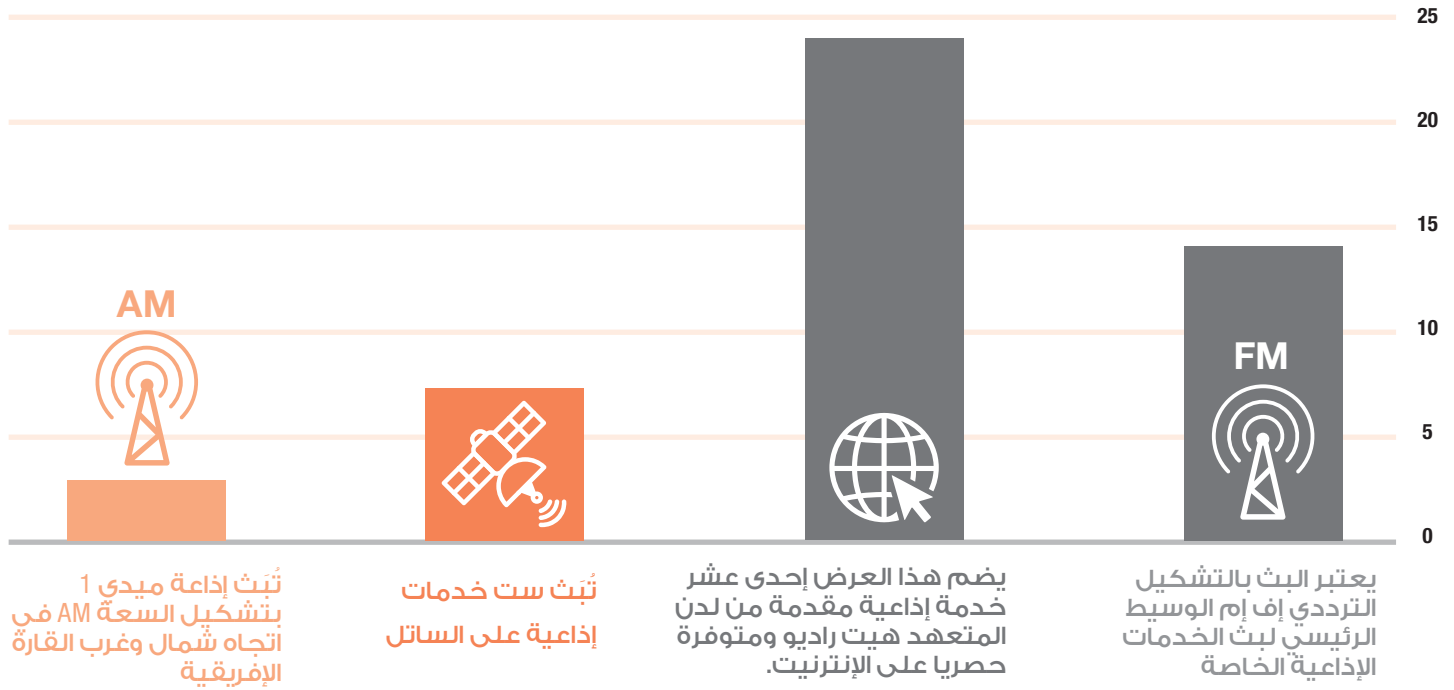


## التوزيع المجالي للخدمات الإذاعية المبتثوة بالتشكيل الترددي إف إم إلى حدود 31 دجنبر 2019





## وسائط بث الخدمات الإذاعية الخاصة



## وسائط بث الخدمات الإذاعية الخاصة



البوابة الإلكترونية  
للمتعهد



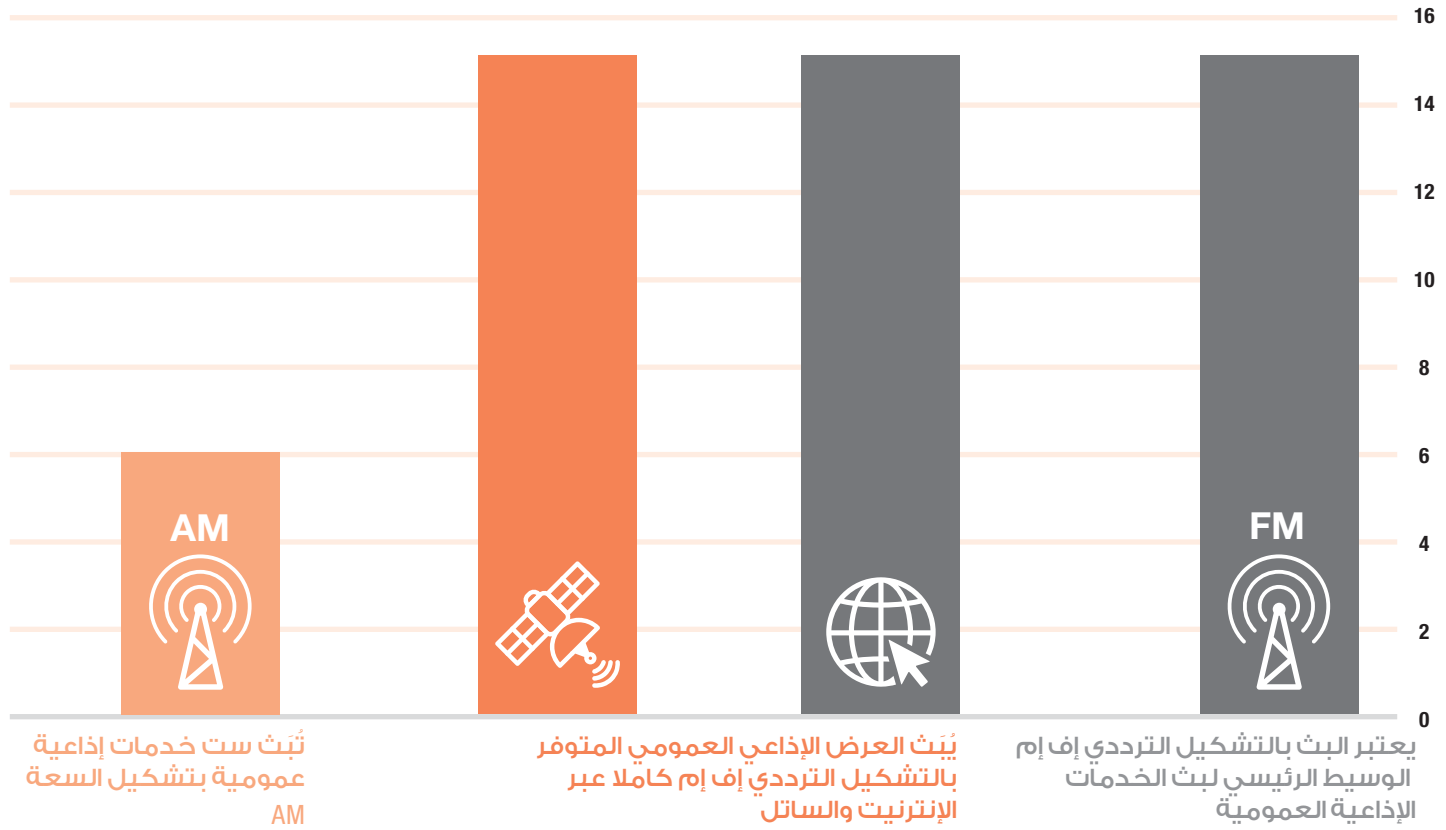
تطبيق نقال



مواقع إلكترونية  
أخرى



## حصة استعمال كل وسيط بث من طرف الخدمات الإذاعية العمومية



## وسائط بث الخدمات الإذاعية العمومية



البوابة الإلكترونية  
للمتعهد



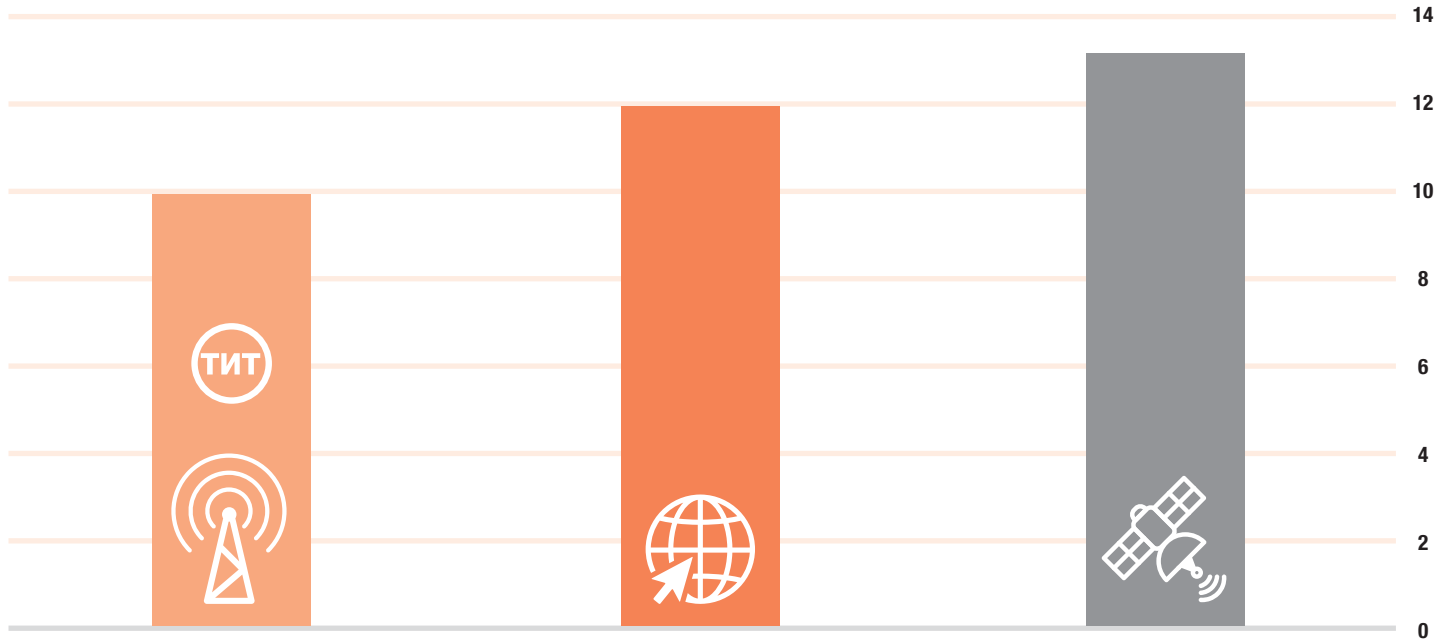
تطبيق نقال



مواقع إلكترونية أخرى



## حصة استعمال كل وسيط بث من طرف الخدمات التلفزيونية العمومية والخاصة



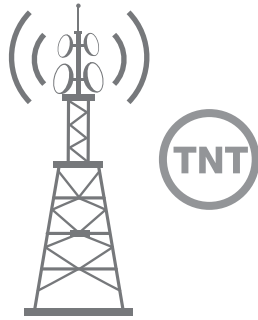
لا تُبث شدى تيفي على شبكة التلفزيون الرقمية الأرضية

لا تُبث أفلام تيفي على الإنترنت

يبقى الساتل الوسيط الرئيسي لبث الخدمات التلفزيونية الوطنية. ثلاث خدمات متفرعة عن ميدي 1 تيفي تُبث على الساتل: Arabic-Maghreb-Afrique



## وسائط بث الخدمات التلفزيونية العمومية والخاصة



التلفزة الرقمية الأرضية



الساتل



البوابة الإلكترونية  
للمتعهد



تطبيق نقال



مواقع إلكترونية أخرى



## 2. تطور القطاع السمعي البصري الوطني

### 1.2. العرض السمعي البصري الوطني

يضم المشهد السمعي البصري في المغرب، إلى غاية 31 دجنبر 2019:

القطاع العمومي، ويتكون من عشر خدمات تلفزيونية وست عشرة خدمة إذاعية، موزعة كما يلي:

- ثلاث قنوات تلفزيونية ذات برمجة عامة تغطي مجموع التراب الوطني (الأولى، القناة الثانية والقناة الأمازيغية)؛
- قناة تلفزيونية جهوية (قناة العيون)؛
- ست قنوات تلفزيونية موضوعاتية: (الرياضية، الثقافية، السادسة، أفلام، الأمازيغية والمغربية)؛
- خمس إذاعات ذات تغطية وطنية: (الإذاعة الوطنية، الإذاعة الأمازيغية، راديو دوزيم، الإذاعة الدولية وإذاعة محمد السادس للقرآن الكريم)؛
- أحد عشرة إذاعة ذات تغطية جهوية: إذاعات الدار البيضاء، فاس، مكناس، طنجة، الداخلة، العيون، مراكش، أكادير، الحسيمة، وجدة وتطوان).

القطاع الخاص، ويتكون من:

- أربع قنوات تلفزيونية (شدى تي في وميدي 1 تي في. تتكون هذه الأخيرة من ثلاث قنوات: ميدي 1 تي في عربية وميدي 1 تي المغرب الكبير وميدي 1 تي في إفريقيا)؛
- ثلاث وعشرين خدمة إذاعية<sup>6</sup> منها سبع إذاعات تبث بالتشكيل الترددي «إف إم» بتغطية وطنية، وأربع إذاعات تبث بالتشكيل الترددي «إف إم» بتغطية متعددة الجهات<sup>7</sup>، وشبكتان إذاعيتان بتغطية جهوية<sup>8</sup> وإذاعة واحدة بتغطية محلية متعددة<sup>9</sup>.

يغطي العرض الموضوعاتي للإذاعات والقنوات التلفزيونية المغربية بشكل خاص الرياضة، الأخبار، الموسيقى، الترفيه، فن العيش وفضلا عن الشؤون الدينية وقضايا المجتمع.



<sup>6</sup> دون احتساب قناتين تلفزيونيتين عبر الساتل («قناة شباب» و«القناة الوثائقية») وإذاعة بالتشكيل الترددي «إف إم» (يو راديو) حصلت على الترخيص ولم ينطلق بثها إلى حدود 31 دجنبر 2019.

<sup>7</sup> تشمل التغطية أقل من ستة أحواض استماع: إذاعات «أطلنتيك» و«كاب راديو» و«لوكس» و«أزوان»

<sup>8</sup> تشمل التغطية حوض استماع واحد: شبكة «إم إف إم» وشبكة «راديو بلوس».

<sup>9</sup> تقتصر التغطية على منطقتين أو أكثر (عدة مدن في هذه الحالة) داخل حوض استماع محدد: «راديو سوا».



الثقافة  
TNT: télévision numérique terrestre  
Nilesat: 1177 - Horizontal - 27500 - 5/6  
Hotbird: 10872 - vertical - 27500 - 3/4  
ArabSat 2E: 12883 - vertical - 27500 - 3/4



Silest - 1  
Hotbird - 1  
ArabSat - 1  
TNT - Télé



23  
العربية  
الفرنسية  
الإنجليزية  
الروسية  
الهندية  
البنغالية  
الباكستانية  
التركية  
البرغمية  
البنغالية  
الباكستانية  
التركية  
البرغمية





## وضع وتطور القطاع السمعي البصري الوطني

1.2. العرض السمعي البصري الوطني

2.2. السوق السمعي البصري الوطني

3.2. التجهيزات واستهلاك الإعلام

4.2. الإنتاج التلفزيوني الوطني

# 2

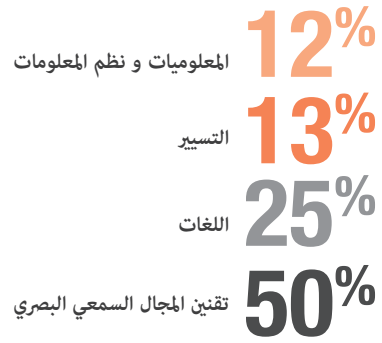
69-53





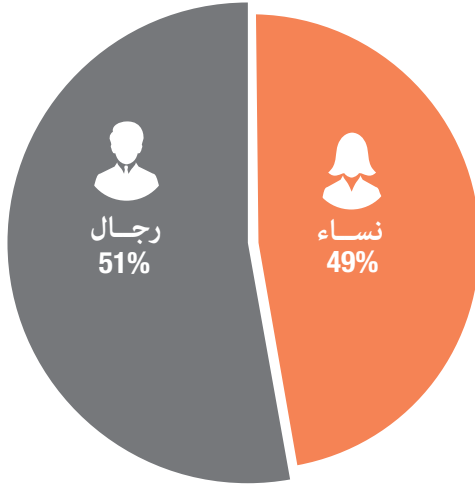


## التكوينات المنجزة - سنة 2019



وقد شارك أكثر من مائة إطار في لقاءات تناولت موضوعات هامة مثل الإعلام الرقمي، حماية الحياة الخاصة، التنوع في وسائل الإعلام، مكافحة العنف ضد المرأة في المضامين الإعلامية، تقنين الإعلام السمعي البصري، القضايا الصحية في البرامج السمعية البصرية، مكافحة قرصنة المضامين السمعية البصرية، إلخ.

كما نشير إلى أن تعزيز قدرات أطر الهيئة العليا تم أيضا من خلال استثمار فرص التبادل والتفاعل مع الخبراء وفي المؤتمرات الوطنية والدولية، حيث شاركت الهيئة العليا في أكثر من 69 مؤتمرا ومائدة مستديرة ومنتدى داخل وخارج المغرب.



تمثل النساء 49% من الموظفين الدائمين، ويشغلن، حسب معطيات سنة 2019، حوالي 30% من مناصب المسؤولية داخل المديرية العامة (مديرات، مسؤولات وحدات، إلخ)

**تشغل النساء 29% من مناصب المسؤولية**  
(المحراء و رؤساء المصالح)\*

نفس نسب سنة 2018

المرتبطة بمهن تقنين الاتصال السمعي البصري. وقد تم إجراء أكثر من 30 يومًا من التكوين، بمعدل تغطية شمل 19% من الموظفين من مختلف الفئات.

في إطار حرصها على تطوير قدرات رأس مالها البشري، برمجت الهيئة العليا على مدى سنة 2019 ثمانية برامج تكوينية، من أجل تعزيز القدرات التقنية



دورة تكوينية في اقتصاديات وتمويل الإعلام السمعي البصري بالرباط لفائدة أطر الهيئة العليا بشراكة مع المعهد الوطني للسمعيات والمرئيات الفرنسي

## الحكامة الخاصة بالتدبير المالي

رسوم استغلال الترددات الراديوية (الجريدة الرسمية رقم 6692 بتاريخ 19 يوليو 2018).

وفي سنة 2020، سيتم تسجيل انخفاض إضافي في موارد الهيئة العليا المتأتية من الأتاوي يقدر بـ 12% (أي ما يعادل 1.882.482.79 درهما)، بسبب إنهاء البث التناظري الأرضي والانتقال إلى البث التلفزيوني الرقمي الأرضي المقرر شهر ماي 2020.

فضلا عن ذلك، ووفقاً لرؤيتها الإستراتيجية الرامية لتحسين المنتظم لحكمتها الداخلية والأدوات اللازمة لحسن تنفيذ مهامها الموكلة إليها بموجب القانون، حافظت الهيئة العليا على جهودها الاستثمارية، لاسيما في مجال النجاعة الطاقية. وتكتسب هذه الجهود الاستثمارية أهمية أكبر في مجال تطوير النظم المعلوماتية بهدف تقوية روافع تقنين مستنير وأكثر قربا من المواطنين ومتعدي الاتصال السمعي البصري.

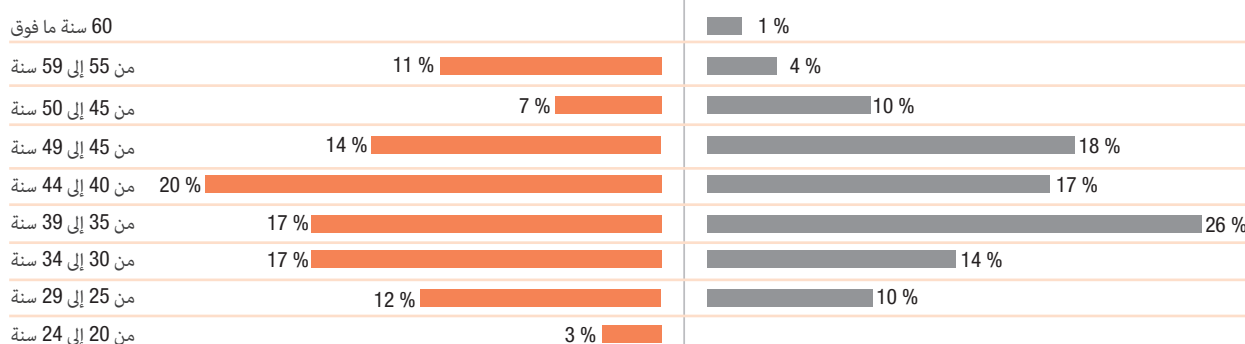
واصلت الهيئة العليا خلال سنة 2019 جهودها الرامية إلى تعزيز مساطر الحكامة بمزيد من الصرامة والنجاعة في تدبير نفقاتها، لاسيما تلك المتعلقة بالتسيير، على الرغم من انكماش مواردها وعدم الزيادة في المنحة المالية المخصصة لها من الميزانية العامة للدولة منذ سنة 2005.

تجدر الإشارة إلى أن موارد الهيئة العليا المتأتية من الأتاوي المحصلة من المتعهدين لاستغلال الترددات، عرفت سنة 2019 انخفاصاً بنسبة 54% مقارنة بسنة 2017 (ما يعادل 18 585 352,22 درهماً). يعزى هذا الانخفاض، الذي يعود لمبادرة من الهيئة العليا، إلى المراجعة التنظيمية لطريقة احتساب الأتاوي المتعلقة باستغلال الترددات بهدف تعزيز الإنصاف المجالي مع مراعاته للفوارق السوسيو-اقتصادية والمجالية بين مختلف مناطق البلاد. تم هذا اعتماد هذه المراجعة بقرار وزير الصناعة والتجارة والاستثمار والاقتصاد الرقمي رقم 2045.18 الصادر بتاريخ 20 يونيو 2018 والقاضي بتحديد

## الموارد البشرية

ظل عدد العاملين بالمديرية العامة للاتصال السمعي البصري خلال سنة 2019 شبه ثابت (154 مقابل 155 سنة 2018). وبلغت نسبة تأطير الموارد البشرية للمؤسسة 82%، بمتوسط أعمار في حدود 41.5 سنة.

## هرم الأعمار - سنة 2019



## 4.1. الحكامة والحياة الداخلية

### إعمال مقتضيات قانون الحق في الحصول على المعلومات

والمعطيات المتعلقة بانتدابها المؤسسي، بتأمين نشرها الاستباقي والدائم على موقعها الإلكتروني [www.haca.ma](http://www.haca.ma).

تتعلق المعلومات الموفرة للعموم بتقنين قطاع الاتصال السمعي البصري، ولاسيما النصوص التشريعية والتنظيمية المنظمة للقطاع، قرارات المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري، دفاتر تحملات الخدمات الإذاعية والتلفزيونية الحاصلة على تراخيص، الترددات المشغلة من طرف المتعهدين، التغطية المجالية للخدمات، مساطر تقديم ومعالجة الشكايات، مساطر طلب الترخيص والإذن، البيانات الفصلية لتعددية التعبير عن تيارات الفكر والرأي والتقرير السنوي للهيئة العليا.

تبث عبر الإنترنت) وتحسين جودة التسجيل. كما شُرع في توسيع منصة التفاعل مع المتعهدين (HACABridges) وهو ما أتاح عبر إدراج وحدات وظيفية جديدة، استخداماً أكثر شمولية وأكثر ملاءمة وأكثر أماناً لهذه المنصة من قبل المتعهدين (إيداع المعطيات عن بعد، الاستشارة والإشعار).

من جهة أخرى، تواصل الهيئة العليا جهودها لتنفيذ توصيات افتتاح أمن أنظمتها المعلوماتية المجرى سنة 2016.

في سياق تنفيذ مقتضيات القانون رقم 13-31 المتعلق بالحق في الحصول على المعلومات، ووعياً منها بضرورة تقوية آليات الحكامة الهادفة إلى تشجيع التفاعل مع محيطها بشكل عام، ومع المواطنين بشكل خاص، عينت الهيئة العليا سنة 2019 الأشخاص المكلفين بتلقي طلبات الحصول على المعلومات ومعالجتها وتوفير المعلومات المطلوبة. كما يتولون تقديم المساعدة الضرورية، عند الاقتضاء، في صياغة طلبات الحصول على المعلومات من طرف العموم. ومن أجل تنفيذ أمثل للإجراءات التي ينص عليها قانون الحق في الحصول على المعلومات، سارعت الهيئة العليا إلى توفير العديد من المحتويات

### تعزيز رقمنة أدوات التقنين

تولي الهيئة العليا أولوية لتطوير نظمها المعلوماتية، والتي تعمل على تحديثها بصفة منتظمة للاستجابة بشكل استباقي لتطور حاجيات التقنين في مجال الاتصال السمعي البصري، لاسيما فيما يتعلق بتتبع البرامج وتصنيفها وجمع البيانات الاقتصادية حول القطاع.

ولتحقيق ذلك، واصلت المصالح التقنية التابعة للهيئة العليا جهودها لتطوير الحل المعلوماتي لتتبع البرامج السمعية البصرية (HACA Media Solutions - HMS) عبر دمج أنماط جديدة لاستقبال البرامج (الإذاعات والقنوات التي







الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري بالأسبوع العالمي للدراسة الإعلامية الذي نظّمته اليونسكو بـغوتبورغ (السويد)



الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري بمعرض الإذاعة والصوتيات الرقمية بباريس



وفد عن الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري بالدورة 39 لاتحاد إذاعات الدول العربية بالخرطوم



الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري بالمنتدى الأورومتوسطي للنساء من أجل الحوار بعمان



الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري بورشة حول حضور النساء في الإعلام بمنتدى مؤسسة آنا ليند بعمان



الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري بمنتدى التعاون الصيني العربي في مجال الإذاعة والتلفزيون بهانغتشو (الصين)



الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري بندوة دولية بياوندي حول محاربة قرصنة المضامين السمعية البصرية على الدعامات الرقمية بإفريقيا



الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري بندوة جهوية بالرباط حول الإعلام والهجرة



وفد عن الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري بالمنتدى الدولي لهيئات التقنين بلندن



الهيئة العليا للاتصال السمعي بورشة دولية بتونس حول المعالجة الإعلامية لقضايا العنف ضد النساء



وفد عن الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري بالمنتدى العالمي للديمقراطية بستراسبورغ



وفد عن الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري بأشغال الاجتماع السنوي للمؤتمر الدائم للسمعي البصري بحوض البحر الأبيض المتوسط المنعقد بسبليت بكرواتيا



## التعاون مع المؤسسات الأوروبية

استدامة الحكامة الديمقراطية وحقوق الإنسان في جنوب البحر المتوسط.» شكل هذا الاجتماع، على وجه الخصوص، فرصة لتحديد، بمعية كبار مسؤولي مجلس أوروبا، سبل التعاون في مجالات الدراية الإعلامية، تقنين الإعلام الرقمي ومكافحة العنف ضد النساء في الإعلام.

تجدر الإشارة أيضًا إلى أنه قد تمت دعوة الهيئة العليا مجددًا سنة 2019 للمشاركة في اجتماعات اللجنتين الفرعيتين لخبراء اللجنة التوجيهية المتعلقة بالإعلام ومجتمع المعلومات بمجلس أوروبا: لجنة الخبراء في الصحافة ذات الجودة في الزمن الرقمي ولجنة الخبراء في الذكاء الاصطناعي.

شاركت الهيئة العليا يوم 5 نونبر بستراسبورغ، بصفتها عضوًا في المرصد الأوربي للسمعي البصري، التابع لمجلس أوروبا ومهمته جمع المعطيات القانونية والاقتصادية حول الصناعة السمعية البصرية الأوروبية وإجراء دراسات مقارنة، في أشغال الاجتماع الثاني والستين للمجلس التنفيذي للمرصد الذي سترأسه الهيئة العليا سنة 2020.

وفي الإطار الموسع لشراكة الجوار بين المغرب ومجلس أوروبا، كانت الهيئة العليا ضمن الوفد المغربي الرسمي المشارك يومي 16 و17 شتنبر ببروكسل في اجتماع لجنة القيادة الإقليمية «برنامج جنوب 3» (2018-2020) الممول بشكل مشترك من الاتحاد الأوروبي ومجلس أوروبا تحت عنوان «ضمان

## المنتديات الدولية والملتقيات الموضوعاتية الأخرى ذات الأهمية

(يومي 11-12 شتنبر)؛ الأسبوع العالمي حول الدراية الإعلامية لليونسكو بغوتبورغ (يومي 24-25 شتنبر)؛ مؤتمر «الإعلام 2020» لاتحاد راديو وتلفزيون آسيا والمحيط الهادئ ببوخارست (يومي 3-4 أكتوبر)؛ المنتدى الدولي لهيئات التقنين للمعهد الدولي للاتصالات بلندن (يومي 7-8 أكتوبر)؛ منتدى التعاون العربي الصيني في مجال البث الإذاعي والتلفزيوني بهانغتشو (أيام 9-22 أكتوبر)؛ ملتقى الاتحاد الدولي للصحافة الفرنكوفونية بياوندي (يومي 19-20 نونبر)؛ الورشة الدولية حول المعالجة الإعلامية للهجرة للمنظمة الدولية للهجرة بالرباط (يومي 10-11 دجنبر) والاجتماع السنوي لاتحاد إذاعات الدول العربية بالخرطوم (أيام 10-13 دجنبر).

في إطار اليقظة المهنية، شاركت الهيئة العليا في العديد من الاجتماعات والمؤتمرات الدولية التي جمعت الفاعلين المؤسسين والإعلاميين والنشطاء الجمعويين والأكاديميين لمناقشة الموضوعات المتعلقة بتطور الممارسات الإعلامية، التحول الرقمي للاتصالات، الدراية الإعلامية، إلخ.

كما حضرت وفود عن الهيئة العليا تظاهرات ومواعيد مهنية دولية، نذكر منها: معرض الإذاعة والصوتيات الرقمية بباريس (أيام 24-26 يناير)؛ الدورة الأولى من المؤتمر الأوروبي حول الدراية الإعلامية ببروكسل (يوم 19 مارس)؛ الاجتماع السنوي للمؤتمر الدائم للسمعي البصري المتوسطي بسبليت (أيام 4-6 أبريل)؛ المنتدى الدولي حول المساواة بين الجنسين بتونس (يوم 26 أبريل)؛ المنتدى الأورومتوسطي نساء من أجل الحوار لمؤسسة أنا ليند بعمان

السمعي البصري، وكذا مساهمتها في تعزيز قيم المناصفة والعيش المشترك ومكافحة خطاب الكراهية في المضامين الإعلامية.

استقبلت رئيسة الهيئة العليا أيضا، سنة 2019، العديد من السفراء ورؤساء البعثات الدبلوماسية، حيث قدمت لهم، بشكل خاص، شروحات عن الانتداب المؤسسي للهيئة العليا ودورها في الترسخ الديمقراطي وضمان حرية الاتصال



الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري تستقبل عددا من السفراء بالمغرب: سعادة السيد جون فرانسوا جيرو، سفير فرنسا، سعادة السيد لي لي سفير الصين، سعادة السيد ياروسلاف كوفال، سفير أوكرانيا ورئيس مجموعة السفراء الأوربيين بالمغرب، سعادة السيد أحمد أيمن دوغان، سفير تركيا، سعادة السيد زكاليا كوطي، سفير بوركينا فاسو وسعادة السيد موتونوبو كاساجيما، المندوب العام لفيدرالية الوالي-بروكسيل.



كما استقبلت رئيسة الهيئة العليا، يومي 28 و 29 نونبر 2019، السيد روك أوليفييه ميستر، الرئيس الجديد للمجلس الأعلى للسمعي البصري بفرنسا.



الرئيسة والمدير العام للهيئة العليا للاتصال السمعي البصري يستقبلان السيد روك أوليفييه ميستر، رئيس المجلس الأعلى للسمعي البصري الفرنسي.



السيد خوسي ماريا مارين كيمادا، رئيس اللجنة الوطنية للأسواق والمنافسة بإسبانيا، يستقبل وفدا عن الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري

من جهة أخرى، وفي إطار تقوية الروابط مع بعض هيئات الضفة الشمالية للبحر الأبيض المتوسط، أجرى وفد عن الهيئة العليا تتقدمه رئيستها، زيارة اطلاع وتشاور إلى إسبانيا، عقد خلالها اجتماع يوم 15 أبريل بمدير مع رئيس اللجنة الوطنية للأسواق والمنافسة واجتماع آخر يوم 16 أبريل ببرشلونة مع رئيس المجلس السمعي البصري بكاتالونيا.

كما التقى وفد عن الهيئة العليا يوم 25 يونيو بلشبونة مع مسؤولي هيئة تقنين الاتصال الاجتماعي للاطلاع على النموذج البرتغالي لتقنين وسائل الإعلام الكلاسيكية والرقمية.



رئيس هيئة تقنين الاتصال الاجتماعي بالبرتغال يستقبل وفدا عن الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري

شتنبر، الهيئة العليا للصحافة والسمعيات البصريات بموريتانيا يوم 4 أكتوبر واللجنة الوطنية للإعلام بغانا يوم 22 أكتوبر. تضمن جدول أعمال هذه الزيارات مواضيع تهتم النموذج المغربي لتقنين الاتصال السمعي البصري، وتبادل الخبرات في مجال تعزيز أدوات التقنين وتقوية العمل الإفريقي في مجال تقنين الإعلام.



علاوة على ذلك، أجرت وفود رفيعة المستوى تمثل هيئات نظيرة من إفريقيا وأوروبا زيارات عمل إلى مقر الهيئة العليا: المجلس الأعلى للاتصال ببوركينا فاسو خلال أيام 5-7 مارس، الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري بالكوت ديفوار يومي 24 و25 يوليو، الهيئة العليا للسمعي البصري والاتصال ببنين يوم 4



السادة رهي بروسير موريتي، رئيس الهيئة العليا للسمعي البصري والاتصال ببنين، وحمود ولد محمد، رئيس السلطة العليا للصحافة والسمعيات البصرية بموريتانيا، وروني بورغوان، المدير العام للهيئة العليا للاتصال السمعي البصري بالكوت ديفوار ووفد عن المجلس الأعلى للاتصال ببوركينا فاسو، في زيارة لمقر الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري بالرباط.



## العلاقات مع الهيئات النظرية

الأعلى للاتصال ببوركينا فاسو في دجنبر 2019. تجدر الإشارة إلى أنه بمناسبة تركيب نظام HMS لدى الهيئة البوركينابية، تم بالعاصمة واغادوغو استقبال رئيسة الهيئة العليا من طرف فخامة السيد روك مارك كريستيان كابوري، رئيس جمهورية بوركينا فاسو.

شهدت سنة 2019 تعزيزا مكثفا للعلاقات الشنائية وتبادل الخبرات بين الهيئة العليا وهيئات التقنين النظرية. وهكذا، تم تركيب نظام (HACA Media Solutions - HMS) الذي طورته الهيئة العليا والخاص بتتبع البرامج السمعية البصرية، لدى الهيئة العليا للاتصال بمالي في يناير 2019 والمجلس



السيد بنعيسى عسلون، المدير العام للهيئة العليا للاتصال السمعي البصري، في زيارة عمل للهيئة العليا للاتصال بمالي



فخامة السيد روك-مارك كريستيان كابوري، رئيس جمهورية بوركينا فاسو، يستقبل بالقصر الرئاسي لكوسيام بوغادوغو، رئيسة الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري



التوقيع بمراكش على اتفاقية شراكة بين الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري والمجلس الوطني للصحافة والسمعي البصري بجمهورية القمر المتحدة

كما تم توقيع اتفاقية شراكة يوم 25 مارس بمراكش، مع المجلس الوطني للصحافة والسمعي البصري بجزر القمر في أفق تركيب نظام HMS لديه.



وفد الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري بندوة من تنظيم المنصة الإيرو-أمريكية لهيئات تقنين الاتصال السمعي البصري بمكسيكو

المؤسسي وهمت مواضيع متعددة، مثل مكافحة قرصنة المضامين السمعية البصرية عبر الإنترنت خلال الندوة التي نظمتها الشبكة الإفريقية لهيئات تقنين الاتصال بياوندي يومي 25 و26 نونبر، وتحديات تقنين السمعي البصري أمام تقارب وسائل الإعلام والاتصالات والإنترنت خلال المؤتمر الذي نظمته منصة هيئات تقنين السمعي البصري الإيروالأمريكية بمكسيكو يوم 14 نونبر من نفس السنة.

شاركت الهيئة العليا أيضا خلال سنة 2019، في العديد من الاجتماعات التنظيمية التي عقدتها شبكات هيئات التقنين، في إطار التزاماتها المتعددة الأطراف، وذلك إما بصفتها عضوا أو عضوا ملاحظا أو مدعوا دائما، على غرار الاجتماع التاسع والأربعين للمنصة الأوروبية لهيئات التقنين بسرايفو يومي 30 و31 ماي، والمؤتمر السادس لرؤساء الشبكة الفرنكوفونية لهيئات تقنين الإعلام بتونس يومي 6 و7 شتنبر.

قدمت الهيئة العليا خلال سنة 2019، مساهمة منتظمة في التفكير الجماعي الذي يعرفه مجتمع التقنين بشأن القضايا الكبرى ذات الصلة بانتدابه



## 3.1. التعاون الدولي

تميزت سنة 2019 بدينامية خاصة للعمل الدولي للهيئة العليا، مما أعطى دفعة جديدة لعلاقات الشراكة وروابط التعاون مع الهيئات الإفريقية والمتوسطة النظرية.

### شبكات التعاون بين هيئات التقنين

يوم 25 مارس بمراكش، في إطار التحضير لأشغال اللجنة التوجيهية لشبكة الهيئات الإفريقية لتقنين الاتصال، التي كان من المقرر عقد اجتماعها بعد أسابيع قليلة، وذلك يوم 11 يونيو، والتي تمخض عنها اعتماد خارطة الطريق 2019-2020 لهذه المنصة القارية.

اضطلعت الهيئة العليا بصفقتها نائبا لرئيس شبكة الهيئات الإفريقية لتقنين الاتصال، على مدى سنة 2019، بدورها كاملا في دعم رئاسة الشبكة التي يتولاها المجلس الوطني للاتصال بالكاميرون. هكذا، بادرت الهيئة العليا إلى عقد اجتماع عمل وتساور مع أعضاء المجلس الوطني للاتصال بالكاميرون



اجتماع عمل بمراكش بين الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري، نائبة رئيس الشبكة الإفريقية لهيئات تقنين الاتصال، ونظيرها الكاميروني، المجلس الوطني للاتصال، الرئيس الحالي للشبكة

## النظام الأساسي للجنة الإفريقية للسمعي البصري والسينما

تعد اللجنة الإفريقية للسمعي البصري والسينما وكالة متخصصة تابعة للاتحاد الإفريقي، مهمتها تطوير وتقوية الصناعة السمعية البصرية والسينمائية في البلدان الأفريقية. وقد تم اعتماد نظامها الأساسي خلال الدورة العادية الثانية والثلاثين لمؤتمر رؤساء دول وحكومات الاتحاد الإفريقي في فبراير 2019، وتبقى العضوية فيها مفتوحة للدول الأعضاء في الاتحاد الإفريقي.

في أفق توقيع المغرب على النظام الأساسي للجنة الإفريقية للسمعي البصري والسينما، أبدت الهيئة العليا رأيها وملاحظاتها بخصوصه لوزارة الشؤون الخارجية والتعاون الإفريقي والمغاربة المقيمين بالخارج. في هذا الصدد، اعتبرت الهيئة العليا أنه يتعين صياغة معايير دقيقة لتعريف عمل سمعي بصري ذي أصل إفريقي وتحديد حصص بث لهذه الأعمال تكون أكثر واقعية وأكثر ملاءمة مع وضعية المنظومة الإعلامية بالقارة.

## الميثاق الوطني لأخلاقيات الصحفي المهني

وأكدت الهيئة العليا في رأيها على عدة مبادئ، منها على الخصوص مسؤولية متعهدي الاتصال السمعي البصري في إرساء أدوات التقنين الذاتي وضرورة الأخذ بعين الاعتبار الفرق بين قواعد الأخلاقيات المنبثقة من المهنة وأحكام النظام العام التي يضعها المشرع.

بناء على طلب من المجلس الوطني للصحافة، قدمت الهيئة العليا رأياً في مشروع الميثاق الوطني لأخلاقيات الصحفيين المهنيين، تضمن ملاحظات تستند على التراكم المؤسسي المستخلص من تجربتها كهيئة تقنين للاتصال السمعي البصري.

## تقرير المقررة الخاصة للجنة الأمم المتحدة لحقوق الإنسان حول الأشكال المعاصرة للعنصرية والتمييز العنصري وكراهية الأجانب وأشكال التمييز الأخرى

وكانت الهيئة العليا قد استقبلت بتاريخ 20 دجنبر 2018، وفدا عن المقررة الخاصة قدمت له بهذه المناسبة الإطار المعياري والتقدم المحرز في مجال تقنين الإعلام والمعالجة الإعلامية للقضايا ذات الصلة بمكافحة أشكال التمييز وتعزيز التنوع الثقافي واللغوي.

بناء على طلب من وزارة الدولة المكلفة بحقوق الإنسان، أبدت الهيئة العليا، بتاريخ 12 أبريل 2019، رأيها في مشروع تقرير المقررة الخاصة للجنة الأمم المتحدة لحقوق الإنسان حول الأشكال المعاصرة للعنصرية والتمييز العنصري وكراهية الأجانب وأشكال التمييز الأخرى.



الهيئة العليا تستقبل وفد المقررة الخاصة للجنة الأمم المتحدة لحقوق الإنسان المعنية بالأشكال المعاصرة للعنصرية والتمييز العنصري وكراهية الأجانب وأشكال التمييز الأخرى



## تعزير حقوق الأشخاص في وضعية إعاقة

في إطار تنزيل السياسة الوطنية للنهوض بحقوق الأشخاص في وضعية إعاقة، تشارك الهيئة العليا في أشغال لجنتين وطنيتين لقيادة المشروعين التاليين:

**المشروع رقم 1:** معيرة لغة الإشارة، كما طورتها وزارة التضامن والتنمية الاجتماعية والمساواة والأسرة؛

**المشروع رقم 2:** النهوض بالمقاربة المبنية على الحقوق الإنسانية في فهم وتمثّل الإعاقة في المغرب، كما دعت لذلك أربع منظمات تابعة للأمم المتحدة وهي: اليونسكو، برنامج الأمم المتحدة الإنمائي، صندوق الأمم المتحدة للسكان ومنظمة الصحة العالمية.

تتمثل مساهمة الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري في ثلاثة محاور ذات صلة بمجال اختصاصها كما هو محدد قانونا، وهي:

- تعزير الولوجية إلى البرامج التلفزية؛
- تحسين مشاركة الأشخاص في وضعية إعاقة في البرامج السمعية والبصرية؛
- حماية حقوق وحرريات الأشخاص في وضعية إعاقة ومحاربة الصور النمطية في البرامج السمعية البصرية.

## التقرير حول تنفيذ توصيات الدورة الثالثة للاستعراض الدوري الشامل في مجال حقوق الإنسان

في إطار التحضير لهذا التقرير، وبطلب من وزارة الدولة المكلفة بحقوق الإنسان، قدمت الهيئة العليا خلال سنة 2019 مجموع المقتضيات المؤطرة للقطاع السمعي البصري والموجهة لضمان حرية التعبير وولوج الأشخاص الصم وضعاف السمع إلى الإعلام، والمساواة بين الجنسين والتنوع اللغوي.

يتمثل الاستعراض الدوري الشامل في تقديم منجزات جميع الدول الأعضاء بالأمم المتحدة في مجال حقوق الإنسان، مع تمكين كل دولة من استعراض التدابير التي اتخذتها لتحسين وضعية حقوق الإنسان داخل حدودها الترابية.

## إعداد التقرير الوطني التاسع عشر والعشرين والواحد والعشرين حول تنفيذ الاتفاقية الدولية للقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري

في تفاعلها مع طلب وزارة الدولة المكلفة بحقوق الإنسان، ساهمت الهيئة العليا في صياغة الرد الوطني حول تنفيذ التزامات المملكة المغربية في إطار الاتفاقية الدولية للقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري.

في هذا الإطار، قامت الهيئة العليا بتوفير جميع الوثائق المتعلقة بالإطار القانوني والتنظيمي الذي يحدد التزامات متعهدي وسائل الاتصال السمعي

البصري في مجال مكافحة جميع أشكال التمييز العنصري، كما أتاحت للوزارة المعنية جميع المعطيات المتعلقة بمجهودات التحسيس التي قامت بها هيئة التقنين لدى الفاعلين الإعلاميين بخصوص هذه القضية.



## 2.1. المساهمة في الاستراتيجيات القطاعية ذات الصلة بالسياسات العمومية

بصفتها مؤسسة دستورية منخرطة في دعم المبادئ الحاملة للحقوق الإنسانية، تتلقى الهيئة العليا طلبات من قطاعات وزارية ومؤسسات أخرى لإبداء رأيها في الاستراتيجيات والتوجهات والتدابير الإجرائية المتعلقة بتفعيل الحقوق الأساسية مثل حرية التعبير، التنوع اللغوي، حقوق الطفل، المساواة بين الرجال والنساء، الحق في الصحة، الولوجية للأشخاص في وضعية إعاقة والكرامة الإنسانية، إلخ.

### الخطة الحكومية للمساواة (إكرام 2)

تبثها مختلف الخدمات التلفزيونية والإذاعية، لرصد الصور النمطية المبنية على النوع والنواقص المرتبطة بحضور المرأة في هذه البرامج. يمكن تتبع البرامج من تقييم التقدم المحرز وفقا للهدف الذي حدده برنامج «مساواة» والمتمثل في «الرفع من حضور النساء في برامج النقاش التلفزيونية بنسبة 20%». وسجلت التقارير المحلية التي أعدتها الهيئة العليا برسم سنة 2019، تطورا في نسبة حضور النساء في هذه البرامج تجاوز الهدف المحدد في 20%.

انخرطت الهيئة العليا في برنامج «مساواة Egalité/Moussawat» منذ دجنبر 2018. يسعى هذا البرنامج إلى دعم تنفيذ الخطة الحكومية الخماسية «إكرام 2»، والتي تنسقها كل من وزارة المالية ووزارة التضامن والتنمية الاجتماعية والمساواة والأسرة. يهدف برنامج «مساواة» إلى «المساهمة في تحقيق المساواة بين الجنسين بالمغرب بالارتكاز على مقاربة الحقوق الإنسانية». وتتمثل مساهمة الهيئة العليا في تتبع البرامج الإخبارية وبرامج النقاش حول قضايا الشأن العام التي

### الاستراتيجية الوطنية للوقاية ومراقبة الأمراض غير السارية

- شاركت الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري في تحضير مخطط العمل متعدد القطاعات لإعمال الاستراتيجية الوطنية للوقاية ومراقبة الأمراض غير السارية (2019-2029)، التي تنسقها وزارة الصحة. تتمثل مساهمة الهيئة العليا في أربعة أورش:
- بلورة ميثاق التغذية الذي سيستجمع توافق الوزارات المختصة وهيئة الأطباء ومتعهدي الاتصال السمعي البصري والمعلنين والمنتجين؛
- تحيين وتملك توصية الهيئة العليا الخاصة بالبرامج الصحية (قرار المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري رقم 17-14 الصادر في 15 يونيو 2017)؛
- إجراء عمليات تتبع للبرامج لتقييم التغطية الإعلامية لحملات التواصل المتعلقة بنشر الاستراتيجية الوطنية للوقاية ومراقبة الأمراض غير السارية؛
- تقنين المضامين السمعية البصرية المتعلقة بقضايا الصحة.

## أنشطة مرتبطة بتدبير الترددات

توجت أشغال هذا المؤتمر، والذي عرف مشاركة ما يناهز 3500 مفوض يمثلون الدول الأعضاء بالاتحاد الدولي للاتصالات الراديوية علاوة على مجموعة من الفاعلين في قطاع الاتصالات الراديوية من جميع أنحاء العالم، باعتماد مجموعة من القرارات، من بينها تحديد نطاقات تردد إضافية (24.25-27.5 جيجاهرتز، 37-43.5 جيجاهرتز، 45.5-47 جيجاهرتز، 47.2-48.2 جيجاهرتز، 66-71 جيجاهرتز) منسقة على الصعيد العالمي تخص الاتصالات المتنقلة الدولية (IMT) بما في ذلك IMT-2020 (الجيل الخامس (5G)، فضلاً عن تحديد القضايا التي سيتم النظر فيها خلال المؤتمرات المقبلة. كما تم خلال هذا المؤتمر اعتماد إعلان يعكس التزام الاتحاد الدولي للاتصالات بتحقيق المساواة والتكافؤ بين الجنسين وتشجيع استخدام التكنولوجيا الرقمية كمحرك لتمكين السياسي والاقتصادي والاجتماعي للنساء والفتيات.

وفي إطار تتبع التكنولوجيا المرتبط بمهمة تدبير الترددات، شاركت الهيئة العليا في سلسلة الاجتماعات التحضيرية التي دعت إليها وزارة الصناعة والتجارة والاقتصاد الأخضر والرقمي، للإعداد للمؤتمر العالمي للاتصالات الراديوية لسنة 2019 الذي احتضنته مدينة شرم الشيخ (مصر) في المدة الممتدة من 28 أكتوبر إلى 22 نونبر 2019. كان الهدف من هذا الاجتماع التحضيري هو تدارس التقارير المقدمة من طرف مختلف مجموعات العمل واللجان المحدثة عقب المؤتمر العالمي للاتصالات الراديوية لسنة 2015 وبلورة موقف وطني موحد حول النقاط المدرجة في جدول أعمال المؤتمر.

في نفس السياق، شاركت الهيئة العليا في أشغال المؤتمر العالمي للاتصالات الراديوية لسنة 2019 وذلك إلى جانب الوكالة الوطنية لتقنين المواصلات في إطار البعثة المغربية.

## المراقبة التقنية وتتبع الانتشار

- مراقبة وضعية الانتشار لدى متعهدي الخدمات الإذاعية؛
- تقييم التغطية الإذاعية في المناطق المذكورة وكذا على طول المحاور

الطرقية الرابطة بين المدن والمناطق المجاورة.

- قامت المصالح التقنية للهيئة العليا بأربع مهام ميدانية للمراقبة والقياس في مدن الرباط وضواحيها (سلا-الصخيرات-تماسنا-تمارة-بوزنيقة-سيدي بوقنادل-سيدي علال البحراوي) والدار البيضاء والمحمدية وبرشيد والمناطق المحيطة بها ومكناس وفاس وسيدي قاسم والحاجب والخميسات، كان الهدف منها:
- قياس مستوى البث لمجموعة من الترددات في إطار البحث عن ترددات جديدة قابلة للاستعمال من طرف المتعهدين الإذاعيين؛



الهيئة العليا في إحدى مهامها الميدانية لمراقبة وقياس الترددات

سيدي إفني وطانطان - طرفاية - العيون. كما أكدت القياسات أن محطات البث المشغلة على الترددات المذكورين أعلاه تقع في جزر الكناري، وأن البث الناتج يشكل تشويشا لثلاثة ترددات وطنية. وحيث أن هذين الترددات غير مسجلين في الملف الدولي للترددات وغير منسقين بشكل ثنائي مع المغرب، فلقد تم إخطار إدارة إسبانيا عبر مساطر الوكالة الوطنية لتقنين المواصلات من أجل وضع حد للتشويش المسجل بطلب وقف بث «Radio Adventista» من جزر الكناري.

وتفاعلا مع شكاية بخصوص التقاط الإذاعة الإسبانية «Radio Adventista» في مدينة الصويرة على التردد 103.4 ميغاهرتز، قامت المصالح التقنية للهيئة العليا والوكالة الوطنية لتقنين المواصلات بمهمة ميدانية مشتركة في الفترة الممتدة من 02 إلى 06 ماي 2019 شملت المحور الرابط بين مدن الصويرة وأكادير وكلميم وطانطان والعيون، كان الهدف منها معاينة المصادر المسببة للتشويش موضوع الشكاية وتحديد رقعته الجغرافية.

ولقد مكنت هذه العملية من معاينة ترددات اثنين يبتان الإذاعة المذكورة، 100.9 ميغاهرتز و103.4 ميغاهرتز، يتم التقاطهما على المحور ميرلفت -

2019.07.11، وذلك لغرض استبدال 39 ترددا مشغلا في النطاق الترددي 700 ميگاهرتز، وبالتالي تفعيل تحرير هذا النطاق لصالح خدمة الاتصالات المتنقلة IMT-2020 (أو الجيل الخامس).  
وجب التذكير أن معددي الإرسال الوطنيين في إطار البث التلفزيوني الرقمي الأرضي، موضوع قرار التعيين هذا، يقدمان الخدمات التلفزيونية التالية:

بالإضافة إلى ذلك، ولوضع اللمسات الأخيرة على عملية إخلاء النطاق الترددي 700 ميگاهرتز من خدمة البث التلفزيوني، وفقا لما نص عليه المخطط الوطني للترددات (إصدار 2018)، واستجابة لطلب تعيين الترددات البديلة، قام المجلس الأعلى بتعيين ترددات في النطاق الترددي 470-694 ميگاهرتز لفائدة الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة بموجب القرار رقم 19.57 بتاريخ

							معدد الإرسال رقم 1	DVB-T
							معدد الإرسال رقم 2	

## التنسيق الدولي للترددات

- 24 ترددا لبث التلفزة الرقمية الأرضية، في إطار إتمام مسطرة تنسيق الترددات المخصصة للتلفزة الرقمية الأرضية مع الإدارة الإسبانية؛
- 12 ترددا إذاعيا «إف إم» كان المغرب قد عرضها للتنسيق وتمت الموافقة عليها من قِبَل الإدارة الموريتانية؛
- 30 ترددا لبث التلفزة الرقمية الأرضية كان المغرب قد عرضها للتنسيق الدولي في إطار اتفاقية جنيف 2006 مع إدارة المملكة المتحدة في جبل طارق. وقد تم إبلاغ الوكالة الوطنية لتقنين المواصلات بملاحظات الهيئة العليا بخصوص هذه الترددات قصد عرضها على الإدارات المعنية.

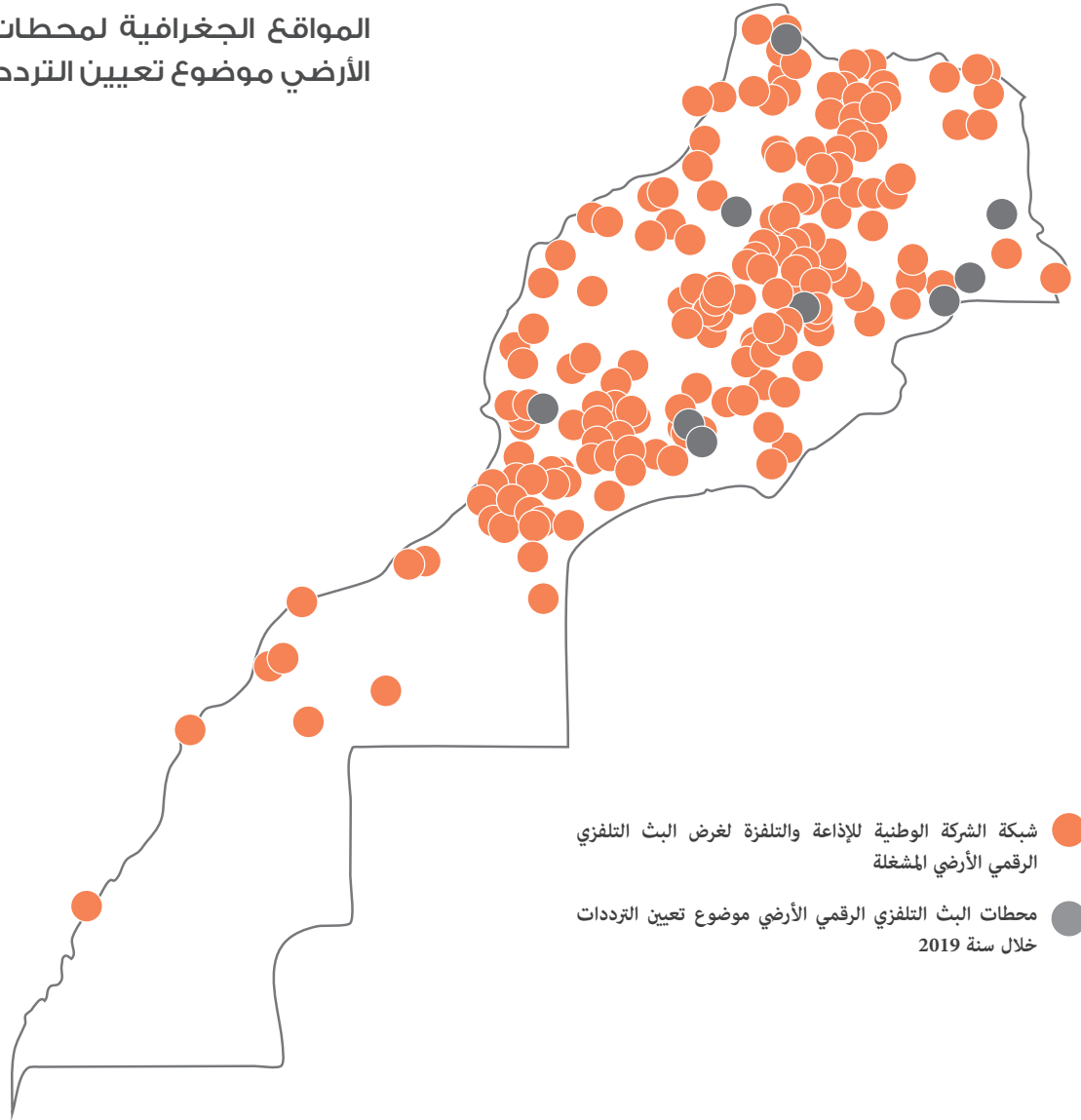
- قامت الهيئة العليا بدراسة المطابقة الكهرومغناطيسية لترددات الخدمات الإذاعية المعروضة على المغرب من طرف دول الجوار في إطار عملية التنسيق الدولي للترددات، والتي همت:
- 29 ترددا إذاعيا «إف إم» يخص إسبانيا؛
  - 288 ترددا مخصصا للتلفزة الرقمية الأرضية و04 ترددات إذاعية «إف إم» تخص الإدارة البرتغالية؛
  - 04 ترددات إذاعية «إف إم» تخص الجزائر.
- كما انكبت الهيئة العليا على دراسة ملاحظات دول الجوار المتعلقة بالترددات الوطنية المعروضة للتنسيق الدولي، وهي كالآتي:

ترددات عرضها المغرب على دول الجوار للتنسيق		ترددات عُرضت على المغرب للتنسيق من طرف دول الجوار	
إسبانيا	البرتغال	إدارة المملكة المتحدة في جبل طارق	موريتانيا
البث الإذاعي إف إم	التلفزة الرقمية الأرضية (TNT)	البث الإذاعي إف إم	التلفزة الرقمية الأرضية (TNT)
*	24	29	*
*	*	04	288
*	30	*	*
12	*	*	*
*	*	04	*
12	54	37	288

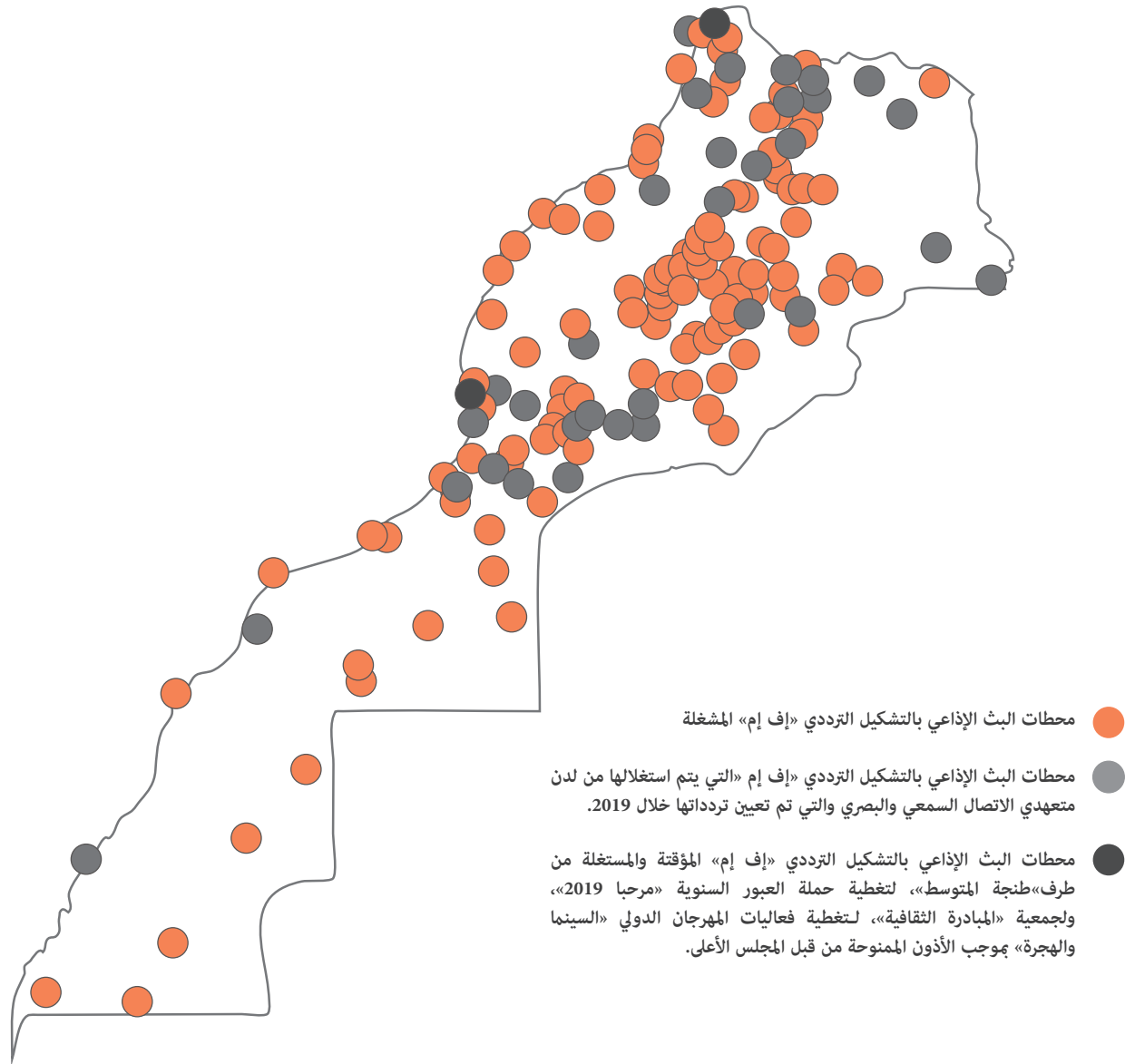


كما قامت الهيئة العليا بتعيين 18 ترددا تلفزيونيا في النطاق الترددي العالي جدا (UHF) لفائدة الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة بناءً على طلبها، لغرض بث معددي الإرسال الوطنيين عبر نظام البث الرقمي الأرضي انطلاقا من محطات أمتزكين (إقليم طاطا) ومحاميد ولاد هلال (إقليم طاطا) وتطوان بوعنان (إقليم تطوان) وتويريت وتندراة ومولاي بوعزة وعين شواطر وعين الشعير وأسقال.

### المواقع الجغرافية لمحطات البث التلفزيوني الرقمي الأرضي موضوع تعيين الترددات خلال سنة 2019



## المواقع الجغرافية لمحطات البث بالتشكيل الترددي إف إم موضوع تعيين ترددات خلال سنة 2019

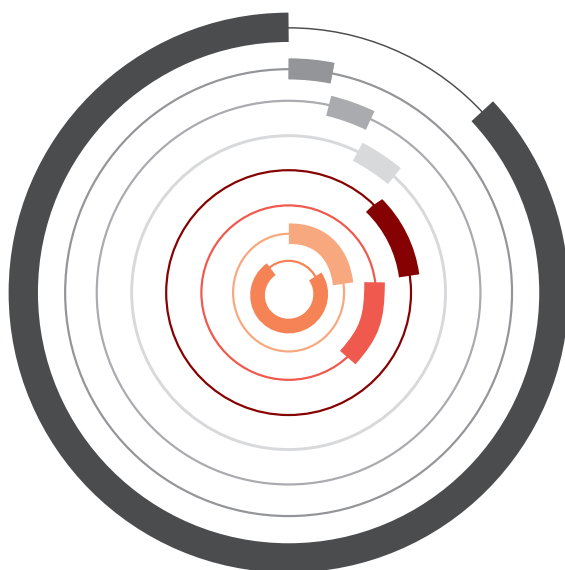


## تعيين الترددات

«المبادرة الثقافية»، لتغطية فعاليات المهرجان الدولي «السينما والهجرة» الذي نُظِم في أكادير ما بين 07 و16 دجنبر 2019. وتتوزع الترددات المعينة لل بث الإذاعي بالتشكيل الترددي «إف إم» على النسق التالي:

خلال سنة 2019، عين المجلس الأعلى ما مجموعه مائة وسبعة (107) ترددات لفائدة الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة وخمسة متعهدين خواص مقدمي خدمات إذاعية قصد توسيع نطاق التغطية الإذاعية بالتشكيل الترددي «إف إم» في 40 منطقة.

كما قام المجلس الأعلى بتعيين ترددين في إطار إذنين ممنوحتين على التوالي لـ «طنجة المتوسط»، لتغطية حملة العبور السنوية «مرحبا 2019»، ولجمعية



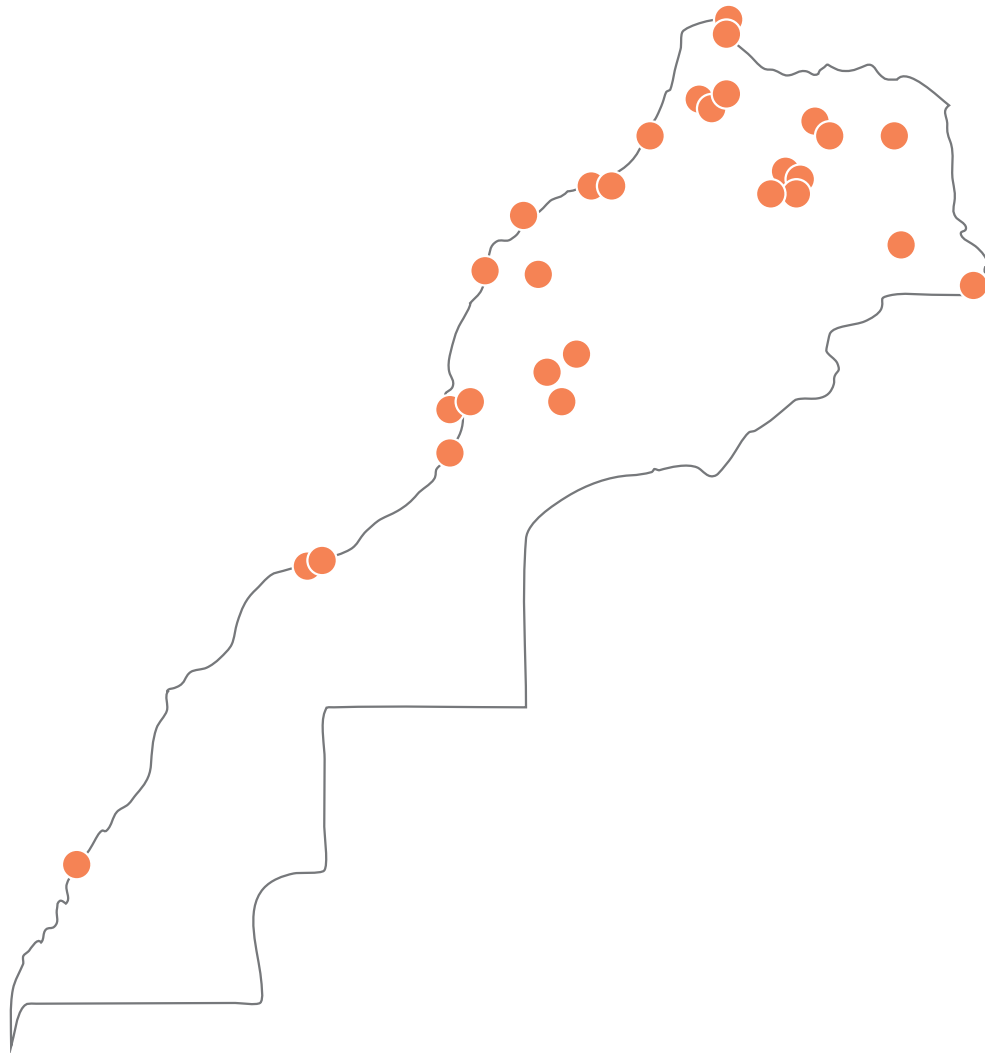
- «طنجة المتوسط» حملة العبور السنوية مرحبا 2019 - تردد مؤقت
- المهرجان الدولي للسينما والهجرة - تردد مؤقت
- ميد راديو - تردد واحد
- راديو مارس - ترددان اثنان
- مدينة إف إم - ترددان اثنان
- إذاعة البحر الأبيض المتوسط - ترددان اثنان
- راديو أزوان - ثلاث ترددات
- الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة - 97 ترددا

وعلى صعيد مجموع تراب المملكة، تتوزع الترددات المعينة لفائدة المتعهدين خواص مقدمي الإذاعة بالتشكيل الترددي «إف إم» على النحو الآتي:

- راديو أزوان: ثلاثة (03) ترددات إذاعية «إف إم» تمّ تعيينها في محطات أكادير أوفلا والداخلة والعيون؛
- إذاعة البحر الأبيض المتوسط: ترددان (02) إذاعيان «إف إم» تمّ تعيينهما قصد تعزيز التغطية الإذاعية بالكركرات (إقليم أوسرد) ومدينة إيمتانتوت؛
- راديو مارس: ترددان (02) إذاعيان «إف إم» تمّ تعيينهما من أجل تعزيز التغطية بتازة وسوق الأربعاء الغرب؛
- مدينة إف إم: ترددان (02) إذاعيان «إف إم» تمّ تعيينهما بمحطتي أكادير أوفلا والعيون من أجل بث الخدمة في المدينتين؛
- ميد راديو: تردد (01) إذاعي «إف إم» تمّ تعيينه من أجل تغطية مدينة الوليدية.

بالإضافة إلى ما سبق، وفي إطار تحرير النطاق الترددي 700 ميگاهرتز من خدمة البث التلفزيوني، وفقا لما نص عليه المخطط الوطني للترددات (إصدار 2018)، قامت الهيئة العليا بتحديد وتخصيص تسعة وثلاثين (39) تردداً تلفزيونياً في النطاق الترددي 470-694 ميگاهرتز لصالح الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة، لتحل محل تلك المشغلة في النطاق الترددي 694-790 ميگاهرتز في المواقع الموضحة على الخريطة أدناه.

### المواقع الجغرافية لمحطات بث التلفزة الرقمية الأرضية موضوع تغيير الترددات خلال 2019

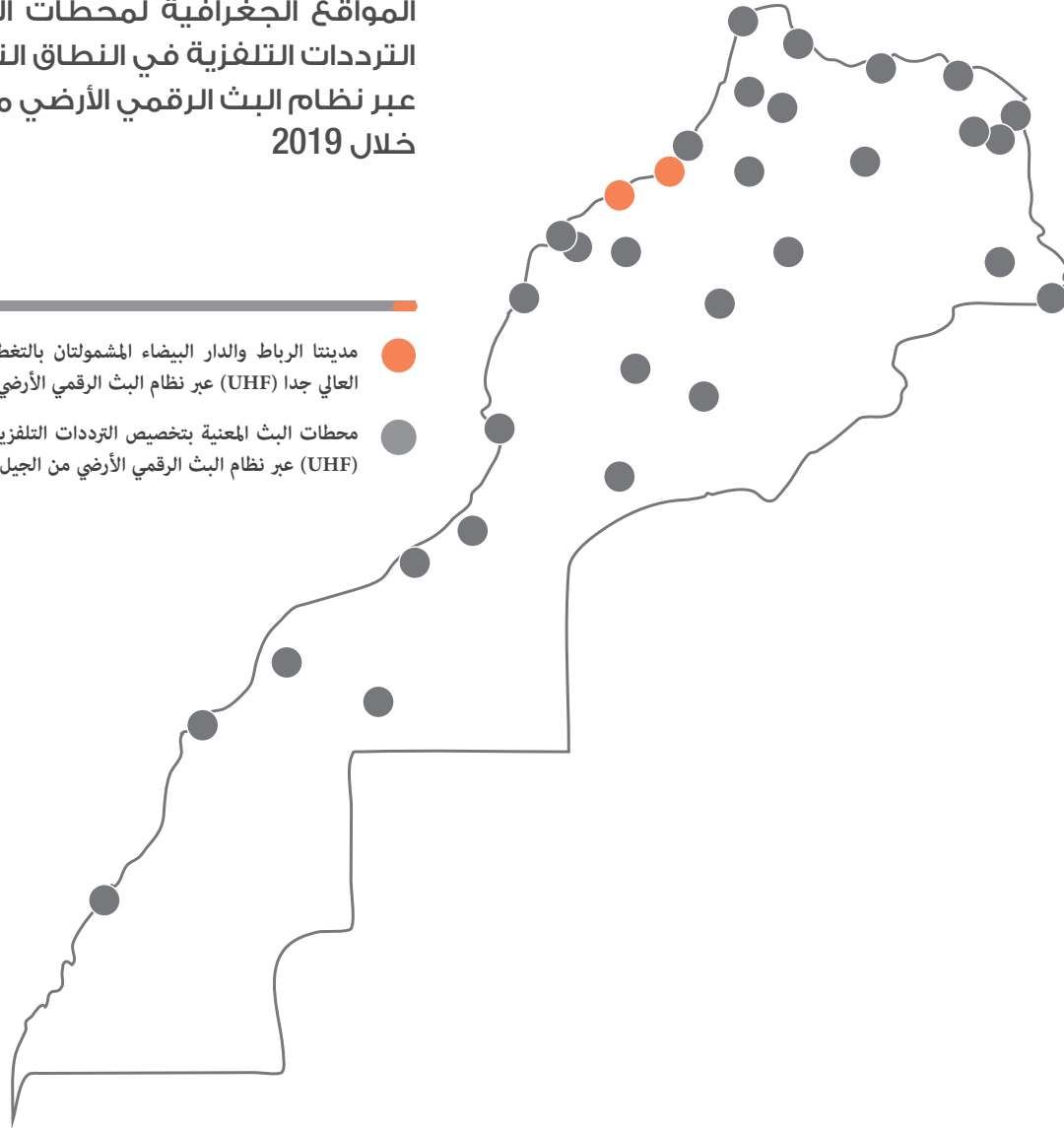




كما قامت الهيئة العليا بتحديد وتخصيص 30 ترددا تلفزيونيا في النطاق الترددي العالي جدا (UHF) عبر نظام البث الرقمي الأرضي من الجيل الثاني DVB-T2 الوطنية للإذاعة والتلفزة. الذي يتيح بثا عالي الوضوح في 30 مدينة، وذلك بناء على طلب من الشركة

### المواقع الجغرافية لمحطات البث المعنية بتخصيص الترددات التلفزيونية في النطاق الترددي العالي جدا (UHF) عبر نظام البث الرقمي الأرضي من الجيل الثاني DVB-T2 خلال 2019

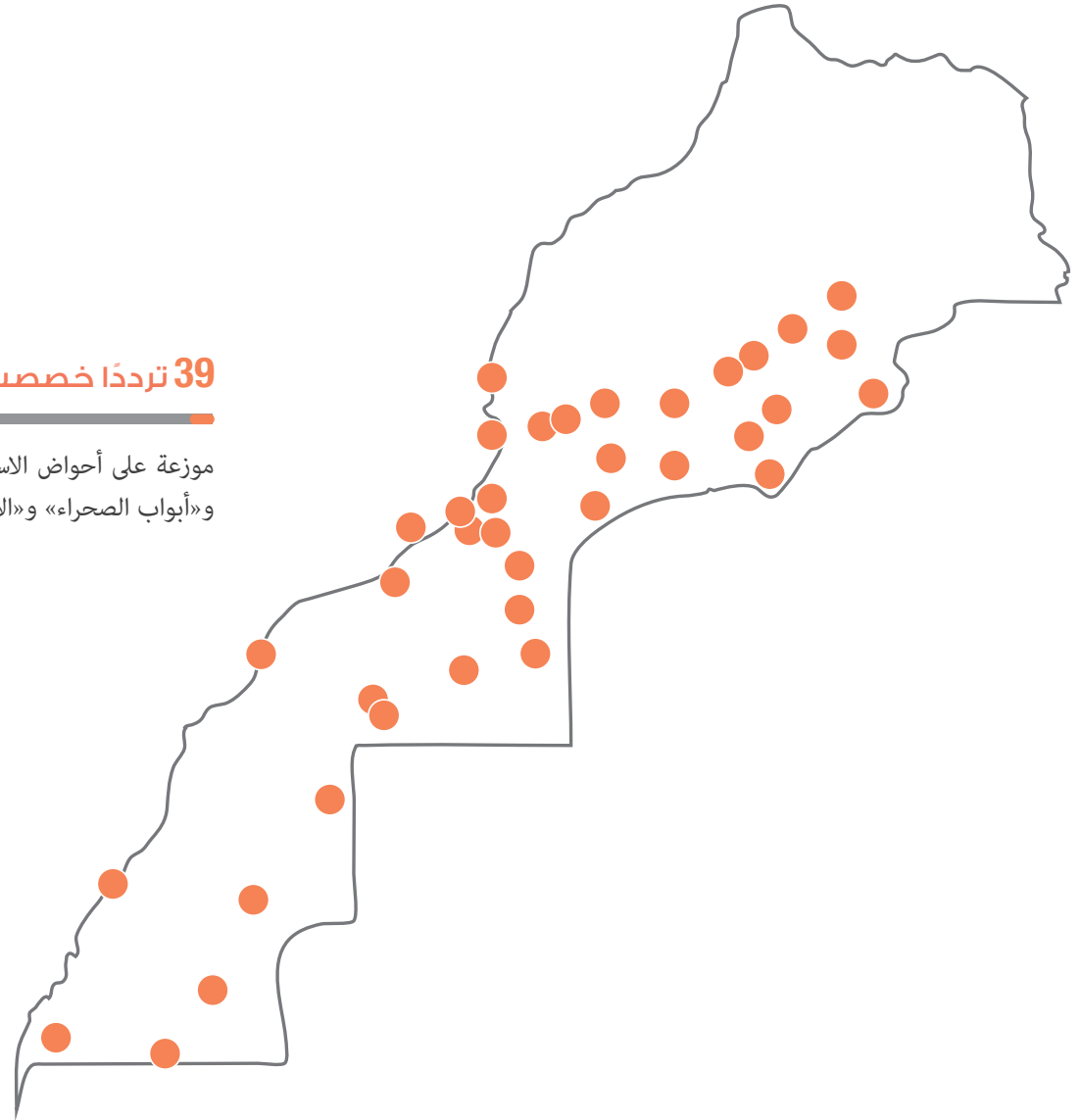
- مدينة الرباط والدار البيضاء المشمولتان بالتغطية التلفزيونية في النطاق الترددي العالي جدا (UHF) عبر نظام البث الرقمي الأرضي من الجيل الثاني DVB-T2
- محطات البث المعنية بتخصيص الترددات التلفزيونية في النطاق الترددي العالي جدا (UHF) عبر نظام البث الرقمي الأرضي من الجيل الثاني DVB-T2 خلال 2019



المواقع الجغرافية لمحطات البث المعنية بتخصيص  
الترددات الإذاعية بالتشكيل الترددي «إف إم» خلال 2019  
لفائدة راديو أزوان

**39** ترددًا خصصت في **39** موقعًا

موزعة على أحواض الاستماع الثلاثة «سوس ماسة ونواحيها»  
و«أبواب الصحراء» و«الأقاليم الصحراوية».



## 3.1.1. تخطيط وتعيين وتنسيق ومراقبة الترددات

### تخطيط الترددات

تجدر الإشارة إلى أن تخصيص هذه الترددات يمثل مرحلة أولى تمكن المتعهد من اقتناء وإعداد أجهزة البث بمواصفات مطابقة للخصائص التقنية للترددات المحددة، قبل التعيين النهائي للترددات بقرار من المجلس الأعلى.

في إطار توسيع تغطية الخدمات الإذاعية العمومية لتشمل ساكنة المناطق التي لا تستفيد من البث الإذاعي بالتشكيل الترددي «إف إم»، قامت الهيئة العليا خلال سنة 2019 بتحديد وتخصيص ما مجموعه 72 تردداً في 42 موقعا لفائدة الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة و«شركة هيت راديو» مقدمة الخدمة الإذاعية «راديو أزوان» استجابة لطلبهما.

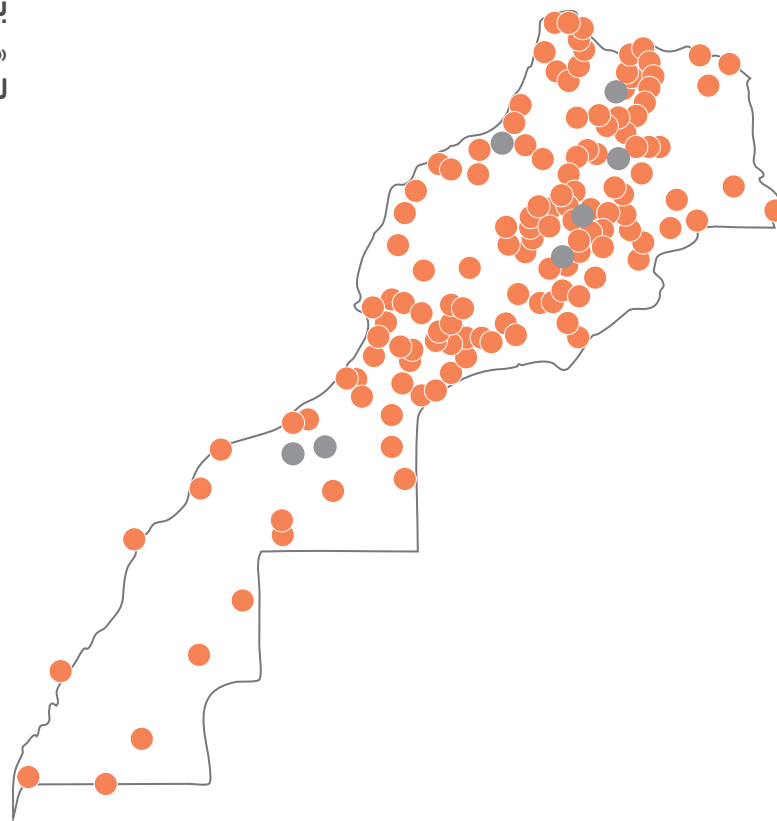
### المواقع الجغرافية لمحطات البث المعنية بتخصيص الترددات الإذاعية بالتشكيل الترددي «إف إم» خلال 2019 لفائدة الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة

- شبكة البث المشغلة من طرف الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة
- محطات البث المعنية بتخصيص الترددات الإذاعية بالتشكيل الترددي «إف إم» خلال 2019

### 33 تردداً محددًا في 09 محطات

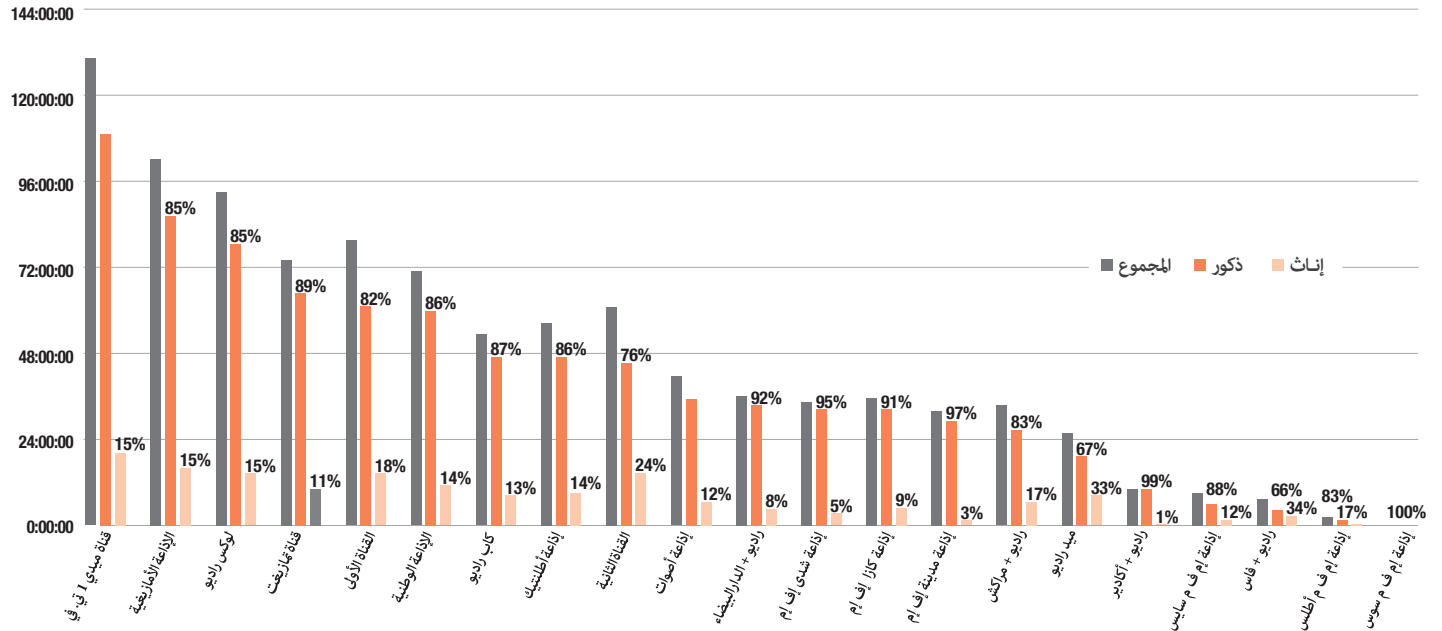
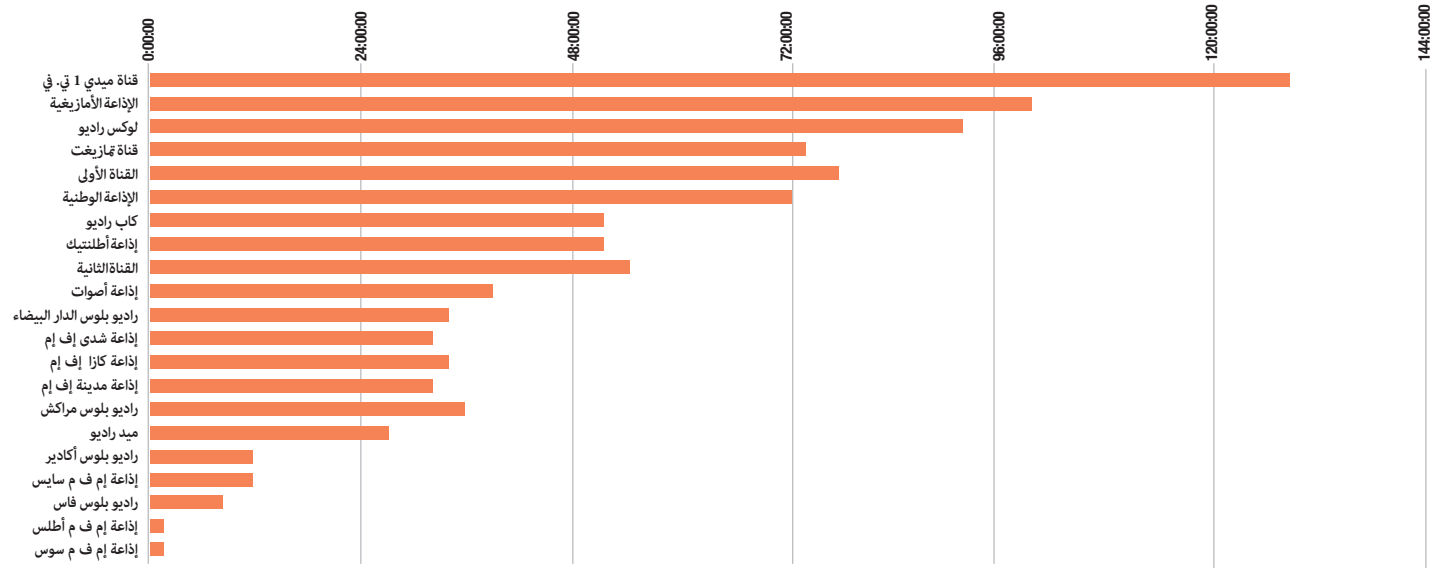
**05** ترددات في أبطح والمسيد وورزازات وزاكورة وحاجة لأجل بث الخدمات الإذاعية الجهوية للشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة في هذه المدن.

**28** تردداً في **07** محطات، بمعدل **4** ترددات / محطة، وذلك قصد بث الخدمات الإذاعية الوطنية التي تقدمها الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة: الإذاعة الوطنية، الإذاعة الأمازيغية، الإذاعة الدولية وإذاعة محمد السادس للقرآن الكريم.



تجدر الإشارة إلى أن نسبة المداخلات النسائية في البرامج الإخبارية خلال سنة 2019، تراوحت بين 11% و24% من مجموع مداخلات الشخصيات العمومية.

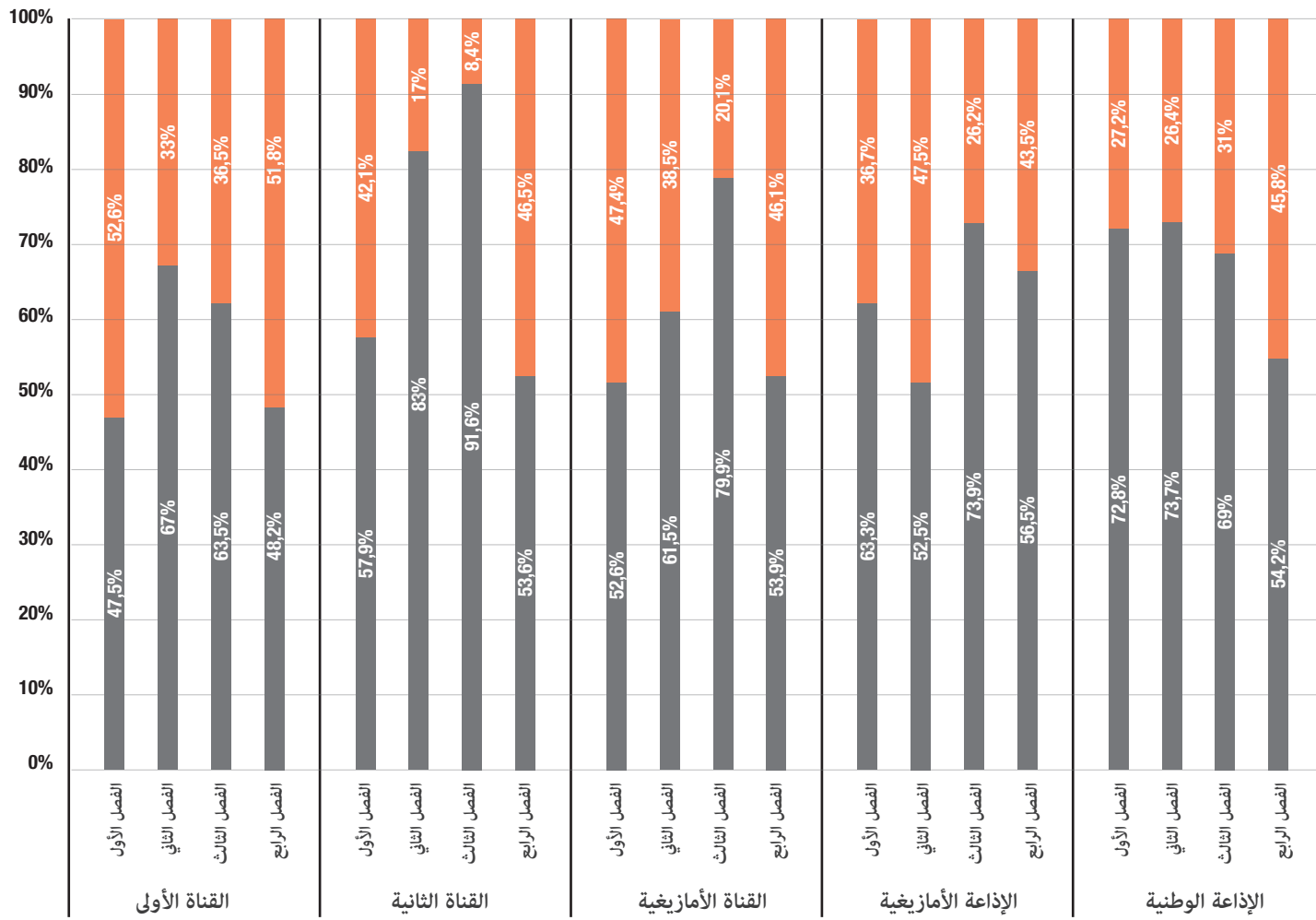
## حصص مداخلات النساء حسب الخدمة السمعية البصرية خلال سنة 2019





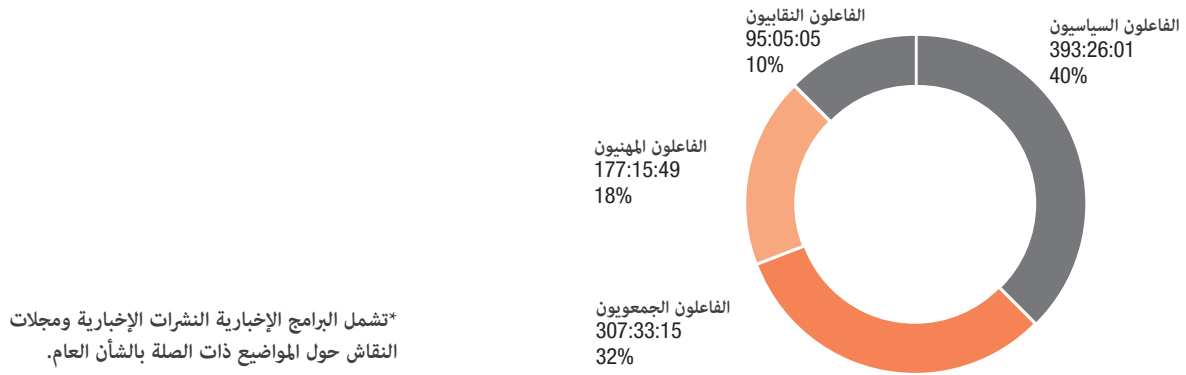
تحتسب الهيئة العليا حصة مدة مداخلات فئة الحكومة والأغلبية من جهة، وفئة المعارضة البرلمانية من جهة أخرى، بحسب تمثيلية كل منهما في مجلس النواب.

## توزيع مدة تناول الكلمة من طرف فئة الحكومة والأغلبية وفئة المعارضة في المجالات الإخبارية التي تبثها الخدمات الإذاعية والتلفزية العمومية خلال سنة 2019\*

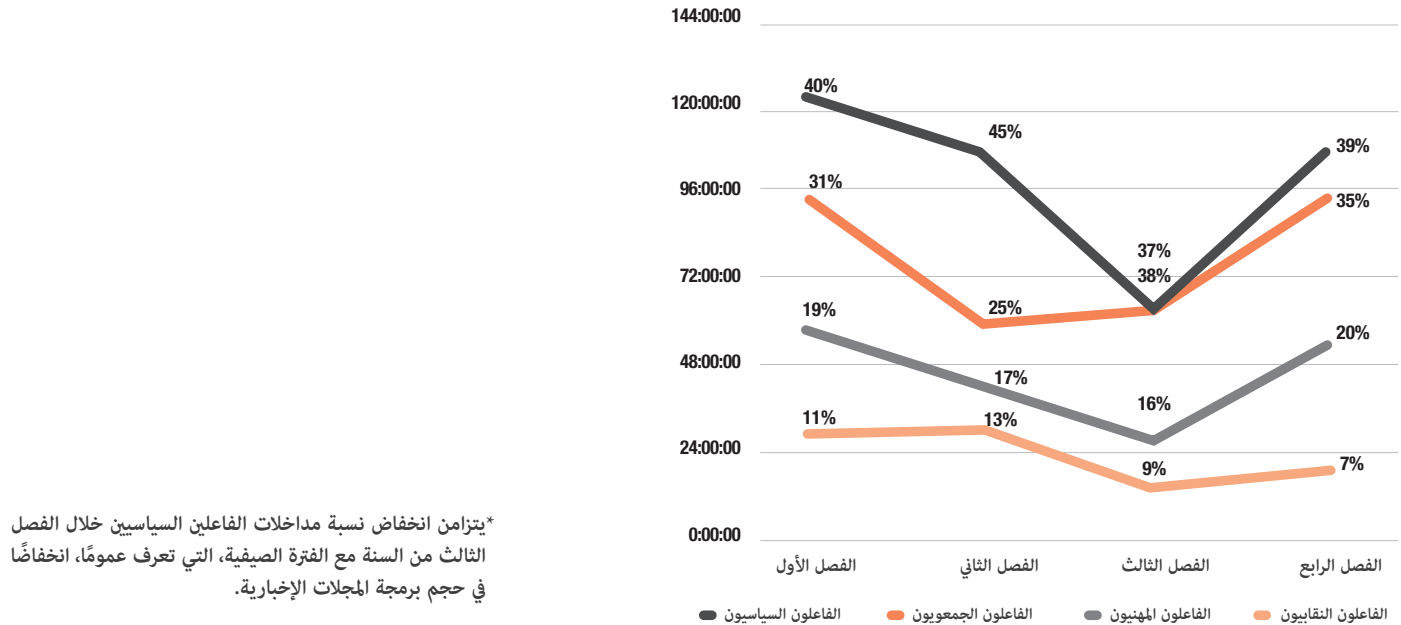


\* التطور الفصلي لمداخلات الشخصيات العمومية حسب صف الفاعلين خلال سنة 2019

## توزيع مداخلات الشخصيات العمومية في البرامج الإخبارية خلال سنة 2019



## تطور مداخلات الشخصيات العمومية حسب فئات المتدخلين خلال سنة 2019\*



## 2.1.1. تتبع تعددية التعبير عن تيارات الرأي والفكر

وخلال سنة 2019، أنجز المجلس الأعلى أربعة بيانات وجهها إلى المؤسسات المعنية. وتهم المدد الزمنية لمداخلات الشخصيات العمومية في الإذاعات والقنوات التلفزيونية خلال الفصل الأخير من سنة 2018 والفصول الثلاثة الأولى لسنة 2019.

يتولى المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري، بمقتضى القانون، إنجاز بيان المدة الزمنية التي استغرقتها مداخلات الشخصيات السياسية والنقابية والمهنية والجمعوية في البرامج الإخبارية للخدمات الإذاعية والتلفزيونية، العمومية والخاصة. ويوجه هذا البيان ذي الدورية الفصلية، إلى رئيس الحكومة وإلى رئاسة مجلسي البرلمان والأحزاب السياسية والمنظمات النقابية والغرف المهنية والمجلس الوطني لحقوق الإنسان والمجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي.



البيانات الفصلية لمداخلات الشخصيات العمومية في الخدمات الإذاعية والتلفزيونية

وهكذا، سُجل خلال سنة 2019 أن 21 خدمة سمعية بصرية معنية بتتبع التعددية، خصصت أكثر من 973 ساعة لمداخلات الشخصيات العمومية، تم بث أكثر من 384 ساعة منها من طرف الخدمات التلفزيونية والإذاعية العمومية وحوالي 589 ساعة في الخدمات الخاصة. و40% من هذا الحجم الزمني الإجمالي نالته الفاعلون السياسيون، و32% منه للفاعلين الجمعويين، و18% لممثلي المنظمات المهنية، و10% للفاعلين النقابيين.

تستند الرسومات البيانية أدناه للمعطيات المجمعة خلال سنة 2019.

تم إعداد هذه البيانات المنشورة على الموقع الإلكتروني للهيئة العليا، وفق القواعد المنصوص عليها في القرار رقم 20.18 بشأن ضمان التعبير التعددي لتيارات الرأي والفكر في خدمات الاتصال السمعي البصري. يشكل هذا الإطار المعياري الجديد نقلة نوعية في مجال تدبير التعددية مقارنة مع القرار السابق بخصوص نفس الموضوع، حيث وسع لائحة الشخصيات العمومية التي يتعين على الإعلام السمعي البصري استضافتها في البرامج الإخبارية والحوارية، لتشمل جمعيات المجتمع المدني من أجل تمكين الجمهور من الولوج إلى تعددية للرأي والفكر فيما يتعلق بالقضايا الكبرى للشأن العام.

## المساهمة النوعية في تشكيل قانون الاتصال السمعي البصري

إلى جانب التقييم الكمي والموضوعاتي لمجموع القرارات التي اتخذها المجلس الأعلى بشأن المضامين الإعلامية، فإنه يتعين مقارنة حصيلة عمل الهيئة العليا من حيث الإسهام الفعلي في تعزيز المعايير والممارسات الإعلامية السمعية البصرية، وذلك بفضل تراكم المعايير المترتبة عن قرارات المجلس الأعلى وتملكها من طرف المتعهدين.

جنس الفرق، موظفا عبارات ذات حمولة قذية تكرر صورة نمطية ومهينة وتحقيرية إزاء الأداء الرياضي النسائي والمستوى التنافسي للمرأة في الرياضة (قرار المجلس الأعلى رقم 19-56 بتاريخ 11 يوليوز 2019)؛

- **حنا للجمهور على ممارسات مضرّة بالصحة**، عندما أفسح منشط برنامج المجال، على مدى عدة حلقات، لأحد ضيوفه الذي قدمه للجمهور بصفات تمنحه هالة روحية وسلطة أخلاقية، لتشخيص حالات معينة بناءً على مكالمات هاتفية ورسائل المستمعين، قبل أن يقدم لهم حلولاً علاجية على شكل وصفات مكونة من أعشاب وماء للرقية، مع إرفاق كل ذلك ببث شهادات قيل إن البرنامج توصل بها عبر رسائل نصية قصيرة للمستمعين تشيد في عمومها، بالنجاحات العلاجية لهذه الوصفات، مما من شأنه أن يقود جزءاً من الجمهور، على الأقل، إلى التطبيع مع هذه الممارسات والعلاجات المفترضة، بل وقد تدفعه إلى التخلي أو إهمال المتابعة الطبية (قرار المجلس الأعلى رقم 19-44 بتاريخ 23 ماي 2019).
- **إشهاراً غير معلن**، عندما تم تقديم بطريقة تبريرية وترويجية وصرحة وخلال عدة حلقات من برنامج تحرييري، لعلامة وحدة تجارية معينة، مقرونة بتعليقات إطرائية لضيوف البرنامج، وذلك بهدف شد انتباه الجمهور إلى هذه العلامة والمنتوج التجاريين، وتغليظه بشأن طبيعة العرض (قرار المجلس الأعلى رقم 19-72 بتاريخ 3 أكتوبر 2019).

كما يتعين أيضاً تقييم الطبيعة المتفردة لمهمة الهيئة العليا من منطلق أن ضمان الحرية التحريرية لجميع المتعهدين العموميين والخواص وتكريس حقوق جمهور الإعلام، يشكلان ركيزتين أساسيتين لعمل هيئة التقنين.

فعل سبيل المثال، اعتبر المجلس الأعلى أن هناك:

- **مسا بكرامة الإنسانية**، عندما وظف متبار في برنامج كوميدي نعتاً ذات حمولة قذية عنصرية كاسم فني لتشخيص دور مهاجر من إفريقيا جنوب الصحراء، بلكنة كاريكاتورية، مع تجاوب من طرف أعضاء لجنة تحكيم البرنامج وهتافات الجمهور ببلاطو البرنامج باللقب المذكور، ليتعدى بذلك الطابع الكوميدي إلى السخرية والاستهزاء. (قرار المجلس الأعلى رقم 19-13 بتاريخ 21 فبراير 2019)؛
- **مسا بكرامة المرأة وتمجيدها للعنف ضدها**، عندما أفسح منشط برنامج المجال لضيفه للحديث بافتخار عن الاعتداء الجسدي الذي يمارسه ضد زوجته، معتبراً هذا التصرف جزءاً من حياته الزوجية، من خلال تقديمه كأمر عاد، بل ومرغوب فيه ومستحب لتمتين العلاقة الزوجية، كل ذلك في غياب رد فعل حازم من منشط البرنامج لثنيه عن هذه التصريحات وضمان تحكّم مناسب في البث (قرار المجلس الأعلى رقم 19-69 بتاريخ 17 شتنبر 2019)؛
- **تمييزاً ضد المرأة على أساس الجنس**، عندما قام منشط برنامج رياضي بتقييم أهمية وجدوى المسابقات الرياضية الدولية والقارية على أساس

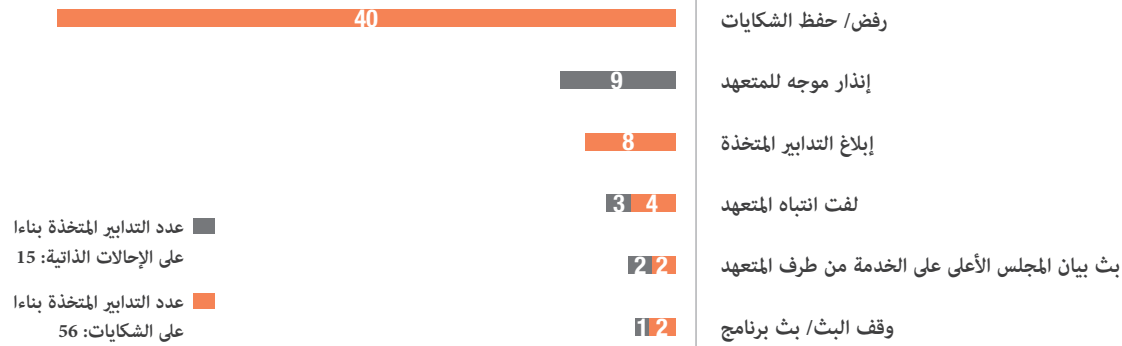
**النموذج الاقتصادي للخدمة العمومية للإعلام السمعي البصري:** على ضوء بحثه لموضوع التجاوزات الإشهارية على قنوات الخدمة العمومية، حرص المجلس الأعلى على إثارة الانتباه إلى عدم تلاؤم النموذج الاقتصادي للخدمة العمومية للإعلام السمعي البصري، ولاسيما شركة صورياد - القناة الثانية، مع مواردها التمويلية. يأتي ذلك بعد تسجيل، بناء على عملية تتبع برامج شهر رمضان 2019، تكرار التجاوزات المتعلقة بحصص إدراج الوصلات الإشهارية على القنوات التلفزيونية الوطنية خلال شهر الصيام، والتي تعرف تركيزاً خلال فترة الإفطار، مما من شأنه المس براحة المشاهدين.

وعيا منه بتعدد أسباب ومخرجات هذه الإشكالية، سجل المجلس الأعلى أن الحل لا يقتصر فقط على العقوبات الجزرية؛ حيث أكد على أن الإشكالية تسائل واقع أمثاط تمويل الشركات الوطنية للاتصال السمعي البصري العمومي ونموذجها الاقتصادي؛ إذ أن مستوى ارتهاق هذه الشركات إلى المورد الإشهاري بلغ مستوى لا يتلاءم وطبيعة الالتزامات المتعلقة بمهام الخدمة العمومية.



## قرارات المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري برسم سنة 2019

### توزيع التدابير المتخذة حسب مصدر الإحالة



ملحوظة: يمكن أن يتضمن نفس قرار المجلس الأعلى عدة تدابير.

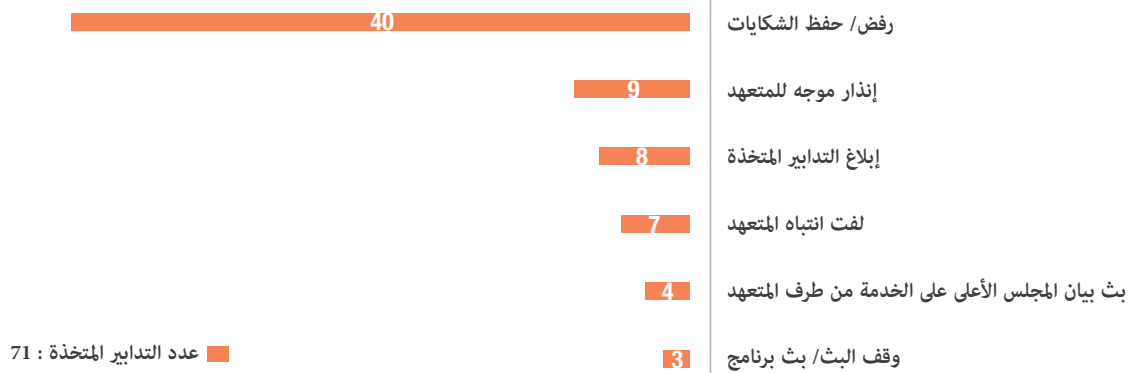
يقدم الرسم البياني قرارات المجلس الأعلى المتخذة سنة 2019، موزعة حسب طبيعة التدابير المتخذة. كما يكشف أهمية مساهمة المواطن في عملية تقنين المضامين السمعية البصرية.



قاعة تتبع البرامج السمعية البصرية

## قرارات المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري برسم سنة 2019

### توزيع حسب التدابير المتخذة



ملحوظة: يمكن أن يتضمن نفس قرار المجلس الأعلى عدة تدابير.

وضع حدود لهما خارج ما تتيحه قواعد النظام العام. في تفاعلها مع الشكايات، تتجه الهيئة العليا، في غالب الأحيان، إلى تقديم شروحات وتعليقات لفائدة المشتكين مفادها أن الاعتبارات المتعلقة بالجودة الفنية أو المهنية لا تستوجب أي قرار من شأنه المس بالحرية التحريرية لمتعهدى الخدمات الإذاعية والتلفزية؛

• فضلا عن هدف الاقتداء المتوخى، فإن إلزام المتعهد ببث بيان المجلس الأعلى في حال ارتكاب خروقات معينة، له هدف بيداغوجي، لأنه يسمح بتقديم تفسيرات لجمهور الإذاعات والقنوات التلفزية بشأن أسس القرارات التي يتخذها المجلس الأعلى وتحسيسه بالقضايا الهامة ذات الصلة بالحقوق الإنسانية الحاملة لعائد ثقافي ومجتمعي كبير.

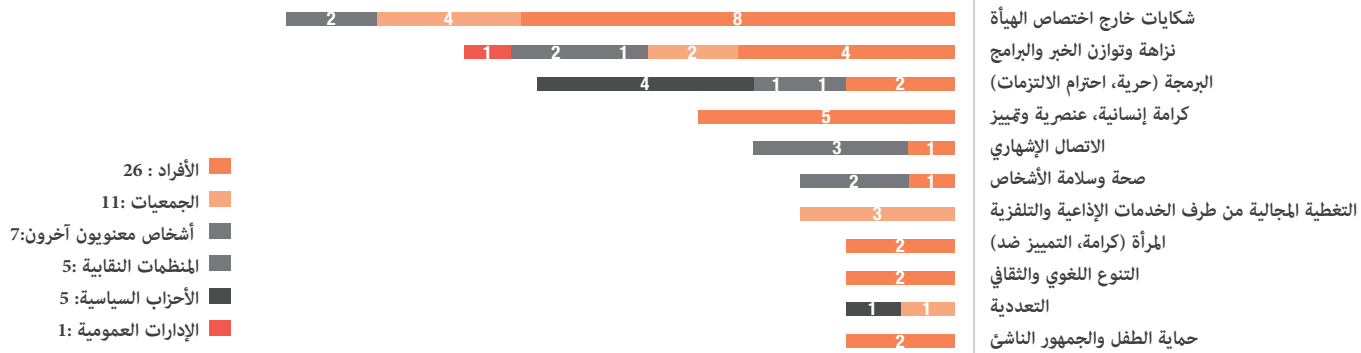
يقدم هذا الرسم البياني القرارات التي اتخذها المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري سنة 2019، موزعة حسب طبيعة التدابير المعتمدة.

يسلط هذا التوزيع الضوء على ما يلي:

- يعكس تنوع التدابير حرص المجلس الأعلى على ضمان تناسب القرارات المتخذة مع طبيعة الإخلالات المسجلة، وكذا مراعاة الجهود المبذولة من طرف المتعهدين المعنيين من أجل تملك مقاصد القرارات والعقوبات الجزرية (وجود حالة عود من عدمها) ووضع آليات للتقنين الذاتي (تقوية قدرات التحكم في البث)؛
- تعكس النسبة الكبيرة لقرارات المجلس الأعلى التي تقضي بحفظ و/أو رفض الشكايات نقصا في معرفة المشتكين بمجال اختصاص هيئة التقنين. كما يكشف عن نقص في تملك مختلف فئات الجهات المشتكية للإطار القانوني المؤطر لطبيعة تدخلات الهيئة العليا، والتي تستند أساسا على مبادئ حرية الاتصال السمعي البصري وحرية التعبير، والتي لا يمكن

## قرارات المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري برسم سنة 2019

### التوزيع حسب الإشكالية وفئة المشتكين



ملحوظة: لضمان مقروئية أفضل للرسم البياني، تم احتساب الشكايات التي تلقتها الهيئة العليا من نفس فئة المشتكين (الأفراد، الجمعيات، النقابات، الأحزاب السياسية...) والمرتبطة بنفس الموضوع، كشكاية واحدة.

- فيما يتعلق بإشكالية «كرامة المرأة والتمييز ضدها»، اتخذ المجلس الأعلى نفس القرار في جوابه على 121 شكاية تقدم بها أفراد وتتعلق بالوقائع نفسها.
- فيما يتعلق بإشكالية «حرية واحترام اللزمات البرمجة»، اتخذ المجلس الأعلى نفس القرار جوابا على 23 شكاية تقدم بها أفراد وتتعلق بالوقائع ذاتها.
- فيما يتعلق بإشكالية «الاتصال الإشهاري»، اتخذ المجلس الأعلى قرارا واحدا جوابا على 9 شكايات، جميعها تقدم بها أفراد بخصوص نفس الوقائع.

• فيما يتعلق بإشكالية «نزاهة وتوازن الخبر والبرامج»، اتخذ المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري ثلاثة قرارات جوابا، على التوالي، على 23 و205 و333 شكاية، تشترك كل مجموعة في وحدة الموضوع. بالنسبة للمجموعة الأولى، تم تقديم 23 شكاية من قبل 19 فردا و3 منظمات نقابية ومؤسسة عمومية واحدة. بالنسبة للمجموعتين التاليتين، تم تقديم 205 و333 شكاية من قبل أفراد فقط.

يوضح الرسم البياني أعلاه، عدد القرارات التي اتخذها المجلس الأعلى سنة 2019، موزعة حسب الإشكاليات المعالجة وفئة المشتكين. كما يبين القضايا التي تحظى بأكبر قدر من الاهتمام لدى مختلف فئات المشتكين.

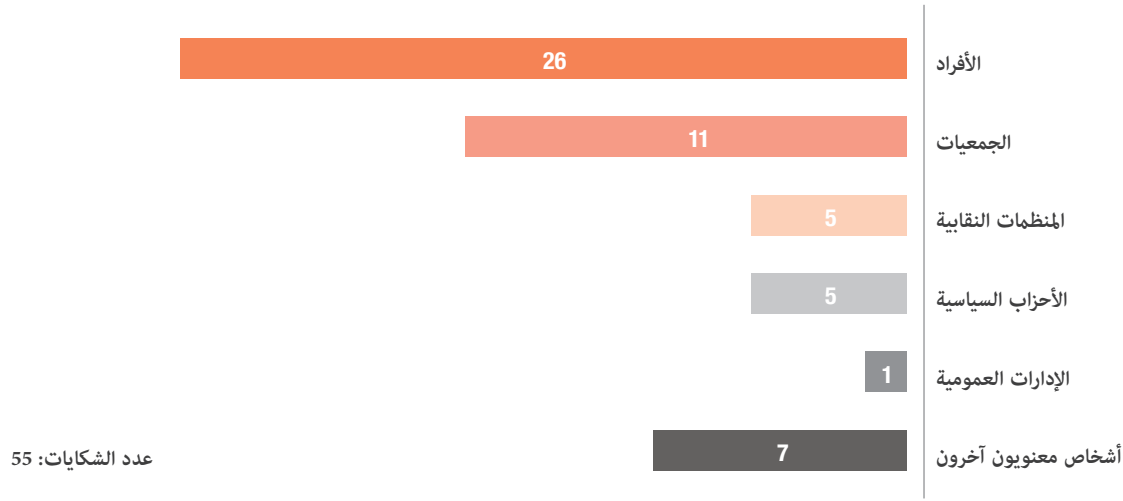
يتيح تحليل المعطيات الواردة في هذا الرسم البياني استخراج بعض الخلاصات الدالة على مستوى تملك محيط الهيئة العليا (متعهدو الاتصال السمعي البصري، المواطنون، هيئات الوساطة والتمثيل...) للمبادئ والقواعد المؤطرة للاتصال السمعي البصري. من بين الخلاصات التي يتيحها هذا التحليل، نذكر ما يلي:

- تتعلق شكايات الأحزاب السياسية، في غالب الحالات، بموضوع عدم تغطية الأنشطة التي تنظمها هذه الأحزاب من طرف مختلف قنوات الخدمة العمومية. كما يتعلق عدد من هذه الشكايات بمنهجية الاستضافة وتناول الكلمة في النشرات والمجلات الإخبارية المعتمدة من طرف هذه القنوات؛
- يحيل تواتر شكايات المواطنين بشأن نقص أو انعدام التغطية المجالية، على مستوى الانتشار الترابي للخدمات الإذاعية والتلفزيونية، سواء العمومية أو الخاصة، لاسيما في المناطق البعيدة عن المراكز الحضرية، رغم الجهود المعتبرة التي يبذلها المتعهدون من أجل التغلب على هذا المشكل.

- تظل الشكايات التي تتلقاها الهيئة العليا من مؤسسات الوساطة والتمثيل والمتعلقة بالإشكالات المجتمعية (الكرامة الإنسانية، كرامة المرأة، حماية الجمهور الناشئ، التغطية المجالية، إلخ) أقل بكثير من الشكايات التي تتلقاها من الأفراد والمتعلقة بالإشكالات نفسها؛
- تتعلق الشكايات الواردة من الجمعيات، بشكل رئيس، بقضية التنوع اللغوي، ولسيما حضور اللغة الأمازيغية وبعض اللهجات في البرامج السمعية البصرية؛

## قرارات المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري برسم سنة 2019

### توزيع الشكايات حسب فئة المشتكين



ملحوظة: لضمان مقروئية أفضل للرسم البياني، تم احتساب الشكايات التي تتلقاها الهيئة العليا بخصوص نفس الموضوع كشكاية واحدة.

يوضح الرسم البياني أدناه، عدد القرارات التي اتخذها المجلس الأعلى سنة 2019، موزعة حسب الإشكاليات المعالجة وفئة المشتكين. كما يبين القضايا التي تحظى بأكبر قدر من الاهتمام لدى مختلف فئات المشتكين.

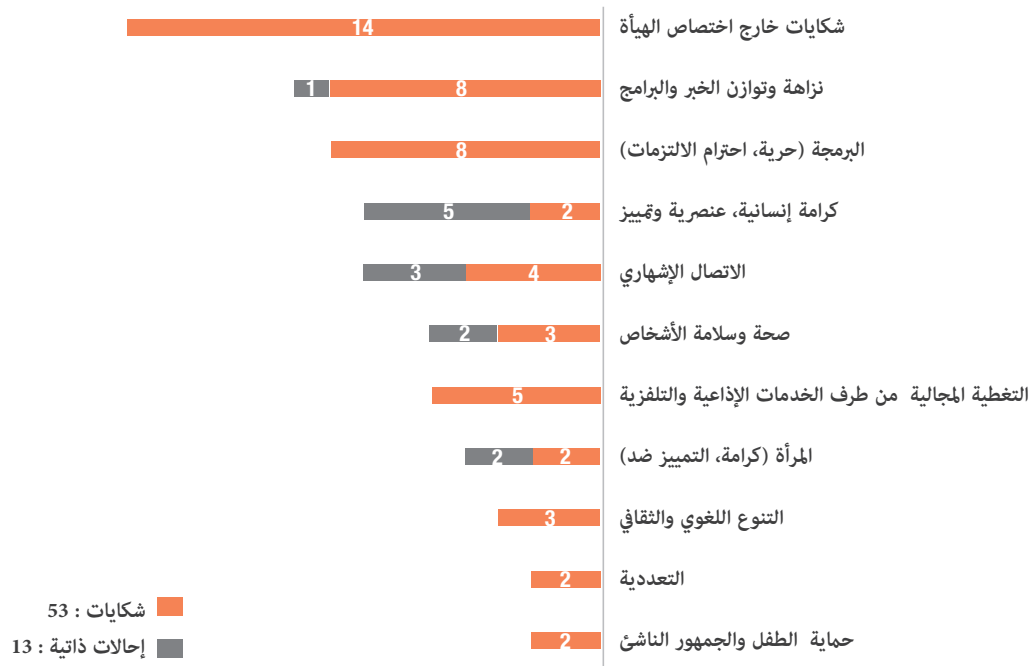
يلخص هذا الرسم البياني عدد الشكايات التي تلقاها المجلس الأعلى سنة 2019، من جميع فئات الأغيار، حيث يصنف الجهات المشتكية حسب دينامية تفاعلها مع الهيئة العليا واستباقيتها في التشكي بخصوص الأقوال و/أو الصور التي قد تشكل إخلالا بالمبادئ والقواعد المنصوص عليها قانونا. ويلاحظ أن الأفراد يشكلون، إلى حد بعيد، الفئة الأكثر تقدما للشكايات إلى الهيئة العليا بخصوص البرامج التي تبثها خدمات الاتصال السمعي البصري.



## قرارات المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري برسم سنة 2019

يبقى العدد الهام من الشكايات الواردة مؤشرا على الثقة والمصداقية التي تتمتع بها الهيئة العليا لدى المواطنين، كهيئة لتقنين الاتصال السمعي البصري.

### التوزيع حسب الإشكالية ومصدر الإحالة



ملحوظة: لضمان مقروئية أفضل للرسم البياني، تم احتساب الشكايات التي تتلقاها الهيئة العليا بخصوص نفس الموضوع كشكاية واحدة.

يوضح هذا الرسم البياني عدد القرارات التي اتخذها المجلس الأعلى سنة 2019 موزعة حسب الإشكاليات المعالجة ومصدر الإحالة (شكاية أم إحالة ذاتية)، مما يمكن من تبيان الإشكالات الحاضرة أكثر كموضوع لشكايات الأعيان.

## قرارات المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري برسم سنة 2019

### التوزيع حسب الإشكالية



عدد القرارات : 66

الوطنية للاتصال السمعي البصري العمومي أو للمتعهدين الخواص. ولغايات بيداغوجية، تم نشر جميع هذه القرارات تقريباً، في الجريدة الرسمية وعلى الموقع الإلكتروني للهيئة العليا.

يبرز التقاطع المتعدد المعايير للقرارات التي اتخذها المجلس الأعلى تجاه المتعهدين خلال سنة 2019، تعدد الاختلالات المسجلة في المضامين السمعية البصرية، تنوع صفات الجهات المشتكية وكذا تنوع القرارات.

يتداول المجلس الأعلى ويبت في جميع الشكايات المحالة عليه، بغض النظر عن صفة الجهة المشتكية أو موضوع شكايتها. ولا يتم الاحتفاظ بأي شكاية دون رد.

ومن أجل تسهيل ولوج المواطنين لخدمات هيئة تقنين الإعلام، وضعت الهيئة العليا، بداية سنة 2018 على موقعها الإلكتروني، منصة مخصصة لإيداع الشكايات. ومباشرة بعد إطلاق هذه المنصة، سُجل ارتفاع دال في عدد الشكايات المودعة.

خلال سنة 2019، اتخذ المجلس الأعلى ستة وستين قراراً تتعلق بصور أو أقوال تم بثها على خدمات الاتصال السمعي البصري، التابعة سواء للشركات

## 1.1.1. القرارات المتعلقة بالمضامين السمعية البصرية

### الخصائص العامة للقرارات المتخذة خلال سنة 2019

يمكن أن يتخذ المجلس الأعلى قراراته إما بناء على شكايات واردة من أغيار (أفراد، حكومة، جمعيات، أحزاب سياسية، هيئات نقابية، غرف مهنية) أو بناء على إحالات ذاتية متعلقة بوقائع رصدتها أعضاء المجلس الأعلى أو المصالح التابعة للمديرية العامة.

يشكل تتبع البرامج التي تبثها الخدمات الإذاعية والتلفزيونية إحدى الاختصاصات القانونية المنوطة بالمجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري. بناء عليه، يمكن للمجلس الأعلى التدخل بقرار، لتذكير المتعهدين بنطاق المبادئ والقواعد الأساسية لممارسة الاتصال السمعي البصري في حال خرقهم لها.





## منح التراخيص والأذون لاستغلال خدمات تلفزيونية وإذاعية

إذاعة موسيقية تبث عبر الإنترنت لفائدة متعهد حاصل على ترخيص لبث خدمة إذاعية بالبث الهرتزي الأرضي<sup>2</sup>.

منح المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري، خلال سنة 2019، ترخيصين بإحداث واستغلال خدمتين إذاعيتين موسيقيتين، إحداهما موسيقية تبث بالتشكيل الترددي FM لفائدة متعهد جديد<sup>1</sup> والثانية باقة من أحد عشرة



حفل توقيع دفتر تحملات «يو راديو» U Radio

كما منح المجلس الأعلى رخصة باستغلال خدمة تلفزيونية تبث عبر الساتل، تتمحور حول الترفيه والثقافة، لفائدة متعهد كان يبث برامج هذه الخدمة من خارج المغرب، وبالتالي كان خارج مجال التقنين الذي تتولاه الهيئة العليا<sup>3</sup>.

وأخذا بعين الاعتبار تطور تجهيز الأسر المغربية بالشاشات المتصلة بالإنترنت مما يشجع على استهلاك المحتويات السمعية البصرية تحت الطلب، منح المجلس الأعلى إذنين لتوزيع خدمة سمعية بصرية تحت الطلب<sup>4</sup>. من جهة أخرى، قرر المجلس الأعلى تجديد الإذن المتعلق بتسويق باقة ذات الولوج المشروط عبر الربط الرقمي ذي الصبيب اللامثالي ADSL<sup>5</sup>.



حفل توقيع دفتر تحملات «شدى تي في»

<sup>1</sup> «يو راديو» لشركة صول راديو (قرار المجلس الأعلى رقم 84-19، المعدل بالقرار رقم 85-19).

<sup>2</sup> شركة «هيت راديو» (قرار المجلس الأعلى رقم 30-19)

<sup>3</sup> شدى تي في» لشركة «شدى راديو» (قرار المجلس الأعلى رقم 49-19).

<sup>4</sup> خدمة «اتصالات المغرب للوسائط المتعددة» التي توزعها شركة اتصالات المغرب (قرار المجلس الأعلى رقم 28-19) وخدمة «إنوي للموسيقى والفيديو» التي توزعها شركة «وانا» (قرار المجلس الأعلى رقم 35-19).

<sup>5</sup> «باقة توزعها شركة اتصالات المغرب» (القرار رقم 32-19).

# 1. أنشطة الهيئة العليا

## 1.1. تقنين المشهد السمعي البصري الوطني

يرتكز الانتداب المؤسسي للهيئة العليا بصفقتها هيئة دستورية مستقلة للتقنين، على مهمتين رئيسيتين: تطوير مشهد سمعي بصري وطني متعدد ومتنوع وتتبع المضامين المبنوثة، من جهة، لحماية الحرية التحريرية وحرية التعبير، ومن جهة ثانية، للسهر على احترام المبادئ الدستورية والقيم الديمقراطية في المضامين الإعلامية.



رئيسة الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري والمدير العام وعضوات وأعضاء المجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري



# أنشطة الهيئة العليا

## 1

1.1. تقنين المشهد السمعي البصري الوطني

1.1.1. القرارات المتعلقة بالمضامين السمعية البصرية

2.1.1. تتبع تعددية التعبير عن تيارات الرأي والفكر

3.1.1. تخطيط وتعيين وتنسيق ومراقبة الترددات

2.1. المساهمة في الاستراتيجيات القطاعية

ذات الصلة بالسياسات العمومية

3.1. التعاون الدولي

4.1. الحكامة والحياة الداخلية

51-09









**... أطلقت الهيئة العليا مجموعة من الأوراش المندمجة وعلى المدى الطويل، هدفها تعزيز قدراتها في مجال تتبع وتحليل المضامين السمعية البصرية وفهم واستيعاب تمثل الجمهور لوسائل الإعلام.**



الملتقي؛ إذ يتطلب اعتماد تقنين مستنير ونافذ من طرف هيئة التقنين، جهدا دائما لإعمال سياسة القرب تجاه الجمهور المستهلك للمضامين الإعلامية.

من جهة أخرى، وفي سياق تحول رقمي ترتبت عنه بجلاء متغيرات عديدة وعميقة في نماذج إنتاج واستهلاك المضامين السمعية البصرية، كان من الطبيعي أن تبادر الهيئة العليا إلى إطلاق دينامية داخلية للتأمل والتفكير والدراسة بشأن الأثر المتعدد الأشكال لهذا التحول على قطاع الاتصال السمعي البصري. الهدف من هذا المجهود هو تجميع المعطيات المتعلقة بالتغيرات الاقتصادية، وتوفير معرفة كافية بسلوكات وانتظارات وإكراهات الفاعلين، وكذا الاطلاع، عبر الإنصات والتبادل والتشاور مع متعهدي وسائل الاتصال السمعية البصرية، على الفرص الجديدة التي تتيحها المنظومة الإعلامية المغربية على ضوء هذا التحول الرقمي.

تقود الهيئة العليا هذه الأوراش المهيكلة لدعم وتعميق الممارسة اليومية لفعل التقنين، مما يقوي قدراتها على مستوى اليقظة المنتظمة والتفاعل المدروس مع المضامين المبتوثة، فضلا عن مسؤولياتها الاعتيادية في التتبع الدقيق لاستغلال الطيف الترددي المخصص للاتصال السمعي البصري.

تشكل ظاهرتا شمولية الاتصال والتقارب التكنولوجي انشغالا كبيرا لهيئات التقنين في جميع أنحاء العالم نظرا للنداعيات المتعددة والضاغطة لهذا المعطى المستجد على الإعلام بمضامينه واقتصادياته وتأثيراته على التمثلات الاجتماعية والثقافية. لذا عملت الهيئة العليا على تنشيط علاقات التعاون والشراكة مع الهيئات الأجنبية النظيرة لاسيما في القارة الإفريقية والفضاء المتوسطي، وذلك بهدف مأسسة تبادل الخبرات والممارسات الفضلى في مجال تقنين الإعلام.

أعطى صاحب الجلالة الملك محمد السادس، نصره الله وأيده، نفسا جديدا للهيئة العليا للاتصال السمعي البصري، بتعيينه يوم 03 دجنبر 2018 فريق تسيير جديد على رأس المؤسسة وأعضاء جدد بالمجلس الأعلى للاتصال السمعي البصري. أتت هذه التعيينات لتنشيط وتقوية إعمال القانون رقم 15-11 الهادف إلى إعادة تنظيم الهيئة العليا وتوسيع صلاحياتها.

ومجرد تعيينه، انخرط الفريق الجديد، بعد القيام بفحص شامل وجرد كلي لما تراكم من إنجازات ومكاسب، في وضع استراتيجية عمل جعلت من سنة 2019 سنة فتح آفاق جديدة لعمل هيئة تقنين الاتصال السمعي البصري.

وفي هذا الإطار، تم تحديد ثلاثة محاور عمل ذات أولوية: البعد الاقتصادي لاستراتيجية تطوير قطاع الاتصال السمعي البصري؛ إسهام المضامين السمعية البصرية في ترسيخ القيم الديمقراطية والتماسك الاجتماعي؛ ثم تأهيل الحكامة الداخلية للهيئة العليا لتجويد أدوات التقنين ومواكبة الفاعلين في القطاع.

في هذا السياق، أطلقت الهيئة العليا مجموعة من الأوراش المندمجة وعلى المدى الطويل، هدفها تعزيز قدراتها في مجال تتبع وتحليل المضامين السمعية البصرية وفهم واستيعاب تمثل الجمهور لوسائل الإعلام.

وهكذا، حرصت الهيئة العليا على إيلاء اهتمام خاص لبعض الإشكالات ذات الأبعاد الاجتماعية والثقافية الخاصة بالمضامين الموجهة للأطفال والجمهور الناشئ وكذا الحضور الإعلامي للنساء والعنف المبني على النوع في المضامين التي يبثها متعهدو الاتصال السمعي البصري، العموميون والخواص.

انتقاء هذين الموضوعين، فرضته أيضا ضرورة تجويد تتبع الهيئة العليا للتفاعل بين وسائل الإعلام السمعية البصرية الوطنية ومختلف فئات الجمهور



الهيئة العليا  
للإتصال السمعي البصري

•XO.Π.Γ.††.Δ  
| :ΓΔ.Π.Ε.Θ.ΗΞΖΞQ

Haute Autorité de la  
Communication Audiovisuelle

كلمة الرئيسة

السيدة لطيفة أخرباش

## 7 | كلمة الرئيسة

## 9 | 1. أنشطة الهيئة العليا

### 1.1.1. تقنين المشهد السمعي البصري الوطني

1.1.1.1. القرارات المتعلقة بالمضامين السمعية البصرية

2.1.1.1. تتبع تعددية التعبير عن تيارات الرأي والفكر

3.1.1.1. تخطيط وتعيين وتنسيق ومراقبة الترددات

### 2.1. المساهمة في الاستراتيجيات القطاعية ذات الصلة بالسياسات العمومية

#### 3.1. التعاون الدولي

4.1. الحكامة والحياة الداخلية 51-09

## 53 | 2. وضع وتطور القطاع السمعي البصري الوطني

### 1.2. العرض السمعي البصري الوطني

### 2.2. السوق السمعي البصري الوطني

### 3.2. التجهيزات واستهلاك الإعلام

4.2. الإنتاج التلفزيوني الوطني 69-53

## 71 | خلاصة



# الفهرس









جلالة الملك محمد السادس نصره الله

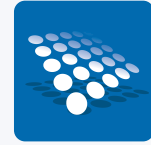
« وما كان للمغرب، الذي يعرف تطوراً متواصلاً على درب الحضارة  
والديمقراطية، أن يكون مشهده السمعى البصرى غير مواكب لهذا  
التطور، بما يستجيب لحاجة المواطن لمشهد إعلامي، يجمع بين  
المعاصرة والجاذبية، واحترام ثوابت الأمة. »

مقتطف من خطاب جلالة الملك محمد السادس نصره الله





المملكة المغربية



الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري  
ⵜⴰⵎⴰⴳⴷⴰⵏⵜ ⵜⴰⵎⴰⴳⴷⴰⵏⵜ ⵜⴰⵏⵏⵓⵎⵎⵓⵏⵏⵉⵏⵜ  
Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle

التقرير السنوي  
ⵜⴰⵎⴰⴳⴷⴰⵏⵜ ⵜⴰⵏⵏⵓⵎⵎⵓⵏⵏⵉⵏⵜ  
2019